



u ~~Καταχωρημένο~~

ΕΓΓΡΑΦΑ

ΑΦΟΡΩΝΤΑ ΕΙΣ ΤΗΝ ΜΕΤΑΞΥ

ΤΗΣ

ΚΡΗΤΙΚΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΚΑΙ ΤΗΣ ΔΙΟΙΚΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΔΗΜΟΣΙΟΥ ΟΘΩΜΑΝΙΚΟΥ ΧΡΕΟΥΣ

ΔΙΑΦΟΡΑΝ

ΚΡΗΤΙΚΑ 570



XXIII-VI-6711.

ΕΝ ΧΑΝΙΟΙΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

1901





ΕΓΓΡΑΦΑ

ΑΦΟΡΩΝΤΑ ΕΙΣ ΤΗΝ ΜΕΤΑΞΥ

ΤΗΣ

ΚΡΗΤΙΚΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΚΑΙ ΤΗΣ ΔΙΟΙΚΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΔΗΜΟΣΙΟΥ ΟΘΩΜΑΝΙΚΟΥ ΧΡΕΟΥΣ

ΔΙΑΦΟΡΑΝ

ΔΗΜΟΤΙΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ

— ΧΑΝΙΩΝ —

Αρθ. Αριθ. 4840α

Χρονολ. Εισαγ. 19-3-1958

Ειδικότης Διυλιό Κρήτης

*Αριθ. 343259/ερα

ΕΝ ΧΑΝΙΟΙΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΕΠΙΡΑΦΑ



ΜΕΡΟΣ Α΄.

Πρωτ. Είδεοχ. 84

ΠΡΟΣ ΤΗΝ ΑΥΤΟΥ ΒΑΣΙΛΙΚΗΝ ΥΨΗΛΟΤΗΤΑ
ΤΟΝ ΠΡΙΓΚΗΠΑ ΓΕΩΡΓΙΟΝ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΥΠΑΤΟΝ ΑΡΜΟΣΤΗΝ ΕΝ ΚΡΗΤΗ

κ.λ. κ.λ. κ.λ.

ΥΨΗΛΟΤΑΤΕ,

Λαμβάνω τὴν τιμὴν νὰ υποβάλω τῇ Ὑμετέρᾳ Βασιλικῇ Ὑψηλότητι τὰ σχέδια τῶν συμβάσεων τῶν συναφθισομένων μεταξύ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ὑψηλότητός Σας καὶ τῆς Διευθύνσεως τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ Χρέους, ἅπερ ὁ Πρόεδρος τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τῆς Διευθύνσεως μετέφεροτισε κατὰ τὴν ἐσχάτως ἐκ Κωνσταντινουπόλεως ἀναχώρησίν μου, νὰ ἐπιδώσω τῇ Ὑμετέρᾳ Βασιλικῇ Ὑψηλότητι διὰ τὰ περαιτέρω.

Διατελῶ τῆς Ὑμετέρας Βασιλικῆς Ὑψηλότητος
ταπεινὸς θεράπων

Ἐν Χανίοις τῇ 20᾽ Ἰουνίου 1899

Ὁ Ἀντιπρόσωπος τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ Χρέους

Γ. ΑΔΟΣΙΔΗΣ

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA DETTE
PUBLIQUE OTTOMANE

EXTRAIT DU REGISTRE DE DÉLIBÉRATION

Constantinople, le 1/13 Avril 1899

Le conseil en séance de ce jour délibère :

Considérant le paragraphe C de l'Article 112 de la Constitution de l'île de Crète ;

Vu la consultation fournie par Monsieur le Conseiller Légiste de l'Administration sur la question soulevée par le dit paragraphe ;

Adoptant les conclusions de Monsieur le Conseiller Légiste ;

Attendu que ;

1. — L'Article ix du Décret Impérial du 28 Mouharrem 1299 porte qu'aucune modification ou amélioration ne saurait être introduite dans le système, dans les taxes, dans les tarifs ou dans les Règlements des Revenus Concédés autres que l'excédent des recettes des Douanes, le Tribut de la Principauté de Bulgarie et le produit des droits sur le Tumbeki, sans un accord préalable entre le Gouvernement Impérial et le Conseil.

Que cette prescription du Décret a toujours été observée aussi à l'égard des perceptions de l'Administration dans l'île de Crète, et c'est ainsi que les surtaxes y ont été établies pour certains des revenus de l'Administration, après entente entre celle-ci et le Gouvernement.

11. — Que la nomination en Décembre dernier d'un Haut Commissaire en Crète n'a amené aucun changement à la situation de l'Administration en Crète.

En effet, après avoir porté cette nomination à la connaissance de la sublime Porte, les Quatre Puissances lui ont en même temps déclaré par note collective en date du 1^{er} Décembre 1898 :

« Que le mandat confié à ce Haut Commissaire lui » impose le devoir de maintenir et de respecter les » privilèges de la Dette Publique Ottomane en Crète ».

Il en résulte que le Décret de Mouhareem continue à conserver en Crète tous ses effets.

Constatant que la Constitution de Crète, élaborée récemment tout en rappelant dans son Article 1^{er} que l'autonomie de l'île fonctionnera dans les conditions établies par les Quatre Grandes Puissances, accorde au Prince par la disposition transitoire, qui se trouve insérée au paragraphe C de l'Article 112, le droit, pendant une période de deux années, de modifier les revenus appartenant à la Dette sans subordonner l'exercice de ce droit à l'adhésion du Conseil de la Dette.

Considère cette omission faite sciemment ou due a

une simple inadvertance comme constituant une infraction aux conditions établies pour l'autonomie de l'île, puisqu'elle tent à annihiler un des privilèges de l'Administration, celui de son adhesion obligatoire et indispensable pour toute modification aux revenus qui lui appartient dans l'île.

En Consequence le Conseil estime qu'il est de son devoir impérieux de ne pas consacrer, par son silence, l'abandon d'un privilège de la Dette, mais d'avisér sans retard aux moyens propres à modifier la disposition du paragraphe précité de l'Article 112 de la Constitution de Crète, dans le sens de l'Article 1^{er} de cette même Constitution et de la Note Collective du 1^{er} Decembre 1898.

Il prie Monsieur le Président de vouloir bien faire d'urgence une démarche dans ce sens auprès des Ambassades d'Angleterre et de Russie ainsi qu'auprès de l'Ambassade de France, en l'absence de Monsieur le Délégué Français.

M. le Délégué Italien est également prié de faire la même démarche auprès de l'Ambassade d'Italie.

CONVENTION

Entre

Son Altesse Royale le Prince Georges de Grèce, agissant en sa qualité de Haut Commissaire de l'île de Crète et en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés,

d'une part ;

et le Conseil d'Administration de la Dette Publique Ottomane, agissant en vertu des pouvoirs du Décret Impérial du 820 Décembre 1881, représentant à l'effet des présentes par Sir Eduard Fitz Gerald Lau, son Président muni des pouvoirs spéciaux du dit Conseil,

d'autre part;

il a été exposé et convenu ce qui suit :

Les Quatre Grandes Pouissances ayant déclaré que les drois et privilèges de Administration de la

Dette Publique Ottomane sont maintenus dans l'île de Crète, et l'Article 1^{er} de la Constitution de Crète proclamant que l'Autonomie de la Crète fonctionnera dans les conditions établies par les dites Quatre Grandes Puissances, son Altesse Royale le Haut Commissaire et Sir E.G. Lau es-qualités, Animés du commun désir de faire sortir aux droits et privilèges de l'Administration de la Dette Publique Ottomane en Crète tous leurs effets, dans les Conditions propres à les assurer tout en laissant au Gouvernement Autonome le Pile de Crète la liberté la plus absolue dans les diverses manifestations de son organisation administrative et fiscale, ont décidé de transformer les perceptions auxquelles procédait dans l'île de Crète d'Administration de la Dette Publique Ottomane en revenu annuel fixe et unique, au moyen d'une cession à bail des dites perceptions.

A cet effet les parties contractantes sont tombées d'accord sur les teneurs clauses et convention ci-après.

Article I

Le Conseil d'Administration de la Dette Publique Ottomane cède a bail tous les revenus quelconques concédés par le Gouvernement Imperial Ottoman aux Porteurs de la Dette Publique Ottomane dont l'Administration a actuellement la jouissance dans l'île de Crète.

Article II

Le prix annuel du bail est fixé définitivement et irrévocablement à cent quinze mille francs, payable par trimestre, échu a partir du $\frac{1}{13}$ de la présente année.

Article III

Le durée du présent bail sera égale à celle de l'Administration de la Dette Publique Ottomane.

Article IV

Toute difficulté de l'interprétation ou d'exécution de la présente convention sera déférée diplomatiquement à l'appréciation et à la décision des quatre Grandes Puissances.

Fait et dressé en double exemplaire dont un pour le Gouvernement Crétois et l'autre pour le Conseil d'Administration de la Dette Publique Ottomane.

La Canée, le

Convention du 18/30 Mars 1899

Entre,

Son Altesse Royale le Prince Georges de Grèce, Haut Commissaire en Crète, agissant au nom du Gouvernement Autonome de l'île de Crète en vertu des pouvoirs que lui confèrent les Articles 1^{er} 111 et 114 de la Constitution de Crète,

d'une part;

et le Conseil d'Administration de la Dette Publique Ottomane, représenté à l'effet des présentes par Sir Eduard F. G. Lau, son Président muni des pouvoirs spéciaux du dit Conseil,

d'autre part;

il a été convenu ce qui suit :

Article I

Le Gouvernement Autonome de l'île de Crète accorde au Conseil d'Administration de la Dette Publique Ottomane la Concession du Monopole du sel dans l'île entière et dans les îlots adjacents et lui cède, à titre gratuit, l'usage des dépôts et tous locaux quelconques mis déjà par le Roussoumat à la disposition du Conseil.

Article II

Pour l'exploitation de cette concession, le Conseil d'Administration de la Dette Publique Ottomane devra instituer en Crète une administration spéciale qui fonctionnera sous la dénomination d'Administration Crétoise co-intéressée du Monopole du sel.

Article III

La Concession est ainsi accordée pour un terme de vingt années à dater de la signature des présentes, et contre paiement au Gouvernement de l'île de Crète de la redevance annuelle fixe, mentionnée à

l'Art. 4 et de la participation éventuelle prévue à l'Art. 8 de la présente Convention.

Article IV

L'Administration Crétoise du Monopole du Sel acquittera au Gouvernement Crétois, pendant la durée de la Convention une Redevance fixe annuelle de 92000 Francs payable par trimestre échu, à dater de la signature des présentes a la Caisse du
..... a la Canée.

Au bout d'un délai de cinq ans le Conseil d'Administration de la Dette Publique Ottomane se réserve à toute époque, la faculté de résilier purement et simplement la présente Convention, sans indemnité d'aucune sorte envers le Gouvernement Crétois et de renoncer à sa Concession.

Pour exercer cette faculté, il suffira qu'il donne avis préalable de sa décision six mois d'avance.

Article V.

L'Administration du Monopole du sel établira des dépôts de sel à la Canée, Rethymo, Candie, Sitia et Hiérapétra et dans d'autres localités, si elle le juge opportun, et les pourvoira de la quantité de sel nécessaire à la consommation locale.

Article VI

L'Administration du Monopole aura la faculté de confier la vente du sel aux agents douaniers du Gouvernement, installés dans des localités autres que celles citées dans l'Article ci-dessus.

Dans ce cas, l'Administration du Monopole, munie d'une autorisation spéciale émanant de l'autorité compétente, aura le droit, toutes les fois qu'elle le jugera nécessaire, de contrôler les opérations de ces agents en ce qui concerne exclusivement le service du sel et de réclamer en cas de constatation d'abus ou d'irrégularités quelconques, la prise à leur égard des dispositions pénales prévues par la présente Convention.

À titre de récompense pour ce service supplémentaire l'Administration du Monopole accordera, à la fin de chaque année, aux agents qui se seraient distin-

gués dans l'exercice de leurs fonctions des gratifications qu'elle aura à fixer suivant l'importance des recettes réalisées par leurs soins.

Il sera élaboré, d'un commun accord entre le Gouvernement Crétois et l'Administration de la Dette Publique Ottomane, un Règlement visant la procédure administrative que les agents auront à suivre vis-à-vis de la Direction Générale du Monopole.

Article VII

Sauf le Directeur-Contrôleur et deux agents Inspecteurs qui pourront être pris en dehors de Crète, les agents subalternes de l'Administration du Monopole du sel seront recrutés parmi les habitants de l'île. Les écritures du service intérieur seront tenues en grec, langue officielle du Gouvernement.

Article VIII

Le pesage du sel se fera, comme par le passé au moyen de la bascule.

Le prix de la vente du sel aux dépôts précités est fixé à 15 paras (Medjidié à 19) le kilo, ou 37 P. $\frac{1}{2}$ les 100 kilos, surtaxe non comprise.

Toutefois, quand la moyenne des ventes pendant deux années consécutives aura dépassé les quantités ci-dessous fixées, le prix de vente seront baissés successivement, conformément aux indications du tableau suivant :

A partir d'une consommation de Kilos

quantités		Prix de vente
2.000.000	—	12 $\frac{1}{2}$ paras par Kl.
2.500.000	—	10 » » »

Les prix de vente toutefois restent attachés aux fluctuations de la consommation. En conséquence, une diminution de celle-ci entraînera, dans les conditions du tableau ci-dessus, un retour à un prix de vente supérieur et jusqu'à 15 paras maximum de la taxe.

Au cas où à la réduction à dix paras la moyenne des ventes viendrait à s'élever à trois millions de kilos par an, le Gouvernement de Crète aura, dans les be-

nefices, une participation calculée à raison de 6 paras par kilo, sur tout kilo vendu au-delà du chiffre de trois millions de kilos.

Article ix

L'Administration Crétoise du Monopole du sel reste chargée de la perception pour le compte du Gouvernement de la surtaxe actuelle de 15 paras.

Cette surtaxe qui n'est pas susceptible d'augmentation, sera passible des mêmes réductions et dans les mêmes conditions que celles stipulées dans d'Article précédent pour la taxe ordinaire.

Le produit de la surtaxe sera versé mensuellement aux Caisses du Gouvernement Crétois à la Canée.

Article x

L'Administration Crétoise du Monopole du sel aura le droit d'exploiter ou non, suivant qu'elle jugera de son intérêt, les salines existant actuellement ou qui pourraient être dans l'avenir créées en Crète.

Article xi

La dite Administration aura le droit de céder à bail ou d'affermier à des tiers, en tout ou en partie l'exploitation dans l'île de Crète du Monopole du sel qui continuera toutefois à s'effectuer aux conditions de la présente Convention.

Article xii

L'inexécution par l'une des parties contractantes de l'une des clauses de la Convention fera naître au profit de l'autre partie, le droit d'obtenir une réparation du dommage éventuel ayant pu résulter de ce chef.

Article xiii

Nul en dehors de l'Administration de la Dette Publique Ottomane n'aura le droit d'importer ou de préparer du sel en Crète, tant que la présente convention restera en vigueur.

Toute personne qui sera reconnue avoir introduit du sel en Crète, ou d'en avoir recueilli dans une partie quelconque du territoire Crétois pour s'en

servir, ou le céder à d'autres, sera passible d'un emprisonnement de 1 à 3 ans ; en outre, le sel sera confisqué et mis aux enchères publiques au profit du fisc de l'île et de l'Administration du Monopole du sel, à parts égales, déduction faite de tous frais et prises.

Article xiv

Tout sel se trouvant en la possession d'une personne quelconque et dont la provenance irrégulière, sera prouvée, sera saisi et vendu dans les conditions stipulées par l'Art. xiii.

Sera puni comme complice tout individu qui d'une façon quelconque aura facilité la contrebande du sel. Tous moyens de transport, navires, embarcations, bêtes de somme, voitures, chariots, etc., qui auront servi à la contrebande du sel, seront, confisqués avec leur matériel et leur chargement quelsqu'ils soient, et mis aux enchères publiques, au profit, à parti égales, du Fisc de l'île de Crète et de l'Administration du Monopole du sel en Crète déduction faite de tous frais et prises.

Article xv

A la constatation de tous cas de contrebande un Procès-Verbal sera immédiatement dressé par les Agents de l'Administration du Monopole du sel.

Le Procès-Verbal faisant foi pour poursuites à exercer sera remis en même temps que les délinquants, et les objets saisis, aux autorités compétentes qui procéderont sans retard, aux formalités judiciaires nécessaires.

Article xvi

Les agents de l'Administration du Monopole du sel seront considérés comme agents du Gouvernement et comme tels auront le droit de procéder à toute arrestation, enquête et saisie en matière de contrebande de sel. Toute résistance qui leur sera opposée dans l'exercice de leur fonctions, sera punie conformément aux Lois en vigueur et le Gouvernement Crétois s'engage généralement à prêter l'assistance

et l'appui nécessaires à la dite Administration du monopole pour la protection de son exploitation.

Article xvii

Les dispositions contenues dans les Articles 13, 14, 15 et 16 pourront d'un commun accord, entre le Gouvernement Crétois et l'Administration Crétoise co-intéressée du Monopole du sel, être modifiées ou remplacées, par une réglementation plus appropriée aux besoins de la Concession.

Article xviii

Toute contestation qui viendrait à surgir entre le Gouvernement Autonome de l'île de Crète et l'Administration du Monopole du sel de Crète sur l'interprétation ou l'exécution de la présente Convention sera soumise au jugement de deux arbitres, dont l'un sera nommé par le Gouvernement Autonome et l'autre par le Conseil concessionnaire du dit Monopole. Si les arbitres ne parviennent pas à se mettre d'accord, dans un délai de trois mois, la nomination d'un tiers arbitre sera déléguée par les parties, ou par l'une d'entre elles au choix de.....

La sentence arbitrale sera toujours en dernier ressort.

Le jugement arbitrale sera souverain, et sans appel ni recours quelconque.

Fait et dressé en double exemplaire à un seul et même effet, dont un pour le Gouvernement Autonome Crétois et l'autre pour le Conseil d'Administration de la Dette Publique Ottomane, à la Canée, 1.....

*Annexe à la Convention de ce jour relative à la
Concession du Monopole du sel.*

Entre

Son Altesse Royale le Prince Georges de Grèce, Haut Commissaire en Crète, agissant au nom du Gouvernement Autonome de l'île de Crète, en vertu des pouvoirs que lui confèrent les articles 1^{er} 112 et 111 de la Constitution de Crète,

d'une part ;

et le Conseil d'Administration de la Dette Publique Ottomane représenté à l'effet des presents par Sir Eduard F. G. Lau son Président muni des pouvoirs speciaux du dit Conseil,

d'autre part ;

il a été convenu ce qui suit :

Il est expressément stipulé un delai de trois mois à dater de ce jour pour la mise à exécution de la Convention intervenue ce jour entre son Altesse Royale le haute Commissaire et le Conseil d'Administration de la Dette Publique Ottomane et par laquelle la Concession en Crète du Monopole du sel est accordée au dit Conseil.

Pendant ce même delai chacune des parties contractantes se réserve formellement le droit de dénoncer purement et simplement et sans indemnité d'aucune sorte l'une envers l'autre la Convention précitée relative à la dite Concession.

Fait en double exemplaire à un seul et même effet dont un pour le Gouvernement Crétois et l'autre pour le Conseil d'Administration de la Dette Publique, à la Canée, le.

*Memorandum sur l'arrangement proposé pour
la perception des revenus concédés en Crète.*

Les autorités compétentes en Crète assurent que, dans les conditions nouvelles de l'île de Crète, les revenus provenant du sel augmenteront d'une manière importante. Ils prétendent que cette augmentation sera le resultat de circonstances qui n'étaient pas prévues lors de l'arrangement avec les créanciers de l'Empire Ottoman, et qui d'ailleurs ont beaucoup appauvri la Crète temporairement. Ils réclament donc pour l'île le profit éventuel résultant du changement qui s'est opéré. Cette réclamation pourrait être prise en considération. Mais, d'un côté, si nous devons tenir compte en faveur des réclamations crétoises, des faits exceptionnels qui se sont produits pendant les

dernières années en Crète, nous devons également tenir compte des même frais dans l'établissement de la moyenne normale des revenus encaissés par l'Administration de la Dette Publique Ottomane.

Le tableau annexé donne le montant des revenus perçus annuellement depuis 1298 (1882—83) jusqu' en 1312 (1896—97), c'est-à-dire pendant quinze ans. Il demontre que, pendant les dernières années, l'île de Crète a été la victime de circonstances tout-à-fait anormales. On ne peut tenir compte des deux premières années qui marquent la période des débuts de l'Administration de la Dette Publique Ottomane. Par conséquent, il paraît équitable de prendre pour base actuelle d'un arrangement la moyenne de revenus encaissés pendant dix années 1300 à 1309 qui peuvent être considérées comme des années normales sous l'ancien régime.

L'analyse des recettes moyennes de la Dette Publique Ottomane en Crète pendant les dix années 1300/1309 s'établit comme suit.

Recettes brutes moyenne—Recettes moyennes nettes

	Piastres à 19.—	Piastres à 19.—
Sel	556.503	
Timbre	192.122	
Spiritueux	15.266	
Divers	1.178	
Total	764069	
A déduire :		
(1) prix de revient de la consommation moyenne du sel a P. 6 $\frac{1}{2}$ par K. 100	102.614	
(2) frais d'Administration	94.184	
	196.798	
Total net sans les tabacs	567.271	
Tabacs	513.366	
	<u>1.080.637</u>	

De ces chiffres, il résulte que le montant moyen des recettes nettes encaissés par l'Administration de la Dette Publique Ottomane en Crète, sur tous les revenus qu'elle gerait en Crète était de

Pias à 19 1.080.637

Si même l'on défalque le produit moyen des tabacs dont le revenu n'a pas été encaissé depuis quelque temps, soit 513.366

P. à 19. 567.271

On ne pourrait donc prendre comme base de la redevance minimum annuelle payable par le Gouvernement Crétois à la Dette Publique Ottomane une somme inférieure à L. T. 5.000 ou 5500.

Tenant compte de tous les éléments qui entrent dans l'arrangement proposé, soit.

- (1) Les évaluation de consommation ;
 - (2) Les prix de vente du sel ;
 - (3) Le prix de revient du sel ;
 - (4) Les frais d'administration, estimés à l'avenir à L. T. 1. 100 par an ;
 - (5) La redevance annuelle de L.T. 5.000 attribuée à la Dette Publique Ottomane ;
 - (6) Le paiement annuel de L. T. 4000 pour prix du monopole du sel à payer au Gouvernement Crétois ;
- Les résultats qui découlent du dit arrangement,

et pour l'Administration de la Dette Publique Ottomane, ressortent comme suit :

Consommation *Revenu net au profit de la Dette Publique Ottomane y compris la somme de L. T. 1000 à payer par la Crète*

Kilos	Pias. Medj. à 19.
1.600.000	486.000
1.700.000	517.000
1.800.000	548.000
1.900.000	519.625
2.000.000	547.500
2.250.000	546.875
2.500.000	530.625
2.750.000	496.750
3.000.000	545.000
3.250.000	553.750
3,500.000	562.500

Πρωτ. Ἐξερχ. 123.

Ἐν ΧΑΛΕΠᾶ τῆ 1 Ἰουνίου 1899.

Π ρ ὶ ς

τὴν Διεύθυνσιν τῶν Τελωνείων.

Κύριε Διευθυντά,

Προκειμένου νὰ υποβάλωμεν ὑπὸ τὴν σκέψιν καὶ κρίσιν τοῦ Συμβουλίου τοῦ Ἡγεμόνος τὸ ζήτημα τῶν ἀπαιτήσεων τῆς Διευθύνσεως τοῦ Δημοσίου Ὄθωμανικοῦ Χρέους διὰ τινὰς τῶν δημοσίων τῆς νήσου προσόδων, παρακαλοῦμεν ὑμᾶς, ὅπως, τὸ ταχύτερον, μᾶς πληροφορήσῃτε τίνες διαταγὰς ἔχετε λάβει τυχόν παρὰ τοῦ συμβουλίου τῶν ναυάρχων ἢ τίνα ἔγγραφα ἔχετε ἀνταλλάξει μετ' ἄλλων ἀρχῶν περὶ τοῦ ζητήματος τούτου, τίνες προσόδους εἰσπράττει ἤδη ἡ Διεύθυνσις τοῦ Δημοσίου Ὄθωμανικοῦ Χρέους καὶ τίνι τρόπῳ πράττει τοῦτο, κατὰ τί ποσὸν συμβατεῖλεν αὕτη πρότερον εἰς τὴν πληρωμὴν τῆς μισθοδοσίας τῶν τελωνιακῶν ὑπαλλήλων τῆς νήσου, ὅπου δὲν ὑπῆρχον ἰδιαιτέροι

ὑπάλληλοι αὐτῆς καὶ ἂν ἐξακολουθῇ αὐτὴ καὶ ἤδη συμμετέχουσα τῶν ἐν λόγῳ βαρῶν, ἐν γένει δὲ παράσχητε ἡμῖν πᾶσαν πληροφορίαν περὶ πάντων τῶν ζητημάτων τούτων, ἣν ἠϊνώσατε ὡς ἐν τῆς ὑπηρεσίας ὑμῶν.

Ὁ ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν Σύμβουλος τοῦ Ἡγεμόνος

ΚΩΝΣΤ. Μ. ΦΟΥΜΗΣ

Ἐν ΧΑΝΙΟΙΣ τῆ 2 Ἰουνίου 1899.

Ἀριθ. Πρωτ. 685

» Διεκπ. 272

Πρωτ. Εἰσερχ. 138

Π ρ ὶ σ
τὴν Σεβαστὴν Ἀνωτέραν Διευθύνσιν ἐπὶ τῶν
Οἰκονομικῶν.

Κύριε Σύμβουλε,

Λαμβάνω τὴν τιμὴν ν'ἀπαντήσω εἰς τὴν ὑπ' ἀριθ. 123 καὶ σημερινὴν ἡμερομηνίαν διαταγὴν Ὑμῶν ἐπὶ τοῦ ζητήματος «τῶν ἀπαιτήσεων τῆς Διευθύνσεως τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ Χρέους διὰ τινὰς τῶν δημοσίων τῆς Νήσου προσόδων».

Καὶ πρῶτον ὡς πρὸς τὴν ἐρώτησιν Ὑμῶν «τίνες διαταγὰς ἔχω λάβει παρὰ τοῦ συμβουλίου τῶν Ναυάρχων, ἢ τίνα ἐγγράφα ἔχω ἀνταλλάξει μετ' ἄλλων ἀρχῶν περὶ τοῦ ζητήματος τούτου.»

Παρὰ τῶν Ναυάρχων εὐδεμίαν ἔλαβον γραπτὴν διαταγὴν· Ἀι σχετικαὶ ἐδηγίαι μοὶ ἐδόθησαν προφορικῶς παρὰ τῆς Α. Ἐξ. τοῦ Ναυάρχου Pottier, παρόντος καὶ τοῦ Ἀξιωματικοῦ Γεν. Προξένου τῆς Γαλλίας κ. Blanc. Τοῦτο ἐγένετο, ὅτε προσεκλήθηθην ἵνα μοὶ ἀνακοινωθῇ ὁ διορισμὸς μου ὡς Διευθυντοῦ τῆς Οἰκονομικῆς ὑπηρεσίας. Τότε μεταξὺ ἄλλων ἡ Α. Ἐξ. ὁ ῥηθεὶς Ναύαρχος μοὶ ἐδήλωσε κατηγορηματικῶς, ὅτι συνετεία ἀποφάσεως τῶν Δυνάμεων, τὰ δικαιώματα τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ Χρέους θὰ διατηρηθῶσιν ἄθικτα ἐν τῇ νήσῳ καὶ μοὶ συνέστησε ν'ἀποφύγω ὅπως ἀναμιχθῶ εἰς τὰ δικαιώματα ταῦτα, ἅτινα θὰ ἐξακολουθήσωσι ἐξασκούμενα ἀκώλυτος ὑπὸ τῶν ἐν Κρήτῃ πρακτορείων τῆς Διευθύνσεως ταύτης.

Μόνον ὡς πρὸς τὸ χαρτόσημον, μετὰ μακρὰν συζήτησιν πρόκληθείσαν ἐκ τῶν παρατηρήσεών μου, μὴ ἐδηλώθη ὅτι δὲν εἶναι δυνατὴ ἐπὶ πλέον ἢ κυκλοφορία τοῦ ἐν ἰσχύϊ χαρτόσημου, καὶ ὅτι ἐπιτρέπεται νὰ παύσῃ χρησιμοποιούμενον τοῦτο.

Δὲν ἠδυναμῆν ἢ νὰ συμμορφωθῶ πρὸς τὰς δεθείσας μοι κατηγορηματικὰς ταύτας ὁδηγίας· καὶ ὅσον μὲν ἀφορᾷ τὴν πώλησιν τοῦ ἁλατος καὶ τὸν ἐπὶ τῶν εἰσαγομένων οἰνοπνευμάτων εἰσπραττόμενον φόρον, ἀπέσχον κατ' ἀκολουθίαν νὰ παρεμβάλω πρόσκομα τι εἰς τὴν διανομίαν τοῦ ἐν Χανίοις Πρακτορείου τοῦ Δημοσίου Ὄθωμ. Χρέους. Τούναντίον μάλιστα, ἔχων ὑπ' ὄψιν ὅτι τὸ ἥμισυ τοῦ ἐκ τῆς πωλήσεως τοῦ ἁλατος εἰσπρατομένου ποσοῦ ἀνήκει εἰς τὸ Δημοσίον Ταμεῖον, συνέδραμον τὴν ρηθείσαν Διεύθυνσιν ἐφ' ὅσον ἐξήρτάτο ἐκ τῆς δικαιοδοσίας μου, εἰς τὴν διακανόνισιν τῶν σχετικῶς πρὸς τὸ λαθρεμπόριον τοῦ ἁλατος ἀναφερόντων ζητημάτων, ἀφ' οὗ προηγουμένως διὰ τῆς συνδρομῆς τῆς Ἀνωτέρας Διοικήσεως τῶν Διεθνῶν στρατευμάτων ἐξησφάλισα τὴν τακτικὴν καταβολὴν εἰς τὸ ταμεῖον τοῦ ἡμίσεως τῶν προσόδων τοῦ ἁλατος, ὡς ἐμφαίνεται ἐκ τῶν ὑπὸ στοιχ. Α. καὶ Β. ἐν ἀντιγράφῳ ἐγκλεισμένων ὡδα ἐγγράφων.

Ὅσον δ' ἀφορᾷ τὸ χαρτόσημον, μὴ ἀρκεσθεὶς εἰς τὴν μετὰ τῆς Α. Ἐξῆχ. τοῦ Ναυάρχου Pottier συνενόησιν, προσέβην νὰ διακανονίσω καὶ ἐγγράφως τὸ ζήτημα μετὰ τῆς Ἀνωτέρας Διοικήσεως τῶν Διεθνῶν στρατευμάτων ὡς θέλετε παρατηρήσει ἐν τοῖς ὑπὸ στοιχ. Γ. Δ. ἐσοκλειστοῖς ἐπίσης ἀντιγράφοις τῶν διαμειθεθέντων ἐγγράφων.

Ἄλλ' ἢ ἀνωτέρω ἐκτεθεῖσα προφορικὴ διαταγὴ ἐπανέλήφθη καὶ δευτέρον ὑπὸ τοῦ ἰδίου Ναυάρχου συνεπιβίη τηλεγραφικῶν παραστάσεων τῶν ἐν Κωνσταντινουπόλει Πρεσβευτῶν. Φαίνεται ὅτι εἰς τινα τῶν ἄλλων τμημάτων αἱ στρατιωτικαὶ ἀρχαὶ προσέβησαν εἰς ἐπεμβάσεις τινὰς εἰς τὰ δικαιώματα τοῦ δημοσίου χρέους, συνεπιβίη δὲ γενομένων παραστάσεων, οἱ κύριοι Πρεσβευταὶ ἐζήτησαν λόγον παρὰ τοῦ Συμβουλίου τῶν Ναυάρχων. Εἰς τὴν περίστασιν μάλιστα ταύτην ὁ προεδρεύων Ναύαρχος νομίμας ὅτι ἔλαβον χώραν καὶ ἐν Χανίοις, δὲν ἀνέμεινε τὴν ἀπάντησίν μου ἀλλ' ἄμα τῇ ἐμφανίσει μου ἤρξατο σφοδρὰς ἀποτεινῶν μοι παρατηρήσεις, ἐπὶ τῇ παραβάσει τῶν διαταγῶν του. Κατώρθωσα ἐπὶ τέλος νὰ τὸν πείσω ὅτι πρόκειται ἴσως περὶ τῶν ἄλλων τμημάτων, καὶ οὕτω ἐρησυχάσας, ἐπανέλαβεν αὐστηρῶς τὰς αὐτὰς καὶ πάλιν διατάξας. Ὡς κατόπιν δ' ἐπληροφορήθην, διαταχθεῖσαι καὶ αἱ ἀρχαὶ τῶν ἄλλων τμημάτων ἄρξασιν ἐντελῶς ἐλευθέραν τὴν ἐνέργειαν τῶν πρακτορείων τοῦ δημοσίου χρέους.

Σχετικῶς πρὸς τὴν πρώτην ταύτην ἐρώτησιν, ὑποβάλλω Ὑμῖν καὶ τὰ ὑπὸ στοιχ. Ε΄, καὶ Ζ΄, ἀντίγραφα ἐτέρων δύο ἐγγράφων, ἅτινα ἀντήλλαξα μετὰ τῆς Ἀνωτέρας Διοικήσεως τῶν Διεθνῶν στρατευμάτων συνεπείᾳ παραστάσεων τοῦ ἐνταῦθα Ἐπιθεωρητοῦ τοῦ Δημοσίου Ὁθωμ. Χρέους.

Δευτέραν ἐρώτησιν μοὶ ἀποτείνεται «περὶ τοῦ τίνας προσόδους εἰσπράττει ἤδη ἡ Διεύθυνσις τοῦ Δημοσίου Ὁθωμανικοῦ Χρέους καὶ τίνι τρόπῳ πράττει τοῦτο.»

Ὡς ἐκ τῶν ἀνωτέρω ἐξάγεται, ἡ εἰρημένη Διεύθυνσις περιορίζεται ἤδη εἰς τὴν εἰσπράξιν τῶν προσόδων τοῦ ἄλατος καὶ τοῦ ἐπὶ τῶν ἐξ Εὐρώπης εἰσαγομένων οἰνοπνευμάτων δικαιοματος, συνισταμένου εἰς 32 παράδας ἐπὶ ἐκάστου χίλιου γράμμου. Καὶ τὸ μὲν ἄλας πωλεῖ διὰ τῶν ἰδιαιτέρων πρακτορείων τῆς, τὸν δὲ φόρον ἐπὶ τῶν οἰνοπνευμάτων εἰσπράττει ὡσαύτως διὰ τῶν αὐτῶν γραφείων, ὑποχρεουμένων τῶν εἰσαγωγέων πρὶν ἢ παραλλάξωσιν ἐκ τοῦ Τελωνείου τὸ ἐμπόρευμα τοῦτο νὰ κανονίσωσι μετὰ τῆς εἰρημένης Διευθύνσεως τοὺς λησμούς τῆς φορολογίας ταύτης. Εἰς τινὰς μόνον ἐπαρχειακοὺς τελωνίους ἀνετέθη ἐξαιρετικῶς ἡ πώλησις τοῦ ἄλατος, ἐν ἑλλείψει ἐιδικῶν πρακτορείων τῆς, ἀλλ' ἐπισήμως δὲν γνωρίζω ἢ μόνον τὸ τελωνεῖον Σούδας, ἅτε τῶν ἄλλων τοιούτων τελωνείων ἐνεργούντων ἐπι ὑπὸ τῆς διαταγῆς τῶν οἰκείων στρατιωτικῶν διοικήσεων.

Εἰς ἀπάντησιν τῆς τρίτης καὶ τελευταίας ἐρωτήσεως Ὑμῶν περὶ τοῦ «κατὰ τί ποσὸν συμμετεῖχεν ἡ εἰρημένη Διεύθυνσις πρότερον εἰς τὴν πληρωμὴν τῆς μισθοδοσίας τῶν τελωνιακῶν ὑπαλλήλων τῆς Νήσου», ὑποβάλλω ἐγκλείστως τὸν ὑπὸ στοιχ. Η΄, κατὰλογον τῶν ποσοτήτων διὰ τὰς ἑποικίας συμμετεῖχεν εἰς τὰς μισθοδοσίας ὑπαλλήλων τινῶν μέχρι τοῦ Ἀγούστου 1896, ὅτε ὁ φόρος τοῦ καπνοῦ παραδέθη εἰς τὸ ἐγχώριον δημόσιον.

Εὐθὺς ὡς τοῦτο ἐγένετο, διέκοψε τὰς πληρωμὰς ταύτας, ἕκαστε δ' οὐδέλωσ συμμετεῖχεν εἰς τὰς δαπάνας τοῦ προσωπικοῦ τοῦ τελωνείου.

Δικτελῶ Εὐπειθέστατος

Ὁ Διευθυντὴς τῶν Τελωνείων Κρήτης

(Τ.Σ.)

Ν. ΣΤΑΥΡΑΚΗΣ

Copie No 2.

La Canée, le 4 Novembre 1898.

*Monsieur M^r le Commandant Supérieur des Troupes
Internationales*

à la CANÉE.

Monsieur de Commandant Supérieur,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Bureau de la Dette Publique Ottomane en Crète perçoit pour le compte de la Caisse de l'île 20 paras sur chaque ocque de sel.

Je vous prie par conséquent de vouloir bien inviter le dit Bureau de nous consigner régulièrement à partir d'aujourd'hui, les recettes provenant de cet impôt.

Veuillez

Le Directeur des services Financiers

(signé) N. STAVRAKIS

Copie No 3.

La Canée le 5 Novembre 1898.

Monsieur le Commandant Supérieur,

J'ai l'honneur de Vous informer que jusqu'à présent, on employait pour tout le service financier, le timbre Turc. La taxe de ce timbre ayant été doublée, il y a quelques années, la moitié était perçue au profit du Gouvernement Turc et l'autre moitié au profit de la caisse de l'île.

Comme ce timbre Turc ne sera plus en usage, il faut qu'il soit remplacé par un autre, afin que les recettes provenant de cette taxe ne se perdent pas.

En portant ce qui précède à Votre connaissance, je Vous prie de vouloir bien me munir des instructions nécessaires à ce sujet.

(signé) STAVRAKIS

Copie No 1899.

La Canée le 5 Novembre 1898

Monsieur le Directeur,

En réponse à votre lettre N° 3 j'ai l'honneur de vous faire connaître que Monsieur l'Amiral Pottier, Doyen des Amiraux a depuis quelques jours commandé un timbre pour le Service financier.

Agréé

(signé) SPITZER

Copie No 1877.

La Canée le 7 Novembre 1898

à *Monsieur le Directeur des services financiers*
à la CANÉE

Monsieur le Directeur

En réponse à votre lettre N° 2 du 4 Novembre j'ai l'honneur de vous faire connaître que Monsieur le Directeur de la Dette Publique Ottomane tiendra à partir du 4 Novembre 1898, des comptes spéciaux pour le droit de 20 paras par oque de sel et vous remettra les sommes qui en proviendront.

Veuillez.

Le Commandant Supérieur

(signé) SPITZER

Copie No 82.

La Canée le 12 Janvier 1899.

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous adresser, en communication une lettre de Monsieur l'Inspecteur Divisionnaire de l'Administration de la Dette Publique Ottomane.

Je vous prie de me retourner cette lettre après en

avoir pris connaissance et de me donner en même temps les moyens d'y répondre.

Agrérez

(signé) SPITZER

Copie No 121.

La Canée le 12 Janvier 1859

*Monsieur le Commandant Supérieur des Troupes
Internationales*
à la CANÉE

Monsieur le Commandant Supérieur

Par votre lettre, en date du 12 de ce mois, sub N^o 82 vous avez bien voulu me communiquer une lettre de M^{er} l'inspecteur divisionnaire de l'Administration de la Dette Publique Ottomane, prétendant que malgré la décision de M.M. les Amiraux, la Direction des Douanes ne tient pas un compte spécial des recettes du timbre vendu.

Aussitôt que j'ai pris possession du service des mains des Autorités Turques, Son Excellence M^r l'Amiral Pottier en sa qualité du Doyen des Amiraux, m'avait ordonné verbalement, que l'exercice des droits et devoirs de la Dette publique Ottomane ne soit point entravé, conformément à ce qui est en vigueur.

Me conformant à cet ordre je ne me suis nullement mêlé à la vente du sel, pratiquée par la dite Agence ; au contraire je lui ai accordé tout mon concours en vue de prendre les mesures nécessaires pour la repression de la contrebande et la sauvegarde en général de ses intérêts.

En ce qui concerne les spiritueux importés, sur les quels la dite Agence perçoit un droit fixe, j'avais ordonné aux employés compétents de la Douane, de lui fournir, comme par le passé, tous les renseignements nécessaires, ainsi que l'assistance due pour la perception du dit droit.

Ce n'est que sur le timbre seulement qu'un change-

ment radical à en lieu, par décision du Haut Conseil de Leurs Excellences M. M. les Amiraux. Les quels ayant prohibés la circulation du timbre indigène, ont fait confectionner un autre timbre indigène dont la vente a été confiée à la Direction des services financiers de l'île, comme un revenu indiscutable de la Caisse du pays.

Il résulte de ce qui précède, que je n'ai reçu aucun ordre, pour qu'un compte spécial soit tenu pour ce timbre et qu'il n'y avait non plus aucun besoin pour que ce la se fasse.

Cependant le Bureau de la Comptabilité de cette Direction est à même, à tout moment, de fournir des comptes détaillés, de l'espèce, de la quantité et de la valeur du timbre qui a été mis de la baisse en vente publique, depuis le jour où, d'ordre de M. M. les Amiraux, j'avais commencé la vente de ce nouveau timbre.

En portant ce qui précède à Votre connaissance, j'ai l'honneur de vous restituer ci-joint, conformément à Votre ordre, la lettre de M^r l'inspecteur divisionnaire de la Dette publique Ottomane

Veuillez

Le Directeur des services Financiers

(signé) N. STAVRAKIS

Ἄριθ. Πρωτ. 149

11

Ἐν ΧΑΛΕΠᾶ τῆς 4 Ἰουνίου 1899

Πρὸς

τὸ Συμβούλιον τοῦ Ἡγεμόνος

Ὁ ἀντιπρόσωπος τῆς Διευθύνσεως τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ χρέους διὰ τοῦ ὑπ' ἀριθ. 54 τῆς 31 Μαΐου 1899 ἐγγράφου του ἠτήσατο νὰ διατάξω τὰς διαφόρους τελωνειακὰς ἀρχάς, εἰς τινὰς τῶν ὁποίων ἀνετέθη ἀπὸ τῆς 23 Ὀκτωβρίου 1898 ἡ διαχείρισις τῶν προσόδων τοῦ ἄλατος, ὅπως ἀναγνωρίζουσαι αὐτὸν συνεννοῶνται μετ' αὐτοῦ περὶ ὧν ἀφορᾶσιν ἀποκλειστικῶς εἰς τὴν ὑπηρεσίαν ταύτην, μέχρις ὅτου, συνομολο-

γυμνής της συμβάσεως, διακανονισθῶσι τακτικώτερον αἰ μεταξὺ τῆς Διευθύνσεως ταύτης καὶ τῶν τελωνειακῶν ἀρχῶν σχέσεις.

Δι' ἐπιτέρου ἐγγράφου του ὑπὸ ἡμερομηνίαν 20/1 'Ιουνίου 1899, ἀπευθυνομένου πρὸς τὴν Α. Β. Υ. τὸν ἠγεμόνα, παραδοθέντος μοι δὲ ὑπὸ τοῦ ἰδιαίτερου γραμματέως Λύττης ὁ αὐτὸς ἀντιπρόσωπος τῆς Διευθύνσεως τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ χρέους ὑπέβαλε τρία σχέδια συμβάσεων συναφθησομένων μεταξὺ τῆς Κρητικῆς Πολιτείας καὶ τῆς Διευθύνσεως τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ χρέους.

Ἐκ τῆς μελέτης τῶν ἐν λόγῳ ἐγγράφων ἐξέρχονται δύο τινά :

Α΄.) Ὅτι ἡ Διεύθυνσις τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ χρέους διεκδικεῖ ἐπι ὑπὲρ ἑαυτῆς τὸ δικαίωμα τῆς εἰσπράξεως τῶν φόρων ἐπὶ τοῦ χαρτοσήμου, τοῦ ἄλατος, τοῦ καπνοῦ, τῶν εἰσαγομένων οἰνοπνευματωδῶν ποτῶν καὶ ἄλλων διαφόρων προσόδων, χωρὶς νὰ ὀρίξη αὐτάς.

Καὶ Β΄.) Ὅτι τὰ ζητήματα ταῦτα θέλει νὰ διακανονίσῃ μετὰ τῆς Κρητικῆς Πολιτείας διὰ τῶν ἐξῆς τριῶν συμβάσεων :

1. — Διὰ συμβάσεως καθ' ἣν ἡ Διεύθυνσις τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ χρέους ἐκμισθοῖ ἀντὶ 115 χιλιάδων φράγκων ἐτησίως, πληρωτέων κατὰ τριμηνίαν, πᾶσαν οἰανδήποτε πρόσδοτον ἐκχωρηθεῖσαν ὑπὸ τῆς Τουρδικῆς Κυβερνήσεως εἰς τοὺς δικαιούχους τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ Χρέους ἐξ ἐκεῖνων ὧν ἔχει ἤδη τὴν κάρπωσιν ἐν Κρήτῃ ἡ ἐν λόγῳ Διεύθυνσις.

Ἢ διάρκεια τῆς ἐκμισθώσεως ταύτης νὰ παραταθῇ ἐφ' ὅσον καὶ ἡ τῆς Διευθύνσεως τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ Χρέους.

2. — Διὰ συμβάσεως, καθ' ἣν ἡ Αὐτόνομος Κυβέρνησις τῆς Κρήτης παραχωρεῖ τὸ μονοπώλιον τοῦ ἄλατος ἐν Κρήτῃ εἰς τὴν ἐν λόγῳ Διεύθυνσιν ἐπὶ εἴκοσιν ἔτη ἀντὶ 92000 φράγκων ἐτησίως πληρωτέων κατὰ τριμηνίαν καὶ ὑπὸ τοὺς λοιποὺς ἐν τῇ συμβάσει ἀναφερομένους ὅρους.

Καὶ 3. — Διὰ συμβάσεως, καθ' ἣν δίδεται προθεσμία τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς συμβάσεως ταύτης διὰ νὰ ἐκτελεσθῇ ἡ σύμβασις πῆς ὑπὸ τῆς Κρητικῆς Πολιτείας ἐκχωρήσεως τοῦ μονοπωλίου τοῦ ἄλατος εἰς τὴν Διεύθυνσιν τοῦ Δημ. Ὀθωμανικοῦ χρέους. Ἐντὸς δὲ τῆς προθεσμίας ταύτης ἐκότερον τῶν συμβαλλομένων μερῶν δύναται νὰ ὑπαναχωρήσῃ τῆς ἐν λόγῳ συμβάσεως δι' ἀπλῆς καταγγελίας αὐτῆς.

ΖΗΤΗΜΑ Α'.

Αί αξιώσεις τῆς Διευθύνσεως τοῦ Δημοσίου
Ὀθωμανικοῦ χρέους.

Ἐπὶ τοῦ πρώτου ζητήματος, τίνα τούτέστιν εἰσὶ τὰ νόμιμα ἐν Κρήτῃ δικαιώματα τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ χρέους, παρατηρῶ τὰ ἑξῆς:

Ἡ Κρήτη, ἀποτελοῦσα ἀνέκαθεν, ἰδίως δὲ ἀπὸ τοῦ 1858 καὶ 1868 προνομιοῦχον Ἐπαρχίαν, δὲν ὑπεχρεῖτο νὰ λάβῃ μέρος εἰς τὴν πληρωμὴν τῶν χρεῶν τοῦ Ὀθωμανικοῦ Κράτους διὰ τῆς εἰς τὴν Διεύθυνσιν τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ Χρέους ἐκχωρήσεως προσόδων τινῶν αὐτῆς. Ἐν τούτοις ἐν Σελίδι 52 τῆς κτηρῆνης βίβλου τῆς Γαλλικῆς Κυβερνήσεως (Ὀκτώβριος-Νοέμβριος 1898) ἀπαντᾷ τὸ ἑξῆς ἔγγραφον τοῦ ἐν Κωνσταντινουπόλει ἐπιτετραμένου τῆς Γαλλίας πρὸς τὸν Γάλλον ἐπὶ τῶν ἐξωτερικῶν ὑπουργόν.

PERA le 30 Novembre 1898

- « Les premiers Drogmans ont remis en même temps
» à la sublime Porte la note annexe suivante.
» Au nom de leurs Gouvernements respectifs, les
» représentants de la France, de la Grande Bretagne,
» de l'Italie et de la Russie se référant à leur note col-
» lective en date de ce jour relative à la désignation
» d'un Haut Commissaire en Crète, ont l'honneur de
» déclarer à S. E. le Ministre des affaires étrangères
» de S. M. I. le Sultan que le mandat confié au Haut
» Commissaire lui imposera le devoir de maintenir
» et de respecter les privileges de la Dette publique
» Ottomane en Crète».

Πρὸς τούτοις, ὡς ἐξάγεται ἐκ τῆς ἐπισυναπτομένης ὑπ' ἀριθ. 685/272 τῆς 2 Ἰουνίου 1899 ἐκθέσεως τῆς Διευθύνσεως τῶν Τελωνείων Κρήτης, ἡ Α. Ε. ὁ Ναύαρχος Pottier πρότασις τοῦ συμβουλίου τῶν ναύαρχων, παρόντος καὶ τοῦ Γενικοῦ Προξένου τῆς Γαλλίας κ. Blanc ἀγγέλλων εἰς τὸν κ. Σταυράκη τὸν διορισμὸν του, ὡς διευθυντοῦ τῆς οικονομικῆς ὑπηρεσίας, ἐδήλωσεν αὐτῷ κατηγορηματικῶς, ὅτι συνεπεὶ ἀποφάσεως τῶν Δυνάμεων, τὰ δικαιώματα τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ χρέους θὰ διατηρηθῶσιν ἄθικτα ἐν τῇ Νήσῳ.

Τεθέντος οὕτως, ὅτι, ἐπιβάλλεται ὑπὸ τῶν Μεγάλων Δυνά-

μεων ή άναγκώρισις τών εις τήν Διεύθυνσιν του Δημοσίου Όθωμανικοῦ χρέους έγκωρηθέντων υπό της Τουρκικῆς Κυβερνήσεως δικαιομάτων και ώς πρός τήν Κρήτην, μένει νά εξετασώμεν τίνα εισί τά δικαιώματα αὐτῆς ταῦτα.

Τῆ 28 Μουχαρρέμ 1299 8=20 Δεκεμβρίου 1881 ἐξεδόθη αὐτοκρατορικόν Φιρμάνιον, ὀρίζον, ὅτι συνεπέχ τών γενομένων δικηρῶσεων υπό του ἀντιπροσώπου της Τουρκίας εις τό Βερολίνοιον Συνέδριον κατά τήν συνεδρίασιν της 11 Ιουλίου 1878 και συμφώνως πρός τήν ἤν αὐτή ανέλαθεν υποχρέωσιν διὰ της διακρινώσεως της 3 Οκτωβρίου 1880, γενομένης συνεννοήσεως μεταξύ αὐτῆς και τών ἀντιπροσώπων τών δανειστών της ή Τουρκικῆ Κυβερνήσεως έγκωρει διὰ τήν ὑπηρεσίαν τών ἐν τῷ ἄρθρῳ III του Φιρμανίου τούτου καθορισθέντων χρεῶν της, ἀπό $\frac{1}{13}$ Ιανουαρίου 1882 μεταξύ ἄλλων και τάς ἐξῆς προσόδους :

α'.) Τῆς του μονοπωλίου του καπνοῦ και του ἄλατος.

β'.) Τῆς του φόρου ἐπὶ του χαρτοσήμου, του φόρου μισιγιῆ και ρουχατιγιῆ ἐπὶ τών οἰνοπνευματωδῶν ποτῶν, ἐξαιρουμένου του ἐπὶ τών εισαγομένων ἔξωθεν τοιούτου κ.λ.π.

Ἐξεταστέον νῦν τίνας προσόδους της Κρήτης ἐξέχωρησεν ή Τουρκικῆ Κυβέρνησις εις τό Δημόσιον Όθωμανικόν χρέος και ἂν εἶχε δικαίωμα νά έγκωρησῆ τῆς προσόδους ταύτας και ώς πρός τήν Κρήτην.

Και ὅσον μέν ἀφορᾷ εις τούς φόρους ἐπὶ τών οἰνοπνευματωδῶν ποτῶν μισιγιῆ και ρουχατιγιῆ ἤδη ἀπό της 16 Ζιλκαδῆ 1284=28 Φεβρουαρίου 1868 εἶχον καταργηθῆ οὔτοι δι' αὐτοκρατορικοῦ Φιρμανίου ώς και διὰ του δημοτικοῦ νόμου του 1879 ὑπαχθέντων τών οἰνοπνευματωπολῶν εις τάς περι φόρου ἐπιτηδεύματος διατάξεις του περι δημοτικῆς φορολογίας Νόμου.

Όσον δ' ἀφορᾷ εις τὸν τελωνειακόν δασμὸν ἐπὶ τών ἐκ της ἄλλοδαπῆς εισαγομένων οἰνοπνευματῶν, ὃν ἐξακολουθεῖ και ἤδη παρανόμως εισπράττουσα ἐν Κρήτῃ ή Dette Publique Ottomane, οὔτος ῥητῶς ἐξαιρεῖται της ἐκχωρήσεως της γενομένης διὰ του Φιρμανίου του 1299 (ἄρθρ. VIII ἐδάφ. β, sauf les droits de douane perçus sur les spiritueux).

Προκειμένου περι του χαρτοσήμου παρατηροῦμεν ὅτι ή πρόσδοδος αὐτῇ δὲν εἶναι ἐξ ἐκείνων, αἵτινες ἀφείθησαν ώς πρόσδοδος της Τουρκικῆς Αὐτοκρατορίας κατά τό ἄρθρον 13 της συμβάσεως της Χαλέπας της 9 Νοεμβρίου 1878=25 Ζιλκαδῆ 1295, ἐπομένως παρανόμως και παρά τάς ἀδιαλείπτους διακηρυχίας της Κρητικῆς Συνελεύσεως και του Κρητικοῦ λαοῦ ή Πύλη ἐ-

ξηκολούθει νὰ εἰσπράττη δι' ἴδιον λογαριασμὸν τὸν φόρον τοῦτον, οὐδὲν δὲ δικαίωμα εἶχε νὰ ἐκχωρήσῃ αὐτὸν τρία ἔλα ἐτη μετὰ τὴν σύμβασιν τῆς Χαλέπας εἰς τὸ Δημόσιον Ὀθωμανικὸν χρέος. Τὸ ζήτημα ἄλλως τε τοῦτο εἶναι λελυμένον πρακτικῶς ὑπὸ τοῦ συμβουλίου τῶν ναύαρχων. ὡς ἀποδέκνυται καὶ ἐκ τῆς προμνησθείσης ὑπ' ἀριθ. 685/272 τῆς 2 Ἰουνίου 1899 ἐκθέσεως τῆς Διευθύνσεως τῶν Τελωνείων καὶ τῶν ἐπισυνημμένων αὐτῇ ἐγγράφων, ἐξ ὧν ἀποδείκνυται, ὅτι οἱ ναύαρχοι, ἀρ' οὗτου κατελύθη ἐμπράκτως ἡ ἐπὶ τῆς Νήσου Ὀθωμανικῆ κυριαρχία, ἀπηγόρευσαν τὴν χρῆσιν τοῦ Ὀθωμανικοῦ χαρτοσήμου καὶ κατεσκεύασαν προσωρινὸν ἐγχώριον, οὗτινος αἱ πρόσοδοι εἰσέρχονται εἰς τὸ Δημόσιον Ταμεῖον.

Ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὸν καπνὸν, τοῦτου ἡ πρόσοδος δυνάμει τῆς συμβάσεως τῆς Χαλέπας ἀρέθῃ πράγματι εἰς τὴν Ὀθωμανικὴν αὐτοκρατορίαν ἀλλ' ἡ πρόσοδος αὕτη δὲν ἐξεχωρήθη ποτὲ εἰς τὸ Δημόσιον Ὀθωμανικὸν Χρέος διότι εἰς τοῦτο ἐξεχωρήθη ἡ πρόσοδος τοῦ μονοπωλίου τοῦ καπνοῦ καὶ τοῦτο συνεστήθη διὰ τῆς ἀπὸ 20 Σεπτεμβρίου 1300 συμβάσεως μεταξὺ τῆς Ὀθωμανικῆς αὐτοκρατορίας καὶ τῆς ἐν Βιέννῃ ἐταιρείας, καλουμένης Credit Anstalt.

Κατὰ τὸ ἄρθρον 7 τῆς συμβάσεως ταύτης (σελίς 4193 Ὀθωμανικῶν κωδικῶν Νικολαΐδου) ἡ ἐταιρεία θὰ πληρώνη εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ χρέους τὸ ἐν τῇ συμβάσει ἀναφερόμενον ποσὸν ἐκ τοῦ τιμήματος τοῦ μονοπωλίου. Ἀλλὰ κατὰ τὴν αὐτὴν σύμβασιν (ἄρθρον 11) ἡ Κρήτη ἐξαιρεῖται τῆς πληρωμῆς παντὸς δικαιώματος τοῦ μονοπωλίου, ἡ δὲ Τευρικὴ Κυβέρνησις διετῆρει τὰ ἐπὶ τοῦ καπνοῦ δικαίωμά της ὅσον ἀφορᾷ αὐτὴν (ἄρθρον 13 τῆς αὐτῆς συμβάσεως). Ἐν τῷ δικαιώματι τῆς ἔθεν τοῦτω ἡ Τευρικὴ Κυβέρνησις ἐξεχώρησεν εἰς τὸ Κρητικὸν ταμεῖον καὶ ἀνεγνώρισεν ὡς τακτικὸν εἰσόδημα αὐτοῦ τὴν ἐκ τοῦ καπνοῦ πρόσοδον (ἴδε ἄρθρον 8 τῆς διευθετήσεως τοῦ 1896 ἐν φύλλῳ τῆς Ἐπισήμου Ἐφημερίδος τῆς τέως Γεν. Διοικήσεως Κρήτης ὑπ' ἀριθ. 1478 τῆς 31 Αὐγούστου 1896.) Ἐκ τούτων συνάγεται, ὅτι δυνάμει τῆς προμνησθείσης ἀποφάσεως τῶν Μεγάλων Δυνάμεων ἡ Διεύθυνσις τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ χρέους οὐδὲν ἄλλο δικαίωμα ἐπὶ τῶν προσόδων τῆς Κρήτης κέκτηται, εἰμὴ τὸ δικαίωμα ἐπὶ τοῦ μονοπωλίου τοῦ ἄλατος.

ΖΗΤΗΜΑ Β'.

Ἐάν εἶναι συμφέρον νὰ γίνωσιν ἀποδεκταὶ αἱ προτάσεις τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ χρέους

Τὸ ζήτημα τοῦτο ἀναλύεται εἰς δύο.

α.) Εἶναι συμφέρον νὰ εἰσέλθωμεν κατ' ἀρχὴν εἰς διαπραγματεύσεις πρὶν ἢ λυθῇ ὀριστικῶς τὸ ζήτημα τῶν ἀξιώσεων τῆς Διευθύνσεως τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ χρέους, πρὶν ἢ τοῦτέστι παραιτηθῇ αὕτη ἀμετακλήτως τῶν μὴ νομίμων ἀξιώσεων αὐτῆς ἐπὶ τοῦ καπνοῦ, τοῦ χαρτοσήμου, τῶν δεινοπνευμάτων καὶ λοιπῶν διαφορῶν, ἅτινα δὲν κατονομάζει:

Καὶ β.) Αὐταὶ καθ' ἑαυτὰς αἱ συμβάσεις παρουσιάζουν θετικὰ πλεονεκτήματα, ὅπως προτιμῆσις ἢ Κρητικὴ Πολιτεία νὰ συνάψῃ ταῦτας, ἢ δέον ὅπως ἀναγνωρίζουσα εἰς τὸ Δημόσιον Ὀθωμαν. χρέος τὰ ἐπὶ τοῦ μονοπωλίου τοῦ ἄλατος δικαιώματά του, φροντίσῃ ταύτοχρόνως νὰ ἐξαγοράσῃ ταῦτα δι' ἐτησίας πληρωμῆς ἐφάπαξ ὀριστέου χρηματικοῦ ποσοῦ πρὸς τὸ Δημόσιον Ὀθωμαν. χρέος:

Ἐπὶ τοῦ πρώτου ζητήματος ἀδιστακτικῶς ἀποφαινόμεθα, ὅτι ἐπιτόσθενι λόγῳ συμφέρει εἰς τὴν Κρητικὴν Πολιτείαν νὰ συνάψῃ σύμβασιν περὶ τῆς εἰς αὐτὴν ἐκ μέρους τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ χρέους ἐγκωρήσεως δικαιωμάτων, ὧν πάντα πλὴν τοῦ ἄλατος εἰσὶν ἀνυπαρκτα. Αὐτὴ ἢ σπουδὴ τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ χρέους τοῦ νὰ συνάψῃ τὴν ἐν λόγῳ σύμβασιν ὑπὸ τοιούτους ὅρους δέον νὰ καταστήσῃ ἡμᾶς μᾶλλον προσεκτικούς, ὅπως διδῶμεν τὰ μεγάλα ἄτοπα καὶ ζημίαις, αἵτινες θὰ πρόέκυπτον ἐκ τοιαύτης συμβάσεως.

Ὡς προερέθη, ἡ Κρήτη, ὡς προνομιοῦχος χώρα ἀπὸ πολλῶν ἐτῶν, οὐδεμίαν ὑποχρέωσιν εἶχε νὰ συμμετάσχη τῶν χρεῶν τῆς Τουρκίας. Τοῦτο ἐγένετο, ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὸ ἄλας, συνεπεία τῆς ἐν λόγῳ ἀποφάσεως τῶν Δυνάμεων. Μισθούσα ὁμοίως πάσας τὰς ὑποτιθεμένας προσόδους τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ χρέους ἡ Κρητικὴ Κυβέρνησις δὲν θὰ ἔπραττεν ἄλλο ἢ νὰ ἀναγνωρίσῃ τὰ ἀνυπαρκτα τοῦτα δικαιώματα αὐτοῦ καὶ τοῦτο διὰ χρονικὴν περίοδον διαρκείας ἴσης μὲ τὴν διάρκειαν τῆς ὑπάρξεως τοῦ νομικοῦ προσώπου τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ χρέους, ἤτοι ἐπὶ αἰῶνας. Οὕτω καὶ μετὰ πάσαν πολιτικὴν μεταβολὴν τῆς Νήσου, ἢν θὰ συνεπήγετο ὁ χρόνος, τὸ Δημόσιον Ὀθωμανικὸν χρέος ὡς Κράτος ἐν Κράτει καὶ ὑπὸ τύπον ἐκμισθώσεως θὰ ἐξηκολούθει κερτημένον κυριαρχ-

χικά δικαιώματα οἷα ἡ πρόσδοσις τοῦ χαρτοσήμου καὶ ἡ εἰσπρα-
ξις τελωνειακῶν δασμῶν ἀνεγνωρισμένα ὑπὸ τῆς Κρητικῆς Πολι-
τείας δι' ἐγκύρου συμβάσεως. οὗτος δ' εἶναι ὁ κύριος σκοπὸς
ὃν ἐπιδιώκει τὸ Δημόσιον Ὀθωμανικὸν χρέος, ὅπερ ὑποθέτομεν
ὅτι σπουδαίως δὲν ἐνδιαφέρεται διὰ τὰς λοιπὰς συμβάσεις. Ἀπό-
δειξις τοῦτου εἶναι ἡ προτεινομένη τρίτη σύμβασις, καθ' ἣν ἐκά-
τερον τῶν συμβαλλομένων μερῶν δύναται νὰ καταγγεῖλῃ ἐντὸς
τριῶν μηνῶν τὴν σύμβασιν τῆς ἐπὶ 25ετίας ἐκχωρήσεως τοῦ μο-
νοπωλίου τοῦ ἄλατος εἰς τὸ Δημόσιον Ὀθωμανικὸν Χρέος ὑπὸ
τῆς Κρητικῆς Πολιτείας, ἂν οὐ αὕτη θὰ τὸ ἐμίσθου ἀπὸ τὸ Δη-
μόσιον Ὀθωμανικὸν Χρέος διὰ τὴν μακρὰν χρονικὴν περιόδον.

Πρὶν ἢ λοιπὸν τὸ Δημόσιον Ὀθωμανικὸν Χρέος παραιτηθῇ
σφῶς καὶ ὠρισμένως παστῶν τῶν ἀξιώσεων αὐτοῦ πληρὴ τῆς τοῦ
ἄλατος, εὐδαίς λόγος ὑπάρχει νὰ ἀρξώμεθα διαπραγματεύσεων
περιόριστῶς συμβάσεως.

Εἰσερχόμενοι ἤδη εἰς τὴν ἐξέτασιν τοῦ ζητήματος ἂν, ἀνεξαρ-
τήτως τοῦ ἐν λόγῳ ζητήματος τῆς ἀρχῆς, συμφέρωσιν αἱ ἐν
λόγῳ συμβάσεις, παρατηροῦμεν τὰ ἑξῆς :

Ἐν πρώτοις ὁ καθορισμὸς τοῦ μέσου ὅρου τῶν προσόδων ἐπὶ
τῇ βᾶσει δέκα μόνον ἐτῶν (1300—1309) εἶναι αὐθαίρετος.
Καὶ εἶναι μὲν παραδεκτόν, ὅτι ἕνεκα τῶν ἀνωμάλων περιστάσεων,
ἂς διήλθεν ἡ Νῆσος, αἱ πρόσδοσι τοῦ Δημ. Ὀθωμανικοῦ Χρέ-
ους αἱ ἀφορῶσαι εἰς τὸ ἄλας θὰ ὑπέστησαν τὴν ἐπιδράσιν τῶν
περιστάσεων, ἀλλ' ἐπίσης ἀληθὲς εἶναι, ὅτι προκείμενον νὰ εὐ-
ρεθῇ ὁ ἀληθὲς μέσος ὅρος τῶν προσόδων ἢ παρατήρησις αὕτη
δὲν εἶναι νόμιμον νὰ ληφθῇ ὑπ' ὄψει.

Τὸ δημόσιον Ὀθωμανικὸν Χρέος δικαιούται νὰ ἀπαιτῇ τὸ κά-
θαρὸν κέρδος, οὗτινος ἀπῆλκεν ὑφ' οὗς ὅρους τῷ ἐξεχωρήθῃ
καὶ ὑφ' οὗς διετέλει ἡ ἄσκησις τοῦ ἐν λόγῳ δικαιώματος. Ἐν
συνεπείᾳ τῆς ἐπελευθέρσεως ῥιζικῆς μεταβολῆς, ἐπέβη νῦν αὐξήσις
τῶν προσόδων, ἢ αὐξήσις αὕτη δὲν προσεβλέπετο καθ' ὃν χρόνον ἐξ-
εχωρήθη εἰς τὸ Δημόσιον Ὀθωμ. Χρέος ἢ πρόσδοσις τοῦ ἄλατος,
ἢ ῥιζικῆ δ' αὕτη μεταβολὴ ἐπῆλθε συνεπείᾳ μεγίστων θυσιῶν καὶ
ἀγώνων τοῦ Κρητικοῦ λαοῦ, θυσιῶν, ὧν τὰς συνέπειας ἐπὶ μα-
κρὰν σειρὰν ἐτῶν θὰ ὑφίσταται. Δέον λοιπὸν κατὰ τὴν ἡμετέραν
κρίσιν νὰ ἀνεύρωμεν τὸν μέσον ὅρον τῶν εἰσπραξέων τοῦ ἄλα-
τος, ἂν ἦς ἡ Διεύθυνσις τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ Χρέους
ἀνέλαβε τὴν διαχείρησιν αὐτοῦ ἐν Κρήτῃ μέχρι τῶν παραμο-
νῶν τῆς ἐπαναστάσεως τοῦ 1897. Ἐκ τοῦ μέσου τοῦτου ὅρου
δέον νὰ ἀφαιρέσωμεν οὐχὶ μόνον τὰ εἰδικὰ ἔξοδα τῆς διαχειρί-
σεως τοῦ ἄλατος, ἀλλὰ καὶ τὸ ἀνάλογον τῶν ἐν Κρήτῃ γενι-

κῶν δαπανῶν τῆς Διευθύνσεως, ἔτσι τῆς μισθοδοσίας τοῦ προσωπικοῦ αὐτῆς, τοῦ μισθώματος τῶν καταστημάτων αὐτῆς, τῆς εἰς τὰς τελωνειακὰς δαπάνας συμμετοχῆς αὐτῆς, ἕνεκα τῆς ὑπηρεσίας ἣν παρεῖχον οἱ ὑπάλληλοι τοῦ τελωνείου εἰς τὴν ἐν λόγῳ Διεύθυνσιν καὶ εἰς ἣν συμμετοχὴν εἶναι ὑπόχρεως αὕτη κατὰ τὸ ἥμισυ τῆς μισθοδοσίας τῶν παρεχόντων αὐτῇ τὰς ὑπηρεσίας τῶν τελωνιακῶν ὑπάλληλων, ὡς καὶ τῶν μισθωμάτων τῶν τελωνειακῶν καταστημάτων.

Σημειωτέον, ὅτι τὴν πληρωμὴν ταύτην, ἀνερχομένην μηνιαίως εἰς Γρόσια 4255 πλὴν τῶν μισθωμάτων τῶν τελωνειακῶν καταστημάτων, ἔπαυσε νὰ καταβάλλῃ ἡ Διεύθυνσις τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ Χρέους ἀπὸ τοῦ ἔτους 1896.

Μετὰ τὴν ἀφαίρεσιν τῶν ἐξόδων τούτων θέλει εὐρεθῆ τὸ καθαρὸν εἰσόδημα, διὰ τὸ ὁποῖον ἡ Κρητικὴ Πολιτεία θὰ ἦτο ὑπόχρεως νὰ ἀποζημιώσῃ τὸ Δημοσίον Ὀθωμανικὸν Χρέος διὰ τῆς ἐτησίως εἰς δόσεις καταβολῆς ὀρισμένου χρηματικοῦ ποσού. Ἦ μετὰ τὴν ἀνακήρυξιν τῆς αὐτονομίας τῆς χώρας παρατιτέρω ἄμιστος διαχείρισις τῆς προσόδου τοῦ ἄλατος ὑπὸ τῆς Διευθύνσεως τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ Χρέους θ' ἀποτελεῖ ἄσκησιν κυριαρχικῶν δικαιωμάτων ἐν χώρᾳ αὐτόνομῳ ὑπὸ ξένων, καὶ δὴ ἑταιρείας ἣτις οὐδὲ τὸν χαρακτηρισμὸν δημοσίου ἀρχῆς δύναται νὰ φέρῃ.

Προτείνω ὅθεν νὰ ἀποφασίσῃ τὸ Συμβούλιον:

α'.) Ὅτι ἡ Κρητικὴ Πολιτεία ἕνεκα τῆς ἐν λόγῳ ἀποφάσεως τῶν Μεγάλων Δυνάμεων εἶναι ἠναγκασμένη νὰ ἀναγνωρίσῃ εἰς τὴν Διεύθυνσιν τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ Χρέους τὸ δικαίωμα τοῦ ἐν Κρήτῃ μονοπωλίου τοῦ ἄλατος.

β'.) Ὅτι ἀποκρούει διχρηρῆδην καὶ ἀπολύτως πᾶσαν ἄλλαν ἀξίωσιν τῆς ἐν λόγῳ Διευθύνσεως ἐπὶ οἰασδήποτε ἄλλῃς δημοσίαις προσόδου τῆς Νήσου.

γ'.) Νὰ δηλωθῇ τῇ ἐν λόγῳ Διεύθυνσει, ὅτι πρὶν ἢ παρατιθῆ αὕτη πάσης ἄλλῃς ἀξιώσεως αὐτῆς πλὴν τοῦ μονοπωλίου τοῦ ἄλατος ἡ Κρητικὴ Κυβέρνησις, ἕνεκα ζητήματος ἀρχῆς, δὲν δύναται νὰ ἔλθῃ εἰς διαπραγματεύσεις περὶ συνάψεως οἰασδήποτε συμβάσεως, ἀφορισθῆς εἰς τὸ ἐν λόγῳ μονοπόλιον τοῦ ἄλατος.

δ'.) Νὰ δηλωθῇ τῇ ἐν λόγῳ Διεύθυνσει, ὅτι ἅμα αὕτη παρατιθῆ τῶν εἰρημένων ἀξιώσεων αὐτῆς ἡ Κρητικὴ Κυβέρνησις εἶναι διατεθειμένη νὰ ἀναλάβῃ τὴν κατὰ δόσεις ὀριστέας ἐτησίαν πληρωμὴν ὀρισμένου ποσού, κανονισθησομένην ἐπὶ τῇ ἔασει τοῦ μέσου ὅρου τῶν καθαρῶν κερδῶν αὐτῆς ἐκ τοῦ μονοπωλίου τοῦ ἄλατος. Ὁ μέσος οὗτος ὅρος θέλει εὐρεθῆ ἂν οὗ

ληφθῶσιν ὑπ' ὄψει α.) αἱ ἀκαθάριστοι εἰσπράξεις τῆς Διευθύνσεως ἀπ' ἀρχῆς τῆς ἐν Κρήτῃ διαχειρίσεως αὐτῆς μέχρι τέλους Δεκεμβρίου 1896 ἤτοι μέχρι τῶν παραμονῶν τῆς ἐπαναστάσεως καὶ β.) Τὰ τε εἰδικὰ ἔξοδα διὰ τὴν διαχείρισιν τοῦ μονοπωλίου τοῦ ἄλατος ὡς καὶ τὰ ἀναλογούνα εἰς τὸ ἄρθρον τοῦτο ἐκ τῶν γενικῶν ἔξοδων τῆς ἐν Κρήτῃ διαχειρίσεως τῆς ἐν λόγῳ Διευθύνσεως, ἤτοι μισθοὶ ὑπαλλήλων, ἐνοίκια, συμμετοχὴ εἰς τὴν πληρωμὴν τῶν ὑπαλλήλων τοῦ τελωνείου καὶ πάντα τὰ λοιπὰ ἔξοδα αὐτῆς.

ε.) Νὰ ἀποφασίσῃ τὸ Συμβούλιον ὅπως διατηρηθῆ προσωρινῶς τὸ ἰσχύον ἤδη καθιεστὸς ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὴν διαχείρισιν τοῦ μονοπωλίου τοῦ ἄλατος καὶ τοῦ προσθέτου ἐπ' αὐτοῦ φόρου. Ἔστι εἰσπράττεται πρὸς ὄφελος τοῦ δημοσίου, νὰ παρέχῃσι δὲ οἱ τελωνειακοὶ καὶ λοιποὶ οἰκονομικοὶ ὑπάλληλοι τῆς Κρητικῆς Πολιτείας τὴν συνδρομὴν τῶν εἰς τὴν Διεύθυνσιν τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ Χρέους μέχρις ὀριστικοῦ κανονισμοῦ τοῦ ἐν λόγῳ ζητήματος, χωρὶς τοῦτο νὰ θεωρηθῆ ὡς προηγούμενον καθιερούν δικαιώματα ὑπὲρ τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ χρέους.

Ἐν περιπτώσει καθ' ἣν δὲν ἤθελεν ἐπιτευχθῆ ὀριστικὴ συνεννόησις μετὰ τοῦ τῆς Κρητικῆς Κυβερνήσεως καὶ τῆς Διευθύνσεως τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ χρέους, ἡ Κρητικὴ Κυβέρνησις ἐπιφυλάσσεται παντὸς δικαιώματός τῆς ὅπως ἐντὸς τῶν ὁρίων τοῦ νόμου διακανονίσῃ τὰ περὶ προσθέτου φόρου ἐπὶ τοῦ ἄλατος καὶ λοιπὰ σχετικὰ ζητήματα, ὡς ἤθελε θεωρήσει δι' ἐαυτὴν συμφερότερον.

Ὁ ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν Σύμβουλος
τοῦ ἡγεμόνος
Κ. Μ. ΦΟΥΜΙΣ

Ἄριθ. Ἀποφ. 183

Ἀπόσπασμα τῆς ἐν τῷ ὑπ' ἀριθ. 43 τῆς 26 Ἰουνίου
1899 πρακτικῷ ἀποφάσεως τοῦ Συμβουλίου
τοῦ ἡγεμόνος

Συνεχίζεται κατόπιν ἢ ἐπὶ τοῦ θέματος τῆς ὑπ' ἀριθ. 149
καὶ ἀπὸ 4 Ἰουνίου 1899 ἐκθέσεως τοῦ κ. ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν
Συμβούλου συζήτησις ἀρξασμένη διὰ τῆς εἰσαγωγῆς τῆς ἐκθέ-

σεως ταύτης ἐνώπιον τοῦ Συμβουλίου κατὰ τὴν συνεδρίαν τῆς 23 Ἰουνίου 1899.

Τὸ Συμβούλιον λαθὼν ὑπ' ὄψιν τὴν ἀνωτέρω ἔκθεσιν τοῦ ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν Συμβούλου, ὡς καὶ τὴν ἐπὶ τοῦ ζητήματος τούτου προφορικὴν αὐτοῦ ἀνάπτυξιν καὶ τὰς προφορικὰς αὐτοῦ προτάσεις καὶ

Σ κ ε ρ θ ε ν

Ἐπειδὴ ἡ ἀποφασίζουσα ἐπιτροπὴ ἐκ τῶν ἀνωτέρω ἐκθέσεων καὶ τῶν προφορικῶν ἀναπτύξεων αὐτοῦ τοῦ Συμβουλίου ἐκτενῶς ἀναφερομένους λόγους,

Ἀποφασίζει

Ἐπιφέρει διαρρήδην πᾶσιν ἀξιώσιν ἐπ' αὐτῶν τοῦ Δημοσίου Ὄθωμ. Χρέους καὶ διατάσσει τὴν ὑπὸ τῶν ἀρμοδίων Οἰκονομικῶν Ἀρχῶν τῆς χώρας εἰσπραξῆν πασῶν τῶν προσόδων τούτων πρὸς ἀποκλειστικὸν ὄφελος τοῦ δημοσίου ταμείου.

Ἐπειδὴ ἡ ἀποφασίζουσα ἐπιτροπὴ ἐκ τῶν ἀνωτέρω ἐκθέσεων καὶ τῶν προφορικῶν ἀναπτύξεων αὐτοῦ τοῦ Συμβουλίου ἐκτενῶς ἀναφερομένους λόγους,

Διὰ τούτους ἐν τῇ αὐτῇ ἐκθέσει τοῦ ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν Συμβούλου ἀναφερομένους λόγους, τὸ Συμβούλιον κρίνει ὅτι οὐδὲν νόμιμον ἐπ' αὐτοῦ δικαίωμα εἶχε πλέον ἢ Διεύθυνσις τοῦ Δημοσίου Ὄθωμ. Χρέους ἀφ' οὗ μάλιστα ἡ Νῆσος ἐκηρύχθη χωρὰ ἀπτόνομος ἄνευ τινὸς ὅρου καὶ περιορισμοῦ εἰμὴ τῆς ὑπὸ τῶν Μ. Δυναμίσεων διακηρύξεως περὶ σεβασμοῦ τῶν ἐπικυριαρχικῶν δικαιωμάτων τῆς Α. Μεγαλειότητος τοῦ Σουλτάνου.

Ἐν τούτοις ἀφ' οὗ αἱ τέσσαρες Μεγ. Δυναμίεις διορίζουσαι τὴν Α. Β. Ὑψηλότητα τὸν Πρίγκηπα Γεώργιον τῆς Ἑλλάδος ὡς Ὑπατον Ἀρμοστήν Κρήτης ἐξεδήλωσαν τὴν θέλησιν αὐτῶν ὅπως Ὁὐτος διατηρήσῃ καὶ σεβασθῇ τὰ ἐν Κρήτῃ προνόμια τοῦ Δημοσίου Ὄθωμ. Χρέους τὸ Συμβούλιον κρίνει ὅτι εἶναι ἐπιβεβλημένον τῷ Κρητικῷ λαῷ νὰ σεβασθῇ τὴν Ὑψηλὴν ταύτην θέλησιν τῶν Εὐσεργετιδίων αὐτοῦ Δυναμίσεων.

Ἐπειδὴ γενομένης οὕτω ἀποδεικτῆς τῆς ἀρχῆς ταύτης καὶ ἔντος λελυμένου τοῦ ζητήματος ὅτι οὐδὲν ἄλλον δικαίωμα ἔχει τὸ Δημοσίον Ὄθωμανικὸν χρέος ἐν Κρήτῃ πλὴν τοῦ τοῦ ἄλλοτος, τὸ Συμβούλιον κρίνει ὅτι δύναται νὰ ἔλθῃ ἀμέσως εἰς διαπραγματεύσεις μετὰ τῆς Διευθύνσεως τοῦ Δημοσίου Ὄθωμ. Χρέους

ὅπως, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 111 ἐδαφίῳ γ' τοῦ Συντάγματος κανονίσῃ τὰ ἀφορῶντα ἀποκλειστικῶς τὸ μονοπώλιον αὐτοῦ.

Ἐπειδὴ ὡς βásiς τῶν διαπραγματεύσεων δὲν δύναται νὰ ληφθῆ ὑπ' ὄψιν τὸ ὑπὸ τῆς Διευθύνσεως τοῦ Δημοσίου Ὄθωμ. Χρέους ὑποβληθὲν σχέδιον συμβάσεως, τὸ μὲν διότι τοῦτο ἀναφέρει καὶ περὶ τῶν προσόδων ἐκείνων, αἵτινες ἀνήκουσιν, ὡς εἴρηται, ἀποκλειστικῶς εἰς τὴν Κρητικὴν Πολιτείαν, τὸ δέ, διότι διὰ τοὺς ἐν τῇ εἰρημένῃ ἐκθέσει τοῦ ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν Συμβούλου ἀναφερομένους λόγους, τὸ Συμβούλιον φρονεῖ ὅτι δὲν ἐφηρμύσθη ὑπὸ τῆς Διευθύνσεως τοῦ Δημοσίου Ὄθωμ. Χρέους ἡ ὀρθὴ ἀρχὴ τῆς ἐξευρέσεως τοῦ μέσου ὄρου τῶν καθαρῶν εἰσπραξέων τοῦ ἄλλοτος, ἣτοι δὲν ἐλήφθησαν ὑπ' ὄψις πάντα τὰ ἔτη τῆς διαχειρίσεως αὐτοῦ ὑπὸ τῆς ἐν λόγῳ Διευθύνσεως, ἀλλ' αὐτοβούλως ἐλήφθησαν ὑπ' ὄψις δέκα μόνον ἔτη (1300—1309—1884—1893).

Ἐπειδὴ καὶ ἡ ἑτέρα ἐν τῷ προτεινομένῳ σχέδιῳ συμβάσεως ἀρχή, τοὔτεστι τὸ νὰ δικαιούται τὸ Συμβούλιον τῆς Διευθύνσεως τοῦ Δημοσίου, Ὄθωμ. χρέους κατὰ πᾶσαν στιγμὴν, ἐντὸς προθεσμίας πέντε ἐτῶν ἀπὸ τῆς συνομολογήσεως τῆς Συμβάσεως, νὰ ἀκυροῖ ταύτην ἀπλῶς καὶ καθαρῶς ἂνε ἀποζημιώσεως τινος πρὸς τὴν Κρητικὴν Κυβέρνησιν, ἣτοι νὰ δικαιούται τοῦτο νὰ ἀκυροῖ τὴν σύμβασιν ἐν ἡ περιπτώσει ἣθελε κρίνει ταύτην ἐν τῇ πράξει ὡς ἀσύμφορον αὐτῷ, ἐν ᾧ ἡ Κρητικὴ Κυβέρνησις ἀφ' ἑτέρου θὰ ἦτο ὑπόχρεως νὰ ὑποστῇ τὰς τυχόν ἐπιζημιώσεις δι' αὐτὴν συνεπειὰς τῆς συμβάσεως ἐπὶ 20 ἔτη, τυγχάνει ἀποκρουστέα ὡς μὴ στηριζομένη ἐπὶ τῆς ἀρχῆς τῆς ἰσότητος δακαιομάτων μεταξὺ τῶν συμβαλλομένων μερῶν καὶ θέτουσα τὴν Κρητικὴν Πολιτείαν εἰς ἥσσονα μοῖραν ἀπὸ τὸ Δημοσίον Ὄθωμανικὸν Χρέος.

Διὰ ταῦτα

Τὸ Συμβούλιον ἀποφασίζει

Νὰ κοινοποιηθῇ ἀρμεδίως εἰς τὴν Διεύθυνσιν τοῦ Δημοσίου Ὄθωμανικοῦ Χρέους, ὅτι ἡ Κρητικὴ Κυβέρνησις εἶναι πρόθυμος νὰ ἔλθῃ μετ' αὐτῆς εἰς διαπραγματεύσεις ὅπως κατὰ τὸ ἄρθρον 111 ἐδαφίον γ' τοῦ Συντάγματος διακανονίσῃ τὰ ἀφορῶντα ἀποκλειστικῶς εἰς τὸ μονοπώλιον τοῦ ἄλλοτος ἐπὶ τῇ βᾶσει τῶν ἐξῆς ὄρων :

Νὰ ἐξευρεθῆ προηγουμένως ὁ μέσος ὄρος τῶν καθαρῶν εἰσπραξέων τοῦ ἄλλοτος καθ' ἕνα τὸ χρονικὸν διάστημα καθ' ὃ

αὕτη διαχειρίσθη τὴν ἐν λόγῳ πρόσδοον, ἦτοι ἀπὸ τοῦ ἔτους 1296 = 1880 μέχρι τέλους τοῦ ἔτους 1312 = τέλους Φεβρουαρίου 1897. —

Πρὸς ἐξεύρεσιν τοῦ μέσου τούτου ὄρου τῶν καθαρῶν εἰσπράξεων νὰ ἐξακριβώσῃ τὰ γενικά ἔξοδα τῆς ἐν Κρήτῃ διαχειρίσεως τῆς Διευθύνσεως τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ Χρέους καὶ τὰ εἰδικὰ ἔξοδα τῆς Διαχειρίσεως τοῦ ἄλατος. Ἐὰν δὲν εἶναι δυνατὸν νὰ γίνωσιν ἀναλυτικοὶ πίνακες τῶν κατηγοριῶν τῶν ἐξόδων τούτων δι' ὅλα τὰ ἔτη τῆς διαχειρίσεως τῶν νὰ γίνωσι τοιοῦτοι διὰ τὰ γενικά καὶ εἰδικὰ ἔξοδα τριῶν τοῦλάχιστον οικονομικῶν ἐτῶν τῆς διαχειρίσεως τοῦ Δημοσίου Ὀθωμ. Χρέους, ἦτοι τῶν παρουσιαζόντων τὰς μεζήνας, τὰς ἐλάσσονας καὶ τὰς μέσας δαπάνας.

Εἰς τὰ ἔξοδα ταῦτα νὰ συμπεριληφθῇ καὶ ἡ ἀποζημίωσις, ἣν ὀφείλει νὰ πληρώσῃ εἰς τὰ Τελωνεῖα Κρήτης τὸ Δημόσιον Ὀθωμ. Χρέος διὰ τὴν ὑπὸ τῶν ὑπάλληλων αὐτῶν παρεχομένην ὑπηρεσίαν ἀφοῦ καθορισθῇ αὕτη ἀκριβῶς ὡς καὶ πᾶν ἄλλο τυχόν ἔξοδον.

Ἡ ἐργασία αὕτη τῆς ἐξευρέσεως τοῦ μέσου ὄρου, ὅσον ἀφορᾷ τὸ μέρος τῆς Κρητικῆς Κυβερνήσεως, ἀνατίθεται εἰς τὸν Ὀργανωτὴν τῶν Οἰκονομικῶν καὶ Διευθυντὴν τῆς Γεν. ἐξουσιοδοτητικῆς ὑπηρεσίας κύριον Etienne de Blonay.

Μεχρισοῦ δὲ ἡ Διεύθυνσις τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ χρέους λάβῃ γνώσιν τῶν ἀνωτέρων ἀποφάσεων καὶ ἀνακοινώσῃ εἰς τὴν Κρητικὴν Κυβέρνησιν τὴν ἀπάντησίν της, τὸ Συμβούλιον ἀποφασίζει νὰ ἐξακολουθῶσιν οἱ ὑπάλληλοι τῆς Κρητικῆς Πολιτείας παρέχοντες τὴν συνδρομὴν τῶν εἰς τὰ ἀφορῶντα τὰ τῆς διαχειρίσεως τοῦ μονοπωλείου τοῦ ἄλατος ἐπὶ τῇ βάσει τοῦ καθεστώτος, ἐπιφυλασσόμενον ν' ἀποφασίσῃ ὀριστικῶς μετὰ τὴν ἀπάντησιν τῆς ἐν λόγῳ Διευθύνσεως, ἐπὶ τῇ βάσει τῶν νομίμων συμπερόντων τῆς Πολιτείας.

Ὁ Πρόεδρος.

ΧΟΥΣΕ-ΓΙΝ ΓΕΝΙΤΣΑΡΑΚΗΣ

Τὰ μέλη

ΕΛ. Κ. ΒΕΝΙΖΕΛΟΣ
Μ. Ρ. ΚΟΥΝΔΟΥΡΟΣ
Ν. ΓΙΑΜΑΛΑΚΗΣ
ΚΩΝΣΤ. Μ. ΦΟΥΜΗΣ

Ὁ Γραμματεὺς τοῦ Συμβουλίου

Ἰω. Γ. Καψάλης.

Ἐκτριβὲς ἀπόσπασμα
Χανία αὐθιμερὸν

Ὁ Γραμματεὺς τοῦ Συμβουλίου
καὶ α. α. ὁ Λος Γραφεὺς

(Τ. Σ.) Γ. Π. Ὁρφανουδάκης.

Ἐν ΧΑΛΕΠᾶ τῇ 16 Ἰουλίου 1899

Ἄριθ. Πρωτ. 446
Διεκπ. 367

Πρὸς τὸν κύριον Γ. Ἀδοῦιδην

Ἀντιπρόσωπον τῆς Διοικήσεως τοῦ Δημοσίου Ὁθωμ. Χρέους.

Συνηρμένως τῇ παρουσίᾳ διαβιβάζομεν ὑμῖν ἀντίγραφον τῆς
ὑπ' ἀριθ. 183 καὶ χρονολογίαν 26 Ἰουνίου 1899 ἀποφάσεως
τοῦ Συμβουλίου τοῦ Ἡγεμόνος, ἐπὶ τῆς ὑποθέσεως τοῦ ἄλλοτος
καὶ τῶν διαφόρων σχεδίων συμβάσεων τῶν ὑποβληθέντων ὑπὸ τῆς
Διοικήσεως τοῦ Δημοσίου Ὁθωμανικοῦ Χρέους εἰς τὴν Κρητι-
κὴν Κυβέρνησιν.

Μετὰ τῆς προσηκούσης ὑπολήψεως.

Ὁ ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν Σύμβουλος
Κ. Μ. ΦΟΥΜΗΣ.

Conseil d'Administration
de la Dette Publique Ottomane

CONSTANTINOPLE, le 23/4 Août 1899

Monsieur,

Par decision du Conseil d'Administration de la Dette
Publique Ottomane, j'ai l'honneur de communiquer à
Votre Altesse Royale copie des deux Notes Verbales
que notre Conseil m'a chargé de remettre aux Représen-
tants à Constantinople des Quatre Puissances Mediatrices
en Crète.

Je prie Votre Altesse Royale d'agréer l'hommage de
ma respectueuse considération.

Pour le Conseil d'Administration
Le Président

(signé) **E. F. G. Law.**

*Son Altesse Royale,
Le Prince Georges de Grèce
Haut Commissaire en Crète
ect. ect. ect.*

Conseil d'Administration
de
La Dette Publique Ottomane

CONSTANTINOPLE, le 12/24 Juillet 1899

NOTE VERBALE

*Sur la Situation de la dette Publique
Ottomane en Crète.*

Le Conseil de la Dette Publique Ottomane a été informé par son Représentant en Crète que le Gouvernement Autonome Crétois aurait décidé de refuser à l'Administration de la Dette le droit de continuer à percevoir dans l'île les revenus du Timbre, des Spiritueux et des Tabacs et de ne lui reconnaître que celui d'encaisser le revenu du sel.

Au nom des intérêts considérables dont les Porteurs de Titres Ottomans lui ont confié la charge, le Conseil, estimant que le Gouvernement Autonome Crétois n'a pas qualité pour statuer seul sur le fond de la question, et qu'en conséquence sa décision en l'espèce ne saurait avoir un caractère obligatoire, croit de son devoir d'opposer ses protestations les plus énergiques et ses réserves les plus expresses aux appréciations du Gouvernement Autonome Crétois,

Il vient dans ces conditions prier son Excellence l'Ambassadeur de de vouloir bien examiner s'il n'y a pas lieu pour les Représentants des Puissances médiatrices de déterminer en commun, après étude approfondie de la question par toutes Autorités légales qu'il serait reconnu opportun de consulter respectivement l'étendue des droits et privilèges de l'Administration de la Dette Publique Ottomane dans l'île de Crète, droits et privilèges que les Quatre Grandes Puissances ont déclaré en 1898 tant à Son Altesse le Haut Commissaire qu'à la Direction de Douanes de Crète, devoir être maintenus et respectés.

Le Conseil serait en outre reconnaissant à Son Excellence l'Ambassadeur de s'il voulait bien ordonner avec ses Collègues le maintien du statu quo dans l'île jusqu'à l'intervention de la décision commune touchant les conditions du fonctionnement en Crète de l'Administration de la Dette Publique Ottomane.

Pour le Conseil d'Administration
de la

Dette Publique Ottomane
le Président du Conseil

(sig.) **F. G. Law.**

Conseil d'Administration
de la
Dette Publique Ottomane

CONSTANTINOPLE 23/3 Août 1899.

*Deuxième note-verbale sur la situation de la
Dette Publique Ottomane en Crète.*

Le Conseil d'Administration de la Dette Publique Ottomane a l'honneur de porter à la connaissance de S. E. l'Ambassadeur de que le Gouvernement Autonome Crétois, procédant à une pre-

mière mise à exécution de sa décision concernant l'appropriation des trois revenus des spiritueux, du timbre et du tabac appartenant à l'Administration de la Dette Publique Ottomane, décision visée dans la précédente Note du Conseil en date du 12/24 Juillet dernier, a notifié officiellement au Représentant de l'Administration en Crète qu'il avait donné l'ordre à la Direction de la Douane Crétoise de percevoir désormais, pour le compte du Gouvernement local, l'impôt sur les alcools de provenance étrangère.

En présence de cette atteinte au statu quo, faite contre son gré et sans l'autorisation préalable des Puissances médiatrices, le Conseil renouvelant ses protestations et réserves antérieures contre l'attitude du Gouvernement Autonome Crétois, croit devoir attirer la bienveillante attention de S. E. L'Ambassadeur de sur les conséquences de cette attitude et le prier de vouloir bien aviser, d'urgence avec ses Honorables Collègues aux moyens propres à maintenir en Crète la situation de la Dette Publique Ottomane dans le statu quo ante-jusqu'à ce qu'il soit statué par les Puissances médiatrices.

Pour le Conseil d'Administration
de la

Dette Publique Ottomane
Le Président du Conseil

(signé) **E. F. G. Law.**

ΜΕΡΟΣ Β΄.

Συνεπεία τῶν ἐκτεθέντων ὑπὸ τοῦ ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν Συμβουλίου κατὰ τὴν 137 συνεδρίαν τῆς 30 Νοεμβρίου 1899 τοῦ Συμβουλίου τοῦ Ἡγεμόνος καὶ τῆς ὑπ' ἀριθ.¹⁶⁹²/₂₁₀₉ τῆς 8 Δεκεμβρίου 1899 ἐκθέσεως τοῦ αὐτοῦ Συμβουλίου πρὸς τὸ Συμβούλιον τοῦ Ἡγεμόνος ἐξεδόθη ἡ ὑπ' ἀριθμὸν. 1031 τῆς 11 Δεκεμβρίου 1899 ἀπόφασις τοῦ Συμβουλίου. Ἐπὶ τῇ βάσει δὲ τούτων ἐκιοινοποιήθη ὑπὸ τοῦ ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν Συμβουλίου πρὸς τὸν ἐνταῦθα ἀντιπρόσωπον τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ χρέους τὸ ἐπόμενον ἔγγραφον :

Copie N° 1706/2127

La CANÉE le 7/19 Décembre 1899

Monsieur le Représentant

Me référant à ma lettre N° 446)367 du 16)28 Juillet 1899 par laquelle je vous ai transmis copie de la décision du Conseil du Prince sous N° 183 en date du 26)8 Juillet 1899 j'ai l'honneur de vous informer que, d'ordre de Son Altesse Royale le Prince Georges de Grèce, Haut Commissaire en Crète, le Conseil ayant été saisi de l'examen approfondi des propositions énoncées dans le projet de Convention établi par l'Administration de la Dette Publique Ottomane, projet qui fut transmis à S. A. R. par votre lettre du 20)1 Juin 1899, le Conseil dis-je a cru devoir s'arrêter aux considérations suivantes :

1°) L'Administration de la Dette Publique Ottomane proposait dans les projet de Convention, de transformer les perceptions confiées à sa gestion en Crète en une seule redevance annuelle fixe et unique de 115,000 frs et cela par une cession à bail des perceptions en question pour une durée égale à celle de la Dette Publique Ottomane.

Tout en admettant en principe le payement d'une rede-

vance à l'administration de la Dette Publique Ottomane, le Gouvernement Crétois ne pouvait pas s'empêcher d'estimer que les clauses de la Convention projetée iraient à l'encontre de l'esprit du régime nouveau établi dans l'île par les quatre Puissances.

Maintenant ce principe mais desireux de voir le projet de Convention modifié dans un sens plus approprié aux droits légitimes du pays et à la nouvelle situation qui lui est créée, le Gouvernement Crétois pourrait déclarer qu'il est disposé à payer une fois pour toutes à l'Administration de la Dette Publique Ottomane, contre l'abandon par cette dernière de toutes ses perceptions en Crète un capital fixe au lieu d'une redevance annuelle.

2^{me}) Pour ce qui est du second projet de Convention relatif au monopole du sel, le conseil de S. A. R. est d'avis que dans le cas où la Dette Publique Ottomane, en vue de la sauvegarde de ses intérêts en général exprimerait le desir de conserver comme par le passé l'exploitation de ce revenu dans l'île jusqu'au complet paiement du capital de rachat à fixer, le Gouvernement Crétois pourrait accéder à ce desir en établissant un accord, en vertu duquel les perceptions annuelles totales que l'Administration de la Dette Publique Ottomane réaliserait de ce chef serviraient à l'amortissement du capital fixe de rachat à déterminer.

Si toutefois l'Administration de la Dette Publique Ottomane jugeait plus opportun de renoncer à l'exploitation de ce revenu, le Gouvernement Crétois serait prêt à effectuer en un seul versement le paiement du capital de rachat qui remplacerait les réglemens par annuités que comporterait le maintien du monopole du sel dans les conditions énoncées plus haut.

Le Prince Haut Commissaire ayant approuvé cet avis de son Conseil, je viens, par ordre de S. A. R. et au nom du Gouvernement, vous prier de porter ce qui précède à la connaissance du Conseil d'Administration que vous représentez ainsi que de nous faire connaître dans le cas où

celui-ci adhérerait à la conclusion d'un accord semblable, qui aurait l'avantage d'écarter le litige existant actuellement entre le Gouvernement Crétois et la Dette publique Ottomane, le montant de la somme qu'il réclamerait à titre de capital de rachat fixe payable une fois pour toutes, contre la cession de toutes les perceptions en Crète.

Veillez agréer e. c. t.

Le Conseiller pour le Finances
(Sg.) C. FOUMIS

Athens 13 January 1900.

Sir Edward Law has the honour to submit to His Royal Highness copy of a note on the question which has been in dispute between the Cretan Government and the Administration of the Ottoman Public Debt, and he ventures to call His Royal Highness's particular attention to the argument clearly set forth that, if the status quo as ordained to be maintained, by the Admirals, be set aside, and questions of retrospective *ultra vires* action be opened, whilst the Cretan Government may, on this basis find grounds for disputing the right of the Debt Administration to the revenues from stamps and spirits, the Administration has the most solid grounds for insisting on their rights to the tobacco revenue.

13. 1. 1900. — **Copy.**

Memorandum sur les Revenus Cédés à l'Administration de la Dette Publique Ottomane, dans l'Île de Crète.

En présence des objections soulevées par les autorités Crétoises vis-à-vis des réclamations de l'Administration de la Dette Publique relativement aux revenus de l'Île qui proviennent des taxes perçues sur le tabac, les timbres et les spiritueux, il serait bon de faire un exposé net des circonstances dans lesquelles ces revenus ont été cédés à l'Administration.

Par Décret Impériale du 8/20 Décembre 1881, (Décret de Mouharem), Art. 8, les revenus sur le tabac, le sel, les timbres et les spiritueux furent cédés à l'Administration de la Dette Publique dans les Vilayets énumérés à l'annexe N° 2 dudit Décret.

Dans cette annexe, mention spéciale est faite de l'Île de Crète. Par conséquent, il ne peut y avoir aucun doute sur la validité des droits de l'Administration quant aux revenus indiqués dans le susdit Décret.

Les autorités Crétoises prétendent qu'avant Décembre 1881, (date du Décret de Mouharem) l'Île de Crète formait déjà un Vilayet privilégié, et que les revenus de l'Île de toutes origines, à l'exception des droits de douane, du sel, du tabac et des terrains Vacoufs, avaient été définitivement concédés aux autorités locales pour subvenir aux frais de l'Administration de l'Île.

Il semble que cette question doive être soumise à l'examen de juristes qui décideraient si l'application du Pacte d'Halépa, n'ayant d'autre sanction que celle du Décret Impérial, ne pourrait être abrogée par un Décret Impérial ultérieur, de force égale.

En outre, l'Art. 13 du Pacte d'Halépa sur lequel les autorités Crétoises se basent pour soutenir leur cause est conçu comme suit :

« Les sommes relatives aux articles suivants ne seront pas inscrites dans le budget de l'Île : le coût de l'Armée régulière, les droits de douane, le taxe sur le sel et le tabac, ainsi que les recettes et dépenses se rapportant aux terrains Vacoufs ».

L'interprétation littérale de cet Article semblerait donner lieu à contestation, car même en supposant que l'application du Pacte d'Halépa ne saurait être changée par un Décret Impérial ultérieur, il reste aux juristes à décider si par cette application le Gouvernement Impérial a été mis dans l'impossibilité de créer de nouveaux impôts et de percevoir pour son propre compte dans l'Île de Crète des nouvelles taxes en dehors de celles sur le sel, le tabac et les revenus des terrains Vacoufs, taxes qui existaient à la date du Pacte d'Halépa.

Les autorités Crétoises soutiennent que la perception ultérieure des taxes sur les timbres et les spiritueux par le Gouvernement Impérial pour son propre compte était *ultra vires*, mais il est à observer que l'Administration de la Dette Publique n'a aucune connaissance d'une protestation quelconque faite contre la perception de ces taxes. Au contraire, il est prouvé que l'Administration locale a accepté, de bon gré, la perception des taxes sur les timbres et les spiritueux par l'Administration de la Dette Publique, car en 1890, à la demande de l'Administration locale, le Gouvernement demanda le consentement du Conseil d'Administration de la Dette pour l'application des surtaxes destinées à être payées aux autorités locales sur les timbres et les tabac.

Le conseil de la Dette accepta les propositions du Gouvernement, « à titre provisoire, et pour quatre années seulement », et dès lors cette taxe a été perçue et ensuite payée à l'Administration locale.

Malgré l'entente d'après laquelle ces surtaxes ne devaient être perçues que pour une période de quatre années, leur perception a été continuée sans interruption jusqu'aujourd'hui, et il est à noter surtout que leur maintien dans les conditions ainsi établies fut définitivement accepté par les autorités locales, puisque le 19/31 Mai 1894, à leur demande, le représentant de l'Administration de la Dette en Crète, avec le consentement du Conseil, avança L. T. 500 aux autorités locales sur la garantie de surtaxe sur les timbres et spiritueux perçues par l'Administration. En Décembre 1894 le Conseil de la Dette, à la demande du Gouvernement Impérial, consentit, sur la même garantie, une nouvelle avance de L. T. 24,000, destinée aussi aux autorités locales.

On pourrait se demander pourquoi, si les revenus des taxes originelles sur les timbres et les spiritueux appartenaient à l'Administration locale, celle-ci n'a pas proposé ces revenus comme garantie pour les avances faites par l'Administration de la Dette, et pourquoi à leur place elle a tout spécialement présenté les surtaxes.

Comme conclusion, il est à retenir que, par la déclaration de quatre Puissances intéressées, en Décembre 1898, les droit de l'Administration de la Dette Publique en Crète ont été expressément confirmés, et qu'à ce moment les taxes sur les timbres et les spiritueux étaient perçues par les représentants de la Dette Publique au bénéfice des Porteurs Ottomans.

En ce qui concerne les droits de l'Administration de la Dette Publique sur la taxe du tabac, la question est un peu différente.

Cette taxe, prévue au Pacte d'Halépa, comme non comprise dans le budget de l'Île, a été cédée en 1297/1881, par le Décret de Mouharrem, à l'Administration de la Dette Publique, et a été perçue jusqu'en 1896 par l'Administration en conformité du Décret de Mouharrem, et sur la base d'importation en Crète du tabac grec de Volo, alors qu'elle était prohibée dans les autres parties de l'Empire.

En 1896, le Gouvernement Imperial, malgré les protestations de l'Administration de la Dette, transféra à l'Administration locale la taxe sur le tabac dans l'Île. L'Administration de la Dette a maintenu ses protestations contre ce procédé arbitraire de la part du Gouvernement Impérial, et n'a jamais cessé d'affirmer son droit à percevoir la taxe du tabac en Crète ou à recevoir une compensation de ce chef.

Si les autorités Crétoises estiment que le procédé du Gouvernement en concédant les taxes sur les timbres et spiritueux à l'Administration de la Dette Publique était *ultra vires*, et n'avait aucune sanction légale, elles devraient admettre également que l'action du Gouvernement en transférant la taxe sur le tabac qui était déjà cédée à l'Administration de la Dette Publique, aux autorités locales, était aussi *ultra vires* et n'avait aucune sanction légale, et elles seront forcées d'admettre que l'Administration de la Dette Publique a le Droit absolu aujourd'hui de percevoir la taxe sur le tabac dans l'Île de Crète suivant les stipulations du Décret de Mouharrem, stipulations qui n'étaient nullement contradictoires aux clauses du Pacte d'Halépa

Le raisonnement avancé aujourd'hui par les autorités Crétoises que la taxe sur le tabac dans l'île de Crète n'a pas été comprise dans la cession générale à la Société de la Régie des revenus du tabac ne peut être considéré comme en faveur de leur contestation.

Le fait est certain que le Conseil de la Dette, d'accord avec le Gouvernement Impérial, avait plein droit de céder à la Société de la Régie, ou à toute autre Société, la totalité ou une partie des revenus du tabac. La preuve en est qu'il a décidé la cession, non pas de la totalité de ce revenu, mais d'une partie seulement.

L'exclusion des revenus du tabac Crétois de l'entente avec la Régie a été perçue en Crète dans des conditions tout à fait différentes de celles pratiquées dans d'autres parties de l'Empire, et cette exclusion n'a pas empêché la perception continue, par l'Administration de la Dette, de la taxe sur le tabac jusqu'en 1896.

Se basant sur les considérations ci-dessus mentionnées, l'Administration de la Dette Publique maintient que, non seulement elle a le droit aux revenus émanant du sel, du tabac, du timbre, des spiritueux et de l'alcool dans l'île de Crète suivant les stipulations du Décret de Mouharem, mais qu'elle a à réclamer les soldes impayés des avances qu'elle a faites à l'Administration Crétoise.

Ἄρθ. Ἀποφ. 1187.

Ἀπόσπασμα τῆς ἐν τῷ ὑπ' ἀριθ. 153 τῆς 30
Δεκεμβρίου 1899 πρακτικῶ ἀποφάσεως τοῦ
Συμβουλίου τοῦ Ἡγεμόνος.

Ἀρξάμενης τῆς συνεδριάσεως ὁ κ. ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν Σύμβουλος εἰσηγήσατο πρὸς τὸ Συμβούλιον τὰ ἑξῆς :

« Ὁ ἰδιαίτερος Γραμματεὺς τῆς Α. Β. Ἐπιθλοτήτος μοι ἀνε-

κρίνωσι χθές τηλεγράφημα Αὐτοῦ, δι' οὗ προσκαλοῦμαι νὰ ἀναχωρήσω ὅσον τὸ δυνατόν ταχύτερον εἰς Ἀθήνας μετὰ τοῦ κ. Ἀδοσίδου, ἀντιπροσώπου ἐνταῦθα τοῦ Δημοσίου Ὀθωμ. Χρέους διὰ νὰ συζητήσω μετὰ τοῦ κ. Λόου εὐρισκομένου ἐκεῖ, ὅστις θὰ παραιμῆν ἐπὶ τρεῖς μόνον ἡμέρας, τὸ ζήτημα τῶν ἐπὶ τῶν προσόδων τῆς Νήσου ἀξιώσεων τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ Χρέους. Μετὰ τὴν ὑπ' ἀριθ. 183 τοῦ 1899 ἀπόφασιν τοῦ Συμβουλίου λύουσιν κατ' ἀρχὴν τὸ ζήτημα τῆς ἐξαγορᾶς δι' ὠρισμένου χρηματικοῦ ποσοῦ εὐλόγου, τῶν ἀξιώσεων τοῦ Δημοσίου Ὀθωμ. Χρέους ὑπολείπεται φρονῶ κατὰ κύριον λόγον ἡ ἐξέτασις τοῦ ζητήματος τοῦ καθορισμοῦ τοῦ ποσοῦ τούτου. Βεβαίως τὸ Συμβούλιον ἐμμένει εἰς τὴν προηγουμένην αὐτοῦ ἀπόφασιν, ὅπως μὴ ἀναγνωρίσῃ εἰς τὸ Δημοσίον Ὀθωμανικὸν Χρέος οὐδεμίαν ἄλλην τῶν ἀξιώσεων αὐτοῦ εἰμὴ μόνον τὴν ἐπὶ τοῦ ἄλατος, ἐπομένως φρονῶ ὅτι τὸ Συμβούλιον ὡς καθορισμὸν τοῦ ποσοῦ τῆς ἐξαγορᾶς πρέπει νὰ λάβῃ μόνον τὴν καθαρὰν πρόσδοσιν τοῦ ἄλατος ὡς πρὸς τὸ ζήτημα τοῦτο εἶναι γνωστὴ ἡ μεταξὺ τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ Χρέους καὶ τῆς Κρητικῆς Κυβερνήσεως διαφωνία ἐκτιθεμένη ἐν τῇ ὑπ' ἀριθ. 149]11 τῆς 10 Ἰουλίου 1899 ἐκθέσει μου ἐπὶ τῇ βᾶσει τῆς ὁποίας ἐξεδόθη ἡ πρώτη ἀπόφασις τοῦ Συμβουλίου. Ὁ κ. Ἀδοσίδης, τῇ αἰτήσει μου, εἶχε συντάξαι πίνακα τῶν ἀνεκκαθαρίστων προσόδων τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ Χρέους ἐν Κρήτῃ ἐπὶ 17 ἔτη, κατὰ τὸν πίνακα δὲ τούτον ὁ μέσος ὅρος τῶν ἀνεκκαθαρίστων προσόδων τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ Χρέους εἶναι 1,367,695 ταμειακὰ γρόσια, ἐνῶ ὁ μέσος ὅρος τῶν ἀνεκκαθαρίστων προσόδων ἐπὶ 10 μόνον ἔτη εἶναι 1,521,793 ταμειακὰ γρόσια, μόνον δὲ τοῦ ἄλατος αἱ ἐκκαθαρισμέναι πρόσδοσις ἐπὶ τῇ βᾶσει τῆς δεκαεπταετίας ἀνέρχονται εἰς 85,661 φράγκα, μὴ ἐπιπτομένων ἐν τοῦ ποσοῦ τούτου καὶ 10,000 περίπου φράγκων τὰ ὅποια τὸ Δημοσίον Ὀθωμ. Χρέος ἔδιδεν εἰς τὴν τῶς Γενικὴν Διοίκησιν Κρήτης ὡς συνεισφοράν αὐτῆς πρὸς πληρωμὴν τῶν τελωνιακῶν ὑπαλλήλων τῆς Νήσου διὰ τὰς ὑπηρεσίας, ἅς οὗτοι προσέφερον εἰς αὐτὸ, ἐπομένως ἐὰν ἐκπεσθῇ καὶ τὸ ποσὸν τοῦτο τῶν 10,000 φράγκων τὸ καθαρὸν εἰσόδημα ἐπὶ τοῦ ἄλατος, ἐπὶ τῇ βᾶσει τοῦ ὁποίου πρέπει νὰ προσδιορισθῇ τὸ ποσὸν τῆς ἐξαγορᾶς, εἶναι 75,000 περίπου φράγκα. Προτείνω λοιπὸν εἰς τὸ Συμβούλιον νὰ ἀποφανθῇ ἐπὶ τῶν ἐξῆς ζητημάτων :

α'. Ἄν ἀποδέχῃται τὰς σκέψεις αὐτοῦ, ὡς πρὸς τὸν προσδιορισμὸν ἐπὶ τῇ βᾶσει τῶν ἀνωτέρω δεδομένων, καὶ

β'. Ἐπιφυλάσσομένης τῆς ἐγκρίσεως τοῦ Συμβουλίου διὰ τὸν ὀριστικὸν διακανονισμὸν τοῦ ζητήματος, ζητεῖ νὰ τὸν ἐφοδιάσῃ τὸ

Συμβούλιον διὰ γενικῶν ὁδηγιῶν, ὡς πρὸς τὸν τρόπον τῶν διαπραγματεύσεων, τὸν ὅποιον ὀφείλει νὰ ἀκολουθήσῃ.

Τὸ Συμβούλιον λαβὼν ὑπ' ὄψιν τὰ ἀνωτέρω ἐκτιθέμενα.

Ἀποφασίζει

Ἐπιτρέψαι τὴν διαπραγματεύσεων ἢ ἔγῃ τὰς καθαρὰς εἰσπραξεις τοῦ ἄλατος ὅτι πρὸ τοῦ ὀριστικῶς συμβιβασθῆ μετὰ τῆς ἑταιρίας δέον ν' ἀναγγεῖλῃ τηλεγραφικῶς εἰς τὸ Συμβούλιον τὸ ποσόν, εἰς ὃ θὰ συγκατατεθῆ ἡ ἑταιρία νὰ συμβιβασθῆ μετὰ τῆς Κρητικῆς Κυβερνήσεως καὶ τὸν τρόπον, τὸν χρόνον καὶ τοὺς λοιποὺς ὅρους, ἐντὸς τῶν ὁποίων θὰ πληρωθῆ τὸ ἀνωτέρω ποσόν.

Ἄριθ. Ἀποφ. 2.

Ἀπόσπασμα τῆς ἐν τῷ ὑπ' ἀριθ. 2 τῆς 3 Ἰανουαρίου 1900 πρακτικῷ ἀποφάσεως τοῦ Συμβουλίου τοῦ Ἡγεμόνος.

Ἀρξαμένης συνεδρίας ὁ κ. ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης καὶ προσωπικῶς ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν Σύμβουλος ἀνακοινεῖ εἰς τὸ Συμβούλιον ὅτι πρὸ τινῶν στιγμῶν ἐπεδόθη αὐτῷ ὑπὸ τοῦ ἰδιαιτέρου Γραμματέως τῆς Α. Β. Ὑψηλότητος τὸ ἐπόμενον τηλεγράφημα αὐτοῦ σταλὲν ἐξ Ἀθηνῶν κατὰ τὸ μεσονύκτιον.

«Εὐάρεστηθῆτε νὰ ἀνακοινώσῃτε ἀμέσως εἰς τὸ Συμβούλιον ἐπισημάνουσαν τὴν πρότασιν. Ἀναμένω ἀπάντησιν τὸ βραδύτερον πρῶτον
»τῆς αὐρίου ἔνεκα ἀναχωρήσεως Ἀδου. Προέτεινεν ὑπὸ τὴν ἐπι-
»φύλαξιν τῆς ἐγκρίσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου νὰ δεχθῆ
»ποσὸν κεφαλαίου δύο ἑκατομμυρίων φράγκων, ἀντιπροσωπεύον
»κατὰ προσέγγισιν τὸ κεφάλαιον εἰς ἄρτιον πρὸς $5\frac{0}{10}$ τὸ ἔτος,
»καταβολῆς ἑτησίως 115 χιλιάδων φράγκων πληρωτέας ἐπὶ 50
»ἔτη, ἀρκεῖ νὰ παραχωρηθῆ εἰς τὴν ἑταιρίαν τοῦ Δημοσίου Χρέ-
»ους ἢ διαχειρίσει τοῦ ἄλατος. Τὸ ἄλας θὰ πωλῆται εἰς τὴν ὑπὸ
»τῆς Κρητικῆς Κυβερνήσεως ὀριζομένην τιμὴν καὶ θὰ προσαφαι-
»ροῦνται ἐκ τῆς τιμῆς ταύτης $3\frac{1}{2}$ ἑκατοστὰ κατὰ χιλιόγραμμον
»(ὁ ἀριθμὸς οὗτος θὰ ἐξακριβωθῆ ἀκολουθῶς) πρὸς κάλυψιν τῆς
»παραγωγικῆς δαπάνης καὶ τῶν ἐξόδων τῆς διαχειρήσεως. Τὸ
»προῖόν τῆς πωλήσεως τοῦ ἄλατος θὰ φέρεται εἰς πίστωσιν τῆς
»Κρητικῆς Κυβερνήσεως πρὸς χρεωλυτικὴν ἐξόφλησιν τοῦ ἀνω-

»τέρω μνημονευθέντος κεφαλαίου τῶν δύο ἑκατομμυρίων καὶ ἐπὶ
»τόκῳ 5 % ἐτησίως. Ἐὰν ἡ πρότασις αὕτη γίνῃ δεκτὴ ἡ Ἐται-
»ρία τοῦ Δημοσίου Χρέους δὲν θὰ ἀπῆται τὴν πληρωμὴν τοῦ
»ὕπολοίπου τοῦ δανείου τοῦ 24,000 λιρῶν Τουρκίας, ἀνερχομέ-
»νου κατὰ προσέγγισιν εἰς λίρας τουρκίας ὀκτὼ χιλιάδας.»

ΓΕΩΡΓΙΟΣ

Μετὰ τὴν ἀνάγνωσιν τοῦ τηλεγραφήματος τούτου τὸ Συμβού-
λιον ἀνέθηκεν εἰς τὸν κ. ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Σύμβουλον νὰ με-
ταβῇ παρὰ τοῖς κ. κ. Προξένοις τῆς Ρωσσίας καὶ Ἀγγλίας τῇ
μεσολαβήσῃ τῶν ὁποίων ἡ Κρητικὴ Κυβέρνησις ἀπεφάνισε νὰ
ἀπευθύνῃ πρὸς τὴν Ἐταιρίαν τοῦ Δημοσίου Χρέους τὸ ὑπ' ἀριθ.
1706]2127 καὶ χρονολογίαν 7]19 Δεκεμβρίου 1899 ἔγγραφο
τοῦ κ. ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν Συμβούλου, ὅπως ἀνακοινώσῃ αὐτοῖς
τὰς προτάσεις τοῦ κ. Λόου, παρατηρήσῃ δ' αὐτοῖς ὅτι αἱ προτά-
σεις αὗται εἶναι πολὺ ἐπαχθέστεραι ἐκείνων, ἃς τὸ Συμβούλιον
ἐδικαιούτο νὰ προσδοκᾷ μετὰ τὸ, συνεπεία τῆς μεσολαβήσεως αὐ-
τῶν, γινόμενον διάδημα καὶ ζητήσῃ ἐν γένει τὴν ὑποστήριξιν αὐ-
τῶν ἐν τῇ προκειμένῃ περιστάσει. Ἀπελθὼν ὁ κ. Σύμβουλος ἐπὶ
τῆς Δικαιοσύνης ἐπέστρεψε μετὰ μίαν ὥραν εἰς τὸ Συμβούλιον
ἐξακολουθοῦν νὰ εὐρίσκειται ἐν συνεδρίῳ, ἀνεκοινώσας δ' εἰς αὐτὸ ὅτι
ὁ τε Πρόξενος τῆς Ρωσσίας καὶ τῆς Ἀγγλίας ἀναγνωρίζουσιν ὅτι
τὸ ποσὸν τῶν δύο ἑκατομμυρίων εἶναι ἀνώτερον ἐκείνου ὅπερ καὶ
αὐτοὶ ὑπέθετον ὅτι θὰ ζητηθῇ, ἀλλ' ὅτι δὲν νομίζουσιν ὅτι ἡ πρότα-
σις αὕτη ἀποτελεῖ τὸν τελευταῖον λόγον τῆς Ἐταιρίας τοῦ Δημο-
σίου Χρέους, ὅτι δὲ φαίνεται φυσικὸν ὅτι τὸ ποσὸν τούτου ἐζητήθη
μὲ τὴν πρόθεσιν τοῦ νὰ γίνῃ ἔκπτωσις τις ὅπως ἐπιτευχθῇ συ-
νευνόησις. Ὑπέβαλε δὲ ὁ κ. Σύμβουλος ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης εἰς
τὴν ἔγκρισιν τοῦ Συμβουλίου τὸ ἐπόμενον σχέδιον ἀπαντήσεως
εἰς τὸ τηλεγράφημα τῆς Α. Β. Ὑψηλότητος.

«Τὸ Συμβούλιον ἀποδεχόμενον τὰς ὑπὸ τοῦ κ. Λόου γενομέ-
νας προτάσεις ὡς βάσεις τῆς συνεννοήσεως, εὐρίσκει ὅτι τὸ ποσὸν
εἶναι ἐπαχθὲς διὰ τὸν τόπον. Νομίζομεν ὅτι ποσὸν ἑνὸς καὶ ἡμί-
σεως ἑκατομμυρίου ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς ὅρους θὰ ἦτο δίκαιον. Νομί-
ζομεν ἐπίσης ἀναγκαῖον νὰ ἐπιφυλάξωμεν ῥητῶς τὴν διακανόνισιν
τοῦ ποσοῦ ὅπερ ἐκ τῆς πωλήσεως τοῦ ἄλατος θὰ ἀραιεῖται πρὸς
ἄλλωσιν τῶν παραγωγικῶν δαπανῶν καὶ τῶν ἐξόδων τῆς διακρί-
σεως, διαχειρίσεως ἢ αἱ βάσεις, ὅσον ἀφορᾷ τὸν ὑπὸ τῆς Κρη-
τικῆς Κυβερνήσεως ἀσκητέον ἐπ' αὐτῆς ἔλεγχον, ὃς κανονισθῶ-
σιν ἐκ κοινῆς συνεννοήσεως. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἐγκρίσεως
τῆς Ὑμ. Β. Ὑψηλότητος ὁ κ. Φούμης ἐξουσιοδοτεῖται ὑπὸ τοῦ

Συμβουλίου νά υποβάλλη τὰς παρούσας ἀντιπροτάσεις». Προσέ-
θηκε δὲ ὅκ. Σύμβουλος ὅτι οἱ κ. κ. Γ. Πρόξενοι Ρωσσίας καὶ
Ἀγγλίας θέλουσιν ὑποστηρίξει τὰ διαδήματα τῆς Κρητικῆς Κυ-
βερνήσεως πρὸς ἐλάττωσιν τοῦ ὑπὸ τῆς Ἐταιρίας τοῦ Δημοσίου
Χρέους ζητουμένου ποσοῦ.

Τὸ Συμβούλιον ἐνέκρινεν τὴν προταθείσαν ταύτην ἀπάντησιν
καὶ ἀνέθηκε τῷ κ. ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης καὶ προσωρινῶς ἐπὶ τῶν
Οἰκονομικῶν Συμβούλῳ νά μεριμνήσῃ ἀρμοδίως περὶ τῆς διαδιό-
σεως αὐτῆς.

Εἰς τὴν συνεδρίασιν παρέστη καθ' ὅλον τὸ διάστημα καὶ ὁ κ.
Ὁργανωτῆς τῶν Οἰκονομικῶν.

Ἐν ΧΑΛΕΠᾶ τῆ 17 Ἰανουαρίου 1900.

Ἄριθ. Πρωτ. 320

» Διεκπ. 178

Πρὸς τὸ Συμβούλιον τοῦ Ἡγεμόνος.

Συνεπεῖα τῆς ἐξ Ἀθηνῶν προσκλήσεως τῆς Αὐτοῦ Βασιλικῆς
Ἑψηλότητος τοῦ Πρίγκηπος Γεωργίου τῆς Ἑλλάδος Ἰπάτου
Ἀρμοστοῦ Κρήτης καὶ τῆς ὑπ' ἀριθ. 1187 τῆς 30 Δεκεμ-
βρίου 1899 ἀποφάσεως τοῦ Συμβουλίου μετέβην εἰς Ἀθήνας καὶ
ἦλθον εἰς διαπραγματεύσεις μετὰ τοῦ ἐκεῖ ἐπὶ τούτῳ μεταδαντος
ἀντιπροσώπου τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ Χρέους κ. Ἐδουάρ-
δου Λῶ.

Κατ' ἀρχὰς οὗτος μοι ἐπανέλαβε τὰς γνωστάς ἀξιώσεις τοῦ
Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ Χρέους περὶ τῶν ἐν τῇ Νήσῳ προσόδων
τοῦ ἄλατος, τοῦ χαρτοσήμου, τοῦ καπνοῦ καὶ τῶν εἰσπνευματω-
δῶν ποτῶν, ἐξαρκητικῆς τὴν ὑπὸ τῆς Κρητικῆς Πολιτείας ἀνά-
ληψιν τῆς διαχειρίσεως, ἰδίως τῶν εἰσπνευματωδῶν ποτῶν καὶ
τοῦ χαρτοσήμου, ὡς αὐθαίρετον, ὀφειλομένην δὲ πρὸ πάντων εἰς τὸ
ὅτι τὸ Δημ. Ὀθωμ. Χρέος, πεποιθὸς εἰς τὸ ὅτι οἱ Ναύαρχοι θὰ
ἐπροστάτευον δεόντως τὰ συμφέροντά του δὲν ἐφρόντισε νά λάβῃ τὰ
ἀναγκαιοῦντα προφυλακτικὰ μέτρα, κατέληξε δὲ ἐκφράζων τὴν
ἀτομικὴν του γνώμην, ὅτι ἐν περιπτώσει δίκης θὰ ἔχανε μὲν ἴσως
τὸ Δ. Ὀθ. Χρέος τὸ χαρτόσημον καὶ τὸν φόρον ἐπὶ τῶν εἰσπνευ-

ματωδῶν ποτῶν, θὰ ἐκέρδιζεν ὅμως τὴν πρόσδοτον τοῦ καπνοῦ, ἥτις εἶναι καὶ ἡ σπουδαιότερα, διὰ τοὺς λόγους οὗς ἀναφέρει τὸ πρὸς τὴν Α. Β. Ὑψηλότητα ἐπιδοθὲν νέον ὑπόμνημα αὐτοῦ.

Εἰς ταῦτα ἐγὼ ἀντέταξα τὰ γνωστὰ ἐπιχειρήματα τῆς Κυβερνήσεως, μεθ' ὃ ἐμείναμεν σύμφωνοι, ἀφίνοντες κατὰ μέρος τὰ ζητήματα τῆς ἀρχῆς νὰ ἀνταλλάξωμεν τὰς σκέψεις ἡμῶν ἐπὶ τοῦ καθοριστέου ποσοῦ διὰ τὴν ὀριστικὴν ἐπίλυσιν τῆς μεταξὺ ἡμῶν καὶ τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ Χρέους διαφοράς.

Ὁ κ. Λῶ μεῦ ἐζήτησε τότε νὰ καθορίσω τὸ ποσὸν ὅπερ ἡ Κρητικὴ Πολιτεία προτείνει νὰ δοθῇ πρὸς ὀριστικὴν διακανόνισιν τοῦ ἐν λόγῳ ζητήματος. Παρατηρήσαντος ἐμοῦ, ὅτι μᾶλλον ἀρμόζει, ὅπως οὗτος προτείνῃ τὸ ποσὸν ὅπερ ἀπαιτεῖ, ὁ κ. Λῶ ἀπήντησεν ὅτι δὲν δυσκολεύεται νὰ πράξῃ τοῦτο, μοὶ ἐδήλωσε δὲ ὅτι πρὸς ἀνεύρεσιν τοῦ πληρωτέου κεφαλαίου λαμβάνει ὡς βάσιν ποσὸν καθαρῶν προσόδων 115,000 φράγκων ἐτησίως ἐπὶ τόκῳ $4 \frac{0}{10}$ διὰ χρονικὸν διάστημα 50 ἐτῶν, καθ' ὃ ὑπολογίζει ὅτι θέλει διαρκέσῃ ἔτι ἡ διαχείρισις τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ Χρέους. Τὸ ποσὸν τοῦτο τῶν 115,000 φράγκων, κατὰ τὸν κ. Λῶ, ἀποτελεῖται ἐκ τῶν καθαρῶν προσόδων τοῦ ἄλατος, τῶν χαρτοσήμου, τῶν οἰνοπνευμάτων, δὲν καταλογίζει δὲ τὴν πρόσδοτον τοῦ καπνοῦ, ἂν καὶ ἄξιοι, ὅτι ἐπὶ ταύτης ἔχει ἀναφαίρετα δικαιώματα τὸ Δημοσίον Ὀθωμ. Χρέος, θεωρῶν τὸν μὴ καταλογισμὸν τούτου ὡς τὴν μόνην δυνατὴν ὑποχώρησιν χάριν συμβιβαστικῆς λύσεως τῆς διαφοράς. Πρὸς τούτοις ἐδήλωσεν, ὅτι κατὰ γνωμοδότησιν νομικῶν οὗς συνεβουλεύθη ἡ Διεύθυνσις τοῦ Δημοσ. Ὀθωμ. Χρέους, αὕτη δὲν δύναται νὰ πωλήσῃ εἰς τὴν Κρητικὴν Κυβέρνησιν δικαιώματα ἢ μόνον τὴν προσωρινὴν διαχείρισιν ἔχει, ἀλλὰ μόνον νὰ καθορίσῃ τὸ ποσὸν τῆς ἀποζημιώσεως ὅπερ ἀπαιτεῖ, ὅπως παραιτηθῇ τῆς ἐν λόγῳ διαχειρίσεως, ἀρ' οὗ εἰσπράξῃ ἐκ τῶν καθαρῶν προσόδων τοῦ ἄλατος τὸ ὀρισθησόμενον τοῦτο ποσόν, δὲν δέχεται δὲ καὶ τὴν ἄμεσον εἰς μετρίτῃ καταβολὴν πρὸς αὐτὴν τοῦ ποσοῦ τούτου, διότι τὸ συμφέρον τοῦ Δημ. Ὀθωμ. Χρέους ὑπαγορεύει τὴν ὑπ' αὐτοῦ διατήρησιν τοῦ μονοπωλίου τοῦ ἄλατος δι' οὗ ἐξασφαλίζεται τοῦτο κατὰ τοῦ λαθρεμπορίου, ἔπερ δύναται νὰ γίνηται διὰ Κρήτης εἰς τὰς χώρας τῆς Ὀθωμανικῆς Ἀυτοκρατορίας. Πρὸς τούτοις, ὅτι ζητεῖ νὰ ἔρισθῇ κατ' ἀποκοπὴν ἢ τιμῇ, εἰς ἣν στοιχίζει εἰς τὴν ἐταιρίαν τὸ ἄλας (prix de revient) καὶ τὰ ἐξῆδα τῆς διαχειρίσεως (frais de gestion) εἰς 3 1/2 ἑκατοστὰ τοῦ φράγκου κατὰ κολόν ἅπερ θὰ ἐκπίπτωνται ἐκ τῆς ἀξίας ἢ ἠθελεν ὀρίσει ἡ Κυβέρνησις, ὅπως πωλεῖται τοῦτο, τὸ ὑπόλοιπον δὲ

καθαρόν κέρδος νά καταλογίζηται ἀπέναντι τοῦ χρέους τῆς Κρη-
τικῆς Κυβερνήσεως μέχρις ἐντελοῦς ἐξοφλήσεως.

Ἐν πρώτοις παρετήρησα τῷ κ. Λῶ ὅτι ὁ τόκος 4 0/0 δέον νά
ἀναδιδοσθῆ τούλάχιστον εἰς 5 0/0 ὡς ὑπελόγησε καί ἡ Κρητικὴ
Κυβέρνησις καί ὡς ἔχει ἤδη ἐπικρατήσῃ προηγουμένως διὰ τὴν
κεφαλαιοποίησιν τῆς διὰ τὰ βακουφικὰ κτήματα ἀποζημιώσεως.
Ὁ κ. Λῶ παρεδέχθη τοῦτο, ὑπολογίσας δὲ ἐπὶ τῇ βάσει τόκου
5 0/0 κατὰ τοὺς ἄνω ὅρους εὑρεν ὅτι οφειλόμεν κατὰ τὰς θεωρίας
του νά πληρώσωμεν τὸ ποσὸν 2,080,000 φρ., μὲ ἐδῆλωσε δὲ ὅτι
ἀπαιτεῖ καί ἕτερον, οφειλόμενον ὑπόλοιπον τοῦ δανείου τῶν 24,
000 λιρῶν, τοῦ συνομολογηθέντος ὑπὸ τῆς τέως Γενικῆς Διοι-
κήσεως Κρήτης.

Εἰς τὸν κ. Λῶ παρετήρησα, ὅτι κατὰ τὰς θεωρίας τῆς Κυ-
βερνήσεως ὁ ὑπόλογισμὸς πρέπει νά γείνη ἐπὶ τῇ βάσει τῶν κα-
θαρῶν προσόδων τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ Χρέους ἐπὶ τοῦ ἄλα-
τος μόνον ὅτι αἱ πρόσοδοι αὗται δὲν εἶναι γνωσταὶ ἀκριβῶς εἰς
τὴν Κρητικὴν Κυβέρνησιν, διότι ὁ ἐν Κρήτῃ ἀντιπρόσωπος τοῦ
Δημοσίου Ὀθωμ. Χρέους ἠρνήθη νά θέσῃ εἰς τὴν διάθεσιν αὐ-
τῆς τὰ βιβλία τῆς Διευθύνσεως, ὅπως δυνήθη ἡ Κυβέρνησις νά
ἀρυσθῆ πάσας τὰς λεπτομερείας, ἐφ' ὧν θὰ ἠδύνατο νά βασισθῇ
τοῦς ὑπολογισμοὺς αὐτῆς, ἀλλ' ὅτι βασιζόμενος ἐπ' αὐτῶν τῶν
ἀριθμητικῶν δεδομένων, ἀντικαυχονδρικῶς μοῦ παρέσχεν ὁ κ. Ἀδο-
σίδης καί αὐτὸς ὁ κ. Λῶ διὰ τῶν πρὸς τὴν Αὐτοῦ Βασιλικὴν
Ἰψηλότητα πρὸ ἔτους περίπου γενομένων προτάσεων αὐτοῦ εὐρί-
σκει, ὅτι ὁ μέσος ὅρος τῶν εἰσπράξεων τοῦ ἄλατος εἶνε

ἐπὶ δεκαεπτὰ μὲν ἔτη	φράγκια	88,662
ἐπὶ δέκα δὲ ἔτη	»	79,934

ἀλλ' ὅτι καί τὰ ποσὰ ταῦτα πρέπει νά ἐλαττωθῶσι κατὰ 10,000
φράγκων ἑτησίως, ὅπερ τὸ Δημοσίον Ὀθωμανικὸν Χρέος ἐπλή-
ρωνε μέχρι τοῦ 1896 εἰς τὴν Γενικὴν Διοίκησιν Κρήτης ὡς συν-
εισφοράν αὐτοῦ διὰ τὰς δαπάνας τῶν Τελωνείων Κρήτης, ὧν οἱ
ὑπάλληλοι ὑπηρετούν καί τὴν ἐν Κρήτῃ Διεύθυνσιν τοῦ Δημο-
σίου Ὀθωμανικοῦ Χρέους καί τὸ ὅποιον ποσὸν ἔπαυσεν ἕκτοτε
καταβάλλουσα ἔπομένως δὲν ἔχει προστεθῆ ὑπὸ ταύτης εἰς τὸν
λογαριασμὸν τῶν ἐξόδων τῆς διαχειρίσεως τῆς. Εἰς τὸν κ. Λῶ
παρετήρησα πρὸς τοῦτοις ὅτι ἠγνῶσκον ἐπὶ πᾶσιν ἔτι χρονικὸν διά-
στημα θὰ διήρκει ἡ διαχείρισις τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ Χρέ-
ους, διὰ τοῦτο ἔλαβον ὑπ' ὄψιν τὸ ἀνώτατον ὄριον, ἧτοι ἔτη 180.
κατὰ δὲ τὴν ἀπὸ 31 Δεκεμβρίου 1899 σημείωσιν τοῦ κ. De Blo-
nay ἣν ἐπισυνάπτω τῇ παρουσίᾳ, τὸ μὲν καθαρόν εἰσόδημα 85,
662,43 φράγκων ἀντιπροσωπεύει δι' 180 ἔτη πρὸς 5 0/0 κερὰ-

λαιον	φρ.	1,712,984,80
τὸ δὲ καθαρὸν εἰσόδημα 75,000 φράγκων ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς ὄρους ἀντιπροσωπεύει κεφάλαιον φράγκων	»	1,499,769,23
τὸ δὲ καθαρὸν εἰσόδημα 79,934 φράγκων ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς ὄρους κεφάλαιον	»	1,598,444,45

ἐπομένως λαμβανόμενου ὑπ' ὄψει ὅτι ἡ χρονικὴ διάρκεια τῆς διαχειρίσεως τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ Χρέους εἶναι μόνον 50 ἔτη περίπου ὡς ἐδήλωσεν ὁ κ. Λῶ, καὶ οὐχὶ 180 ὡς ἡμεῖς ὑπελογήσαμεν, τὸ κεφάλαιον, ὅπερ ἀντιπροσωπεύουσιν αἱ καθαρὰ πρόσοδοι τοῦ ἄλλοτος, ὡς ἂν ὑπελογίσθησαν, θὰ εἶναι πολλῶν μικρότερον τοῦ ὑφ' ἡμῶν ὑπολογισθέντος.

Πρὸς τούτοις παρατήρησα, ὅτι, ἀφ' οὗ ἡμεῖς ἀναλαμβάνομεν νὰ πληρώσωμεν ἀμέσως καὶ τοῖς μετρητοῖς τὸ ὀρισθόμενον ποσόν, δὲν εἶναι δίκαιον οὐδὲ νόμιμον νὰ ἐπιβαρυνθῶμεν διὰ τόκων καὶ διὰ τῶν ἐξόδων τῆς κατὰ δόσεις πληρωμῆς διὰ τῆς διαχείρισεως τοῦ μονοπωλίου τοῦ ἄλλοτος, ἢν ἄλλως τε προτείνω ὅπως ἡμεῖς ἀναλάβωμεν νὰ ἐκτελώμεν διὰ λογαριασμὸν τῆς Διευθύνσεως τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ Χρέους, ὅτι ἐν πάσῃ περιπτώσει τὸ ποσὸν τῶν 3 1/2 ἑκατοστίων τοῦ φράγκου κατὰ κοιλίαν, ὡς ἔξοδον τοῦ ἄλλοτος καὶ διαχείρισεως τοῦ μονοπωλίου, πρέπει νὰ ἐξακριβωθῇ μεταγενεστέρως ἂν ἀνταποκρίνεται πρὸς τὴν πραγματικότητα καὶ ὅτι τὸ ὑπόλοιπον τῆς ὀφειλῆς τῶν 8000 λιρῶν Τουρκίας ἐκ τοῦ δανείου τῶν 24,000 λιρῶν δὲν βαρύνει ἡμᾶς ἀλλὰ τὴν Πύλην κατὰ τὸ 8 ἄρθρον τῆς διευθετήσεως τοῦ 1896, καθ' ἣν τὰ ἑλλείμματα τῶν προϋπολογισμῶν, οὓς δὲν ἐψήφισεν ἡ Γενικὴ τῶν Κρητῶν Συνέλευσις, βαρύνουσι τὴν Πύλην.

Ἐπειδὴ ὁ κ. Λῶ εἶχε προχέιρους πίνακας κεφαλαιοποιήσεως παρεκάλεσα αὐτὸν νὰ εἴρῃ δι' αὐτῶν τί ποσὸν ἀντιπροσωπεύει καθαρὰ πρόσοδος 75 χιλιάδων φράγκων ἐπὶ τόκῳ $5 \frac{0}{10}$ καὶ διὰ χρονικὴν διάρκειαν 50 ἔτων. Ὁ Γραμματεὺς τοῦ κ. Λῶ, ὅστις κατὰ διαταγὴν αὐτοῦ ἐκῆκεν ἀμέσως τὸν ὑπολογισμὸν, μοι ἐδήλωσεν, ὅτι τοῦτο ἀντιπροσωπεύει κεφάλαιον φράγκων 1,370,000. Τὸ ποσὸν τοῦτο ἐπρότεινα εἰς τὸν κ. Λῶ νὰ δεχθῇ ὑπὸ τὸν ὄρον τῆς ἐγκρίσεως τῆς Α. Β. Ὑψηλότητος καὶ τοῦ Συμβουλίου Αὐτοῦ πρὸς ὀριστικὴν διακανόνισιν τῆς μεταξὺ ἡμῶν διαφορᾶς.

Ὁ κ. Λῶ μοι ἀπήντησεν, ὅτι δέχεται τὴν πρότασίν μου νὰ συμφωνηθῇ, ὅπως ἡ τιμὴ εἰς τὴν στοιχίζει τὸ ἄλλο, ὡς καὶ τὰ ἔξοδα τῆς διαχείρισεως, ἀτιναζήται νὰ ὀρισθῶσιν εἰς 3 1/2 ἑκατοστὰ τοῦ φράγκου, ὑπόκειται εἰς ἀναθεώρησιν ἂν ἐκ τῆς λεπτο-

μερούς εξέτασεως τοῦ ζητήματος τούτου μεταγενεστέρως ἀποδειχθῆ, ὅτι ταῦτα εἰσι κατώτερα.

Ὅσον ἀφορᾷ τὰς 8000 λίρας παρετήρησεν, ὅτι ἡ διευθέτησις τοῦ 1896 πραγματοποιεῖται περὶ ἑλλειμμάτων καὶ οὐχὶ περὶ τοῦ δανείου ἐκείνου. Ἀντιθέξαντος ἐμοῦ, ὅτι διὰ τῆς συνομολογήσεως τοῦ δανείου ἠλαττώθη χρέος ὅπερ ὑπεχρεώθη μεταγενεστέρως νὰ πληρώσῃ ἡ Πύλη, ἐδέχθη νὰ παραιτηθῆ ρητῶς καὶ τῆς ἀπαίτησεως τῶν 8000 λιρῶν ἐν ἡ περιπτώσει κατελήγομεν εἰς συμφωνίαν, ἐδήλωσε δὲ ὅτι τὸ ποσὸν τῶν 2,080,000 φράγκων περιορίζει εἰς 2,000,000 μόνον διὰ νὰ ἀποτελεσθῆ στρογγύλος ἀριθμὸς.

Κατὰ τὰ λοιπὰ ἐδήλωσεν, ὅτι δὲν δύναται νὰ κάμῃ καμμίαν ὑποχώρησιν. Ἡ συζήτησις διὰ τὰ λοιπὰ ζητήματα παρετάθη ἐπὶ ὄρας ἄλλῃ ὁ κ. Λῶ ἔμεινεν ἀνένδοτος, δηλώσας μοι, ὅτι δὲν ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ ἀπομακρυνθῆ ἀπὸ τὰ ζητήματα ἀρχῆς ἐφ' ὧν στηρίζει τοὺς ὑπολογισμοὺς του.

Παρετήρησα αὐτῷ, ὅτι καὶ χωρὶς νὰ ἀπομακρυνθῆ ἀπὸ τὴν ἀρχὴν, ἦν, ὡς ἄνω εἴρηται, ἔθιμα, δύναται, ὑπολογίζων ἀκριβέστερον τὰς αὐτὰς προσόδους, δι' οὗς λόγους ἀνωτέρω ἀνέπτυξα, νὰ εὕρῃ καθαρὰν πρόσδοον μικροτέραν τῶν 115,000 φράγκων, ἐπομένως νὰ καταστήσῃ τὴν συνεννόησιν εὐκολωτέραν εἰς τοῦτο ἀπέφυγε νὰ μοῦ δώσῃ σαφῆ ἀπάντησιν. Ἐπὶ τέλους ὁ κ. Λῶ διετύπωσε τὰς τελειωτικὰς, ὡς μοι εἶπε, προτάσεις του ἐν ἐγγράφῳ σημειώσει, ἣν μοι ἐνεχείρισε, καὶ ἣτις ἔχει ὡς ἑξῆς :

Proposé sous réserve de l'approbation du Conseil de l'Administration, accepter une somme capitale de deux millions de francs représentant approximativement le capital au pair (εἰς ἄρτιον) à cinq pour cent par an, d'une redevance annuelle de cent quinze mille francs payable pendant cinquante ans pour vu que la concession pour l'exploitation du sel soit accordée à l'Administration. Le sel vendu au prix indiqué par le Gouvernement Crétois et sous deduction de trois centimes et demi par kilo (chiffre à vérifier ultérieurement), pour couvrir le prix de revient et les frais de gestion. Le produit des ventes de sel serait passé au crédit du Gouvernement Crétois pour amortir la somme capitale de deux millions de francs ci-dessus indiquée et au taux cinq pour cent par an. Proposé, si cette proposition était acceptée, l'Administration de la dette ne réclamerait pas le paiement solde de l'emprunt 24,000 livres turques, qui

est de livres turques huit mille approximativement.

Τὴν σημείωσιν ταύτην μεταβίβας παρέδωκα εἰς τὴν Α. Β. Ὑψηλότητα τὸν Ὑπατον Ἀρμοστήν, ὅστις ὡς γνωστὸν, ἐτηλεγράφησε πρὸς τὸν ἰδιαίτερον Αὐτοῦ Γραμματέα κ. Α. Παπαδιαμαντόπουλον ὅπως γνωρίσῃ αὐτὴν εἰς τὸ Συμβούλιον ἢ ἀπάντησις αὐτοῦ ὡς γνωστὸν εἶναι ἢ ἐξῆς : Conseil en admettant propositions faites par Law comme bases arrangement trouve que la somme de deux millions est onéreuse pour le pays, croit qu'une somme de un million et demi, dans les mêmes condition serait equitable, croit aussi nécessaire réserver explicitement la verification de la somme à deduire du produit de la vente du sel pour couvrir le prix de revien et les frais de gestion dont les bases, en vue du contrôle à exercer par le Gouvernement Crétois seront établies d'un commun accord. Sous la reserve de l'approbation de Votre Altesse Royale, Fournis est autorisé de la part du Conseil à faire ces contre-propositions.

Τὴν ἀπάντησιν ταύτην τοῦ Συμβουλίου, πρὸς ἣν ἐδήλωσα καὶ ἐγὼ ὅτι εἶμαι σύμφωνος, ἐγκρίνασα ἢ Αὐτοῦ Βασιλικῆ Ὑψηλότης, μοι παρήγγειλε νὰ ἀνακινώσω ἐξ ὀνόματος Αὐτοῦ καὶ τοῦ Συμβουλίου του πρὸς τὸν κ. Αῶ ἐγχειρίσας μοι συνάμα τὸ πρὸς Αὐτὸν Ὑπόμνημα τῆς 13 Ἰανουαρίου (ν. ἔ.) ὅπερ εἶχε δοῦσαι Αὐτῷ ὁ κ. Αῶ καὶ ὅπερ συνοποβάλλω τῇ παρούσῃ.

Ἐπειδὴ ἡ μετὰ τῆς Α. Β. Ὑψηλότητος συνεννόησις ἐγένετο μετὰ τὸ μεσονύκτιον δὲν ἠδυνήθη νὰ ἀνακινώσω προσωπικῶς τὴν ἀπάντησιν πρὸς τὸν κ. Αῶ παρέδωκα δ' ἕνεκα τούτου ἀντίγραφον τοῦ τηλεγραφήματος πρὸς τὸν κ. Γεώργιον Ἀδσοῖδην, ἀντιπρόσωπον ἐνταῦθα τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ Χρέους, μεθ' οὗ εἶχον μεταβῆ εἰς Ἀθήνας, ὅπως παραδώσῃ τούτο πρὸς τὸν κ. Αῶ ἀπερχόμενον εἰς Κωνσταντινούπολιν τὴν πρωΐαν τῆς αὐτῆς ἡμέρας. Ὁ κ. Ἀδσοῖδης ἐκπληρώσας τὴν ἐντολὴν ταύτην μοι ἔφερε τὴν ἐξῆς προφορικὴν ἀπάντησιν.

Ὁ κ. Αῶ θεωρεῖ ὅτι αἱ διαπραγματεύσεις πρὸς συμβιβαστικὴν λύσιν ἔληξαν, προτείνει δὲ νὰ ἐπιλυθῇ ἡ διαφορά διὰ διαίτησις. Ἐπὶ τούτῳ προτείνει τοὺς ἐξῆς διαιτητάς :

Graan Norvégien Seder Crantz, Juge Suédois en Egypte ou un Suisse proposé par M. de Blonay et à être accepté par les deux parties.

Τὴν στιγμὴν τῆς ἀναχωρήσεώς του συνήνησα τὸν κ. Αῶ, ὅστις μοι ἐπανέλαβε τὰς περὶ διαίτησις ἰδέας του.

Ταῦτα ἀνεκοίνωσα ἀμέσως πρὸς τὴν Αὐτοῦ Βασιλικὴν Ὑψηλότητα τὸν Ὑπατον Ἀρμοστήν, ἐκθέσας Αὐτῷ συνάμα τὰς ἐντυπώσεις μου ἐκ τῶν μετὰ τοῦ κ. Λῶ πολυῶρων συζητήσεών μου. Αἱ ἐντυπώσεις μου αὐταὶ ἦσαν, ὅτι κατ' αὐτὸν θὰ ἐδέχετο τὸ Συμβούλιον τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ Χρέους νὰ ἐλαττωθῇ ἔτι τὸ παρά τοῦ κ. Λῶ ζητούμενον ποσόν, ἐξέφρασα δὲ καὶ τὴν γνώμην, ὅτι κατ' ἀρχὴν δὲν εἶναι ἀποικουστέα ἡ δικαιοσύνη. Συνεπεῖα τούτου ἡ Α. Β. Ὑψηλότης ἐτηλεγράφησε τὸ γνωστὸν τῷ Συμβουλίῳ τηλεγράφημα :

Law n'accept pas contre-propositions insistant à deux millions et préfère arbitrage : Fournis et moi croyons préférable arbitrage. Nous sommes sous l'impression que ce n'était pas le dernier mot de Law, qui est parti ce matin pour Constantinople. Détails par Fournis.

Ὅπως τὸ Συμβούλιον διατελῇ ἐν πλήρει γνώσει τῶν στοιχείων ἐφ' ὧν δέον νὰ βασίζεται ἡ περαιτέρω ἐνέργεια αὐτοῦ θεωρῶ καθήκον μου νὰ καταστήσω αὐτῷ γνωστὸν ὅτι διακεκριμένοι νομομαθεῖς, οἳοι οἱ κ. κ. Σ. Στρέιτ, Εὐταξίας καὶ Α. Δεληγεώργης, εἰς οὓς ἐν λεπτομερεῖα ἐξέθερα τὰ τῆς ὑποθέσεως μετὰ τὴν διακοπὴν τῶν διαπραγματεύσεων, ἀπεφάνθησαν ὁμοφώνως ὑπὲρ συμβιβαστικῆς λύσεως τῆς διαφορᾶς, ἔστω καὶ ὑποχωρήσεως, ἐν ἀνάγκῃ, τῆς Κυβερνήσεως, ἐξέφρασαν δ' ἐνδοιασμοὺς περὶ τοῦ ἂν θὰ κερδίσωμεν ἐν δικαιοσύνῃ τὸ ζήτημα τοῦ καπνοῦ, ἂν θεωρηθῇ ὡς δεδομένον τὸ ὅτι, πρὶν ἢ παραχωρήσῃ εἰς τὴν Νῆσον τὴν πρόσοδον αὐτοῦ ἡ Τουρκία εἶχε παραχωρήσει ταύτην εἰς τὸν Διμήσιον Ὀθωμανικὸν Χρέος.

Ὁ ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν Σύμβουλος
ΚΩΝΣΤ. Μ. ΦΟΥΜΗΣ

Διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 80 καὶ χρονολογίαν 17 Ἰανουαρίου 1900 ἀποφάσεως τοῦ Συμβουλίου τοῦ Ἡγεμόνος κηρυχθεῖσης κατὰ τὴν 9 συνεδρίαν τοῦ 1900 ἐνεκρίθη ἡ ἐπὶ τοῦ προκειμένου ἐνέργεια τοῦ Συμβούλου ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν.

Ἐν ΧΑΛΕΠᾶ τῇ 2)14 Φεβρουαρίου 1900.

ΥΠΟΜΝΗΜΑ

ἐπὶ τῶν ἐν Κρήτῃ ἀξιώσεων τοῦ Δημοσίου

Ἵθωμανικοῦ Χρέους.

Ὡς γνωστὸν κατὰ Μάρτιον τοῦ 1899 τὸ Δημοσίον Ἵθωμανικὸν Χρέος εἶχε προτείνει εἰς τὴν Α. Β. Ὑψηλότητα τὸν Πρίγκιπα Γεώργιον τῆς Ἑλλάδος, Ὑπατον Ἀρμοστήν Κρήτης τὴν διακανόνισιν τῶν ἐπὶ τινῶν προσόδων τῆς Νήσου ἀξιώσεων αὐτοῦ.

Ὡς βῆσις ἐφ' ἧς θὰ ἐστηρίζετο ἡ ἐν λόγῳ διακανόνισις προϋτάθῃ νὰ μετατραποῦσιν αἱ ὑπὸ τῆς Διοικήσεως τοῦ Δημοσίου Ἵθωμανικοῦ Χρέους εἰσπραττόμεναι πρόσοδοι εἰς ἐτήσιον ὀρισμένον καὶ ἐνιαίον ἔσοδον ἐκμισθούμενον.

Ταυτοχρόνως προτείνετο ὅπως ἡ Κρητικὴ Κυβέρνησις ἐκχωρήσῃ εἰς τὴν Διοίκησιν τοῦ Δημοσίου Ἵθωμανικοῦ Χρέους τὸ μονοπώλιον τοῦ ἄλατος ἐπὶ εἰκοσιν ἔτη ἀντὶ ἐτήσιας ὀρισμένης καταβολῆς 92,000 φράγκων, μετὰ τοῦ, ὑπὲρ ἑαυτῆς μόνον, δικαιομάτας, ὅπως εἰς τὸ τέλος πενταετίας καὶ κατὰ πᾶσαν στιγμὴν ὡς ἀκυροὶ ἀπλῶς καὶ καθαρῶς τὴν ἐν λόγῳ σύμβασιν.

Εἶνε φανερὸν ὅτι οἱ προταθέντες ὅροι δὲν ἐστηρίζοντο ἐπὶ τῶν νομίμων δικαιομάτων τῆς Dette Publique Ottomane οὐδὲ τῆς ἰσότητος, δὲν ἐσυμβιβάζοντο δὲ πρὸς τὴν ὑπὸ τὸν ἴδιον προστατίδων Δυνάμεων δημιουργηθεῖσαν νέαν πολιτικὴν κατάστασιν τῆς Νήσου. Ἡ Κρητικὴ Κυβέρνησις οὐδέποτε ἀνεγνώρισεν εἰς τὸ Δημοσίον Ἵθωμανικὸν Χρέος τὴν νομιμότητα τῶν ἀξιώσεων αὐτοῦ ἐπὶ ἄλλῃς προσόδου τῆς Νήσου πλὴν τῆς τοῦ μονοπωλίου τοῦ ἄλατος.

Διὰ τῆς προτεινομένης λοιπὸν λύσεως ἡ Κρητικὴ Κυβέρνησις θὰ ἀνελάμβανε νὰ πληρώσῃ ἐπὶ πενήτηντα τοὐλάχιστον ἔτη 115,000 φράγκων ἐτήσιας ἤτοι ὀλόκληρον τὸ ὑπὸ τῆς Διευθύνσεως τοῦ Δημ. Ἵθωμανικοῦ Χρέους ἀξιούμενον ποσὸν διὰ τὸ ἄλας, τὸ χαρτόσημον, τὰ οἰνοπνευματώδη ποτὶ καὶ ἄλλας τινὰς ἀξιουμένους ὑπ' αὐτῆς προσόδους, ἐνῶ ταυτοχρόνως θὰ ἐξεχώρει αὐθις εἰς τὸ Ἵθωμανικὸν Χρέος τὸ μονοπώλιον τοῦ ἄλατος μὲ ἐτήσιαν ζημίαν 23,000 φράγκων ἐν ᾧ δὲ διὰ τὴν Κρητικὴν Κυβέρνησιν ἡ ἐκχώρησις τοῦ μονοπωλίου τοῦ ἄλατος θὰ ἦτο ὑποχρεωτικὴ διὰ 25 ἔτη, τὸ Δημοσίον Ἵθωμανικὸν Χρέος θὰ ἠδύνατο «rourerment et simplement» ὡς ἀκυρῶναι τὴν σύμβασιν μετὰ πάροδον πέντε ἐτῶν ὅπουταν ἤθελε.

Ἐννοεῖται ὅτι τοιοῦτοι ὅροι δὲν ἦτο δυνατόν νὰ γίνωσι δεκτοὶ ὡς βάσεις διευθετήσεως τῆς μεταξὺ τῆς Κρητικῆς Κυβερνήσεως καὶ τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ Χρέους διαφορᾶς, τὸ δὲ Συμβούλιον τοῦ Ἡγεμόνος διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 183 τῆς 26 Ἰουνίου 1899 ἀποφάσεως αὐτοῦ κοινοποιηθείσης τῷ ἐνταῦθα ἀντιπροσώπῳ τοῦ Δημοσίου. Ὀθωμανικοῦ Χρέους καὶ δημοσιευθείσης διὰ τοῦ ὑπ' ἀριθ. 61 φύλλου τῆς Ἐπισήμου Ἐφημερίδος καὶ διὰ τοὺς ἐν αὐτῇ λεπτομερῶς ἐκτεθειμένους λόγους ἐδήλωε αὐτῷ ὅτι δὲν ἀναγνωρίζει τὴν νομιμότητα ἄλλης ἀξιώσεως τοῦ Δημ. Ὀθωμ. Χρέους πλὴν τῆς τοῦ μονοπωλείου τοῦ ἄλατος καὶ ὅτι ἐπειδὴ ἡ καθαρά πρόσδεος τοῦ μονοπωλείου τούτου ἦτο πολλῶν κατωτέρα ἐκείνης ἣν ὑπελόγιζεν τὸ Δημόσιον Ὀθωμανικὸν Χρέος ἐζήτηε παρ' αὐτοῦ τὴν ὑπόβλησιν ἀναλυτικῶν πινάκων τῶν τε ἐσόδων καὶ ἐξόδων πάντων τῶν ἐτῶν τῆς ὑπ' αὐτοῦ διαχειρίσεως τοῦ ἐν λόγω μονοπωλείου ὅπως ἐπὶ τῇ βάσει αὐτῶν ὑπολογισθῆ ἀκριβῶς ὁ μέσος ὅρος τῆς καθαρᾶς αὐτοῦ ἐτησίως προσόδου ἐπὶ τῇ βάσει τῆς ὁποίας ἐπρότεινε τὸ Συμβούλιον νὰ κανονισθῶσι τὰ δικαιώματα τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ Χρέους.

Ἐντὶ πάσης ἀπαντήσεως ἡ Κρητικὴ Κυβέρνησις ἐπληροφόρηθη ὅτι τὸ Δημ. Ὀθωμανικὸν Χρέος διεμαρτυρήθη κατ' αὐτῆς πρὸς τὰς 4 προστατίδας δυνάμεις.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Α. Β. Ὑψηλότητος τοῦ Ὑπάτου Ἄρμостоῦ δὲν ἦτο ὑπόχρεως ἀπέναντι τοιαύτης στάσεως τοῦ Δημοσ. Ὀθωμ. Χρέους νὰ ἔλθῃ πλέον μετ' αὐτοῦ εἰς ἀμέσους διαπραγματεύσεις, ἠδύνατο δὲ, στηριζομένη ἐπὶ τὸ δίκαιον αὐτῆς, νὰ ἀναμείνῃ τὴν ἐπὶ τοῦ προκειμένου ζητήματος δικαίαν ἀπόφασιν τῶν 4 προστατίδων Δυνάμεων ἧτις πέποιθεν ὅτι θὰ ἦτο ὑπὲρ αὐτῆς. Ἐπιθυμοῦσα ἐν τούτοις νὰ διευκολύνῃ ἐφ' ὅσον ἐξηρητᾶτο ἀπ' αὐτῆς τὴν φιλικὴν λύσιν τῆς ἐν λόγω διαφορᾶς, συμφώνως καὶ πρὸς τὴν ἐπιθυμίαν τῶν ἐνταῦθα ἀντιπροσώπων τῶν προστατίδων Δυνάμεων καὶ ἀφ' οὗ προηγουμένως ἐβεβαιώθη ὅτι ἐπιδοκιμάζουσι τοῦτο, ἀπηύθυνε πρὸς τὸν ἀντιπρόσωπον τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ Χρέους τὸ ἐν ἀντιγράφῳ συνημμένον τῇ παρουσίᾳ ὑπ' ἀριθ. 1706/2127 καὶ ἡμερομ. 7/19 Δεκεμβρίου 1899 ἔγγραφον.

Κατὰ τὴν ἐν Ἀθήναις ἐσχάτως διαμονὴν τῆς Α. Β. Ὑψηλότητος τοῦ Ὑπάτου Ἄρμостоῦ ὁ Ἀντιπρόσωπος τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ Χρέους Σὶρ Ἐδουάρδος Λῶ μεταξὺ εἰς Ἀθήνας ἐζήτησε νὰ ἔλθῃ μετ' αὐτοῦ ἡ Κρητικὴ Κυβέρνησις εἰς διαπραγματεύσεις πρὸς διευθέτησιν τῆς εἰρημένης διαφορᾶς, ἐπὶ τούτῳ δὲ ἡ Α. Β. Ὑψηλότης μὲ ἐνάλειψεν καὶ μετέβην εἰς Ἀθή-

νας. Πᾶς τις θὰ ἐπερίμεναν ὅτι ἀφ' οὗ τὸ Δημόσιον Ὅθωμ. Χρέος ἐδέχετο νὰ ἐπαναλάβωμεν τὰς διαπραγματεύσεις, συνεπαίξαι τοῦ εἰρημένου ὑπ' ἀριθ. 1706/2127 τῆς 7/19 Δεκεμβρίου 1899 ἐγγράφου, αὗται θὰ ἐστηρίζοντο ἐπὶ τῶν ἐν αὐτῷ διατυπωμένων προτάσεων. Ἐν τούτοις ὁ ἀντιπρόσωπος τοῦ Δημοσίου Ὅθωμ. Χρέους πρὶν ἢ ἀρξῶνται αἱ διαπραγματεύσεις ἐπέδωκε πρὸς τὴν Α. Β. Ὑψ. τὴν ἀπὸ 13 Ἰανουαρίου 1900 σημείωσιν αὐτοῦ μετὰ τοῦ συνημμένου ταύτη ὑπομνήματος.

Διὰ τῶν ἐγγράφων τούτων τίθενται αὐθις ἐπὶ τοῦ τάπητος πάντα τὰ ζητήματα τῆς ἀρχῆς καὶ αἰ ὑπὸ τῆς Κρητικῆς Κυβερνήσεως ἀμειψήτουμένοι ἀξιῶσεις τοῦ Δημ. Ὅθωμ. Χρέους. Ὁ ἀντιπρόσωπος τοῦ Δημοσίου Ὅθωμανικοῦ Χρέους καὶ κατὰ τὰς μετ' ἐμοῦ προφορικὰς διαπραγματεύσεις δὲν ἠθέλησε νὰ παρεκκλίνῃ ἀπὸ τῶν ὑπ' αὐτοῦ προδιαγεγραμμένων ἐν λόγῳ ὅρων ἤτοι τοῦ νὰ ληφθῶσιν ὡς βάσις τοῦ μέσου ὄρου τῶν καθαρῶν προσόδων οὐμὸν αἱ πρόσδοι τοῦ ἄλατος ἀλλὰ καὶ τοῦ χαρτοσήμου, τῶν οἰνοπνευματωδῶν ποσῶν καὶ ἄλλων τινῶν ἔτι προσόδων ἤτοι τὸ ποσὸν τῶν 115,000 φράγκων ὅπερ ἐξ ἀρχῆς ἐζήτει τὸ Δημ. Ὅθωμ. Χρέος νὰ ληφθῇ ὡς βάσις· πρὸς τούτοις ἐδήλωσεν ὅτι δὲν δέχεται νὰ ἐξοφλήσῃ τοῖς μετρητοῖς καὶ διὰ μιᾶς καὶ μόνης καταβολῆς ἡ Κρητικὴ Κυβέρνησις τὸ συμφωνηθησόμενον ποσὸν ἀλλὰ διὰ τοῦ ἐκπεσοῦ τῶν καθαρῶν προσόδων τοῦ μονοπωλίου τοῦ ἄλατος μετὰ τὴν ἀφαίρεσιν τοῦ prix de revien καὶ frais de gestion ἦν θὰ ἐνεργῇ τὸ Δημ. Ὅθωμ. Χρέος.

Εἰς τὸν κ. Λῶ παρετήρησα α'.) ὅτι αἱ βάσεις τῶν διαπραγματεύσεων δέον νὰ στηρίζονται ἐπὶ τῶν καθαρῶν προσόδων τοῦ ἄλατος ἔστω καὶ ἂν δὲν θὰ γείνη ῥητὴ περὶ τούτου μεία ἐν τῇ συμβάσει· β'.) ὅτι ἡ Κυβέρνησις δὲν ἀναγνωρίζει ὅτι τὸ εἰρημένον ποσὸν τῶν 115,000 φράγκων παριστᾷ τὸν μέσον ὄρον τῆςπραγματικῆς καθαρᾶς προσόδου τῶν εἰρημένων ὄρων, ζητεῖ δὲ νὰ τῇ δοθῶσιν ἀναλυτικοὶ πίνακες τῆς διαχειρίσεως αὐτοῦ ὅπως ἐπὶ τῇ βάσει αὐτῶν ἀνευρεθῇ οὗτος· γ'.) ὅτι κατὰ μὲν τοὺς ὑπολογισμοὺς αὐτοῦ τοῦ Δημ. Ὅθωμανικοῦ Χρέους ὁ μέσος ὄρος τῶν καθαρῶν ἐτησίων εἰσπράξεων τοῦ ἄλατος καθ' ὅλα μὲν τὰ ἔτη τῆς διαχειρίσεως ἦτοι ἐπὶ 17 ἔτη εἶναι φράγκα 85.662 κατὰ δὲ τὰ 10 ἔτη εἶνε φράγκα 79.934

Ὅτι ἐκ τῶν ποσῶν τούτων πρέπει νὰ ἀφαιρεθῶσιν ἔτι 10 χιλιάδες φράγκα περίπου, ἅτινα κατ' ἔτος τὸ Δημ. Ὅθωμ. Χρέος ἐπλήρωνεν εἰς τὴν Γενικὴν Διοίκησιν Κρήτης ὡς συνεισφορὰν διὰ τοὺς μισθοὺς τῶν Ἑλλωνιακῶν ὑπαλλήλων οἵτινες ὑπῆρέτου

εις τήν διαχείρισιν τοῦ Δημ. Ὁθωμανικοῦ Χρέους καί ὅτι ἂν λά-
βωμεν ὡς βᾶσιν καί 75.000 ἔτι φράγκων ἐτησίως τὸ ποσὸν
τοῦτο ἐπὶ τόκῳ 5⁰/₀ καί χρονικῷ διαστήματι 50 ἐτῶν παριστᾷ κε-
φᾶλαιον φράγκων περίπου 1,370,000, ὅπερ ποσὸν προτείνω νὰ
δεχθῆ τὸ Δημόσιον Ὁθωμ. Χρέος πρὸς ἐξαγοράν ὑπὸ τῆς Κρη-
τικῆς Κυβερνήσεως πασῶν τῶν ἀξιώσεων αὐτοῦ.

δ'.) Ὅτι τὸ ποσὸν τοῦτο προσφέρεται ἡ Κρητικὴ Κυβέρνησις
νὰ πληρώσῃ αὐτῷ ἀμέσως καί τοῖς μετρητοῖς καί ὅτι δὲν εἶναι
δίκαιον οὐδὲ νόμιμον ἄφ' οὗ προσφερόμεθα νὰ ἐξοφλήσωμεν οὕτω
τὴν ὀφειλὴν ἡμῶν νὰ ἐπιδαρυνθῶμεν μὲ τόκους καί τὰ ἐξόδα τῆς
κατ' ἄλλον τρόπον ἂν προτιμᾷ τὸ Δημ. Ὁθωμανικὸν Χρέος πλη-
ρωμῆς. Ὁ κ. Λῶ ἀπέριψε πάσας τὰς προτάσεις ταύτας μὲ
διετύπωσε δὲ ἐγγράφως τὰς γνωστὰς ὡς ἀνωτέρω εἶρηται προ-
τάσεις του.

Εἶναι γνωστὸν ὅτι ἡ Κρητικὴ Κυβέρνησις ἀνεδίδασε τὸ ποσὸν
τῆς πρὸς τὸ Δημ. Ὁθωμ. Χρέος ἀποξήμωσιτος μέχρις 1.500.
000 φράγκων καί ὅτι τὸ Δημ. Ὁθωμ. Χρέος δὲν ἠθέλησε νὰ
βοηθήσῃ καί τὴν ὑστάτην ταύτην ἀπόπειραν τῆς Κρητικῆς Κυ-
βερνήσεως πρὸς συμβιβαστικὴν ἐπίλυσιν τῆς διαφορᾶς.

Ἰδὲ ἡ Κυβέρνησις τῆς Αὐτοῦ Β. Ὑψηλότητος συναίσθα-
νομένη ὅτι παρέσχε περιφανῆ δείγματα τῆς καλῆς αὐτῆς πίστεως
καί τῶν εὐλικρινῶς διαλλακτικῶν αὐτῆς προθέσεων ἀναμένει μετὰ
πεποιθήσεως τὴν δικαίαν ἐτοιμηγορίαν τῶν προστατῶν τῆς Νή-
σου Δυνάμεων.

Ἀναφερομένη δὲ εἰς τὰ ἐπιχειρήματα αὐτῆς τὰ ἐκτιθέμενα
ἐν τῇ εἰρημένῃ ὑπ' ἀριθ. 183 τῆς 26 Ἰουνίου 1899 ἀποφάσει
τοῦ Συμβουλίου τοῦ Ἡγεμόνος, ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἀβάσιμον τῶν ἀ-
ξιώσεων τοῦ Δημ. Ὁθωμ. Χρέους ἐπὶ τῶν λοιπῶν ἀμρισθη-
τουμένων προσόδων, κρίνει ἀναγκαῖον, πρὸς ἀντίκρουσιν τῶν
ἐπιχειρημάτων αὐτοῦ περὶ καπνοῦ τῶν δικτυουμένων ἐν τῷ
τελευταίῳ πρὸς τὴν Α. Β. Ὑψηλότητα Ὑπομνήματι νὰ υποβάλλῃ
ὑπὸ τὴν κρίσιν τῶν 4 προστατῶν Δυνάμεων τὰ ἐν τῇ συνημ-
μένῃ τῷ παρόντι ὑπομνήματι ὑπ' ἀριθ. II ἐπιχειρήματα τὰ ἀ-
φορῶντα ἀποκλειστικῶς τὸ ζήτημα τοῦ καπνοῦ.

Σημείωσις. Τοῦ ὑπομνήματος τούτου ἐστάλη μετάφρασις
γαλλιστὶ πρὸς τοὺς ἐν Χανίοις κ. κ. Γεν. Προξένους τῶν τεσσ-
σάρων προστατῶν Δυνάμεων.

II

Ἐπόμνημα ἀφορῶν τὰς ἀξιώσεις τοῦ Δημοσίου
Ὀθωμανικοῦ Χρέους ἐπὶ τῆς ἐν Κρήτῃ προσό-
δου τοῦ καπνοῦ.

Ἡ Τυρκικὴ Κυβέρνησις διὰ τοῦ Διατάγματος τοῦ Μουχαρρέμ (8]20 Δεκεμβρίου 1881) ἄρθρον 8, πλὴν ἄλλων προσόδων ἐξεχώρησε εἰς τὴν Dette Publique Ottomane « τὰς προσόδους » τῶν μονοπωλίων τοῦ καπνοῦ καὶ τοῦ ἄλατος, τῶν καταναλισκομένων ἐν τοῖς Βιλαετίοις τῆς Αὐτοκρατορίας, τοῖς ἀναφερομένοις ἐν τῇ ἀπὸ 10]22 Νοεμβρίου 1879 συμβάσει, καὶ τῷ προσηρητημένῳ εἰς τὸ Διάταγμα Πίνακι II, μὴ συμπεριλαμβανομένων τῶν συζύρων, τοῦ ταρβάκου, τοῦ καπνοῦ διὰ τῆς δεκάτης καὶ τοῦ τελωνιακοῦ θασιμοῦ τοῦ καπνοῦ».

Εἰς τὴν εἰρημένῃν Σύμβασιν τῆς 10]22 Νοεμβρίου 1879 καὶ τὸν εἰς τὸ Διάταγμα τοῦ Μουχαρρέμ προσηρητημένον πίνακα II μνημονεύεται καὶ τὸ Βιλαετίον τῆς Κρήτης.

Διὰ τοῦ Διατάγματος ἄρα τοῦ Μουχαρρέμ, ὄχι μόνον δὲν ἐξεχωρήθη εἰς τὴν Dette ὁ εἰσαγωγικὸς θασιμὸς τοῦ καπνοῦ, ἀλλὰ καὶ ῥητῶς ἐξηρέθη ἀπὸ τῆς ἐκχωρήσεως ταύτης. Ἐξεχωρήθη δὲ μόνον εἰς τὴν Dette ἡ πρόσδοσις τοῦ μονοπωλίου τοῦ καπνοῦ καὶ ἐν Κρήτῃ. Οὔτε ὅμως μετὰ τὴν Σύμβασιν τῆς 10]22 Νοεμβρίου 1879 συνέστη μονοπώλιον καπνοῦ ἐν Κρήτῃ, οὔτε κατὰ τὴν ἐκδοσιν τοῦ Διατάγματος τοῦ Μουχαρρέμ ὑφίστατο τοιοῦτο, οὔτε μετὰ τὸ Διάταγμα τοῦτο ἐφηρμόσθη οὐδ' ἐγένετο κἂν ἀπόπειρα ἐφηρμογῆς αὐτοῦ· καὶ τοῦτο διότι ἡ Νῆσος ἤδη ἀπὸ τοῦ Ὀργανικοῦ Νόμου καὶ πρὸ αὐτοῦ ἔτι ἀπήλασε τοῦ προνομίου τοῦ νὰ μὴ δύναται νὰ ἐπιβληθῇ εἰς αὐτὴν καμμία νέα φορολογία τοιαύτη δὲ φορολογία εἶναι προδήλως καὶ ἡ ἐφαρμογὴ μονοπωλίου. Ἄλλως τε ἢ τε Σύμβασιν τῆς 10]22 Νοεμβρίου 1879 καὶ τὸ Διάταγμα τοῦ Μουχαρρέμ, εἰσὶ μεταγενέστερα καὶ αὐτῆς τῆς Συμβάσεως τῆς Χαλέπας, μεθ' ἧν δὲν ἠδύνατο οὐδεὶς νόμος νὰ ἰσχύσῃ ἐν Κρήτῃ ἂν μὴ ἐψηφίζετο πρότερον ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως, ἔνεκα δὲ τῶν λόγων τούτων δὲν ἐφηρμόσθη ποτὲ τὸ μονοπώλιον τοῦτο τοῦ καπνοῦ ἐν Κρήτῃ, καὶ αὐτὴ ἡ Dette ἐκχωρήσασα μεταγενεστέρως εἰς τὴν Régie τὰ ἐπὶ τοῦ μονοπωλίου τοῦ καπνοῦ δικαιοῦμά τῆς ῥητῶς ἐξῆρσε ἐπὶ τὴν Κρήτην.

ὅπως μὴ ἐκχωροῦσα δικαίωμα ἀνύπαρκτον ἐκτεθῆ εἰς ἀποζημιώσεις ἀπέναντι τῆς Regie.

Προκύπτει ἐκ τῶν ἀνωτέρω, ὅτι εἰς τὴν Dette ἢ Ὀθωμ. Κυβέρνησις διὰ τοῦ Διατάγματος τοῦ Μουχαρρέμ ἐξεχώρησε μὲν ὅσον ἀφορᾷ τὴν Κρήτην ὅτι δὲν εἶχε (τὸ μονοπώλιον τοῦ καπνοῦ) ὡς ἐξεχώρησε δὲ ὅτι εἶχε (εἰσαγωγικὸν δασμὸν ἐπὶ τοῦ καπνοῦ). Ἐπομένως ἡ Τουρκικὴ Κυβέρνησις ἐκχώρησεν εἰς τὴν Νῆσον διὰ τοῦ Arrangement τοῦ 1896, ἀποτελοῦντος πράξιν διεθνή, τὸν εἰσαγωγικὸν φόρον τοῦ καπνοῦ, ἐξεχώρησε δικαίωμα, ὅπερ ἐκτέθητο δυνάμει τῆς Συμβάσεως τῆς Χαλέπας, ὅπερ βεβαίως ἀπερὸν λαξεν ἐκ αὐτῆ διὰ τοῦ Διατάγματος τοῦ Μουχαρρέμ καὶ ἀπέναντι τῆς Dette καὶ ὅπερ εἰς οὐδὲνα πρότερον εἶχε μεταβιβάσει. Τὸ περιστατικόν, ὅτι ὁ ἐν Κρήτῃ ἀντιπρόσωπος τῆς Dette εἰσέπραττε καταχρηστικῶς ἐπὶ ἔτη τιν' μέχρι τοῦ 1896 τὸν εἰσαγωγικὸν δασμὸν ἐπὶ τοῦ καπνοῦ ἐν Κρήτῃ ταύτην μόνην τὴν νομικὴν συνέπειαν ἔχει, ὅτι δικαιοὶ τὴν Ὀθωμανικὴν Κυβέρνησιν νὰ ζητήσῃ παρὰ τῆς Dette τὴν ἀπόδοσιν τῶν κατὰ τὰ ἔτη ταῦτα εἰσπραχθέντων ὑπὸ ταύτης ποσῶν, ἐπὶ τοῦ εἰσαγωγικοῦ δασμοῦ ἐπὶ τοῦ καπνοῦ.

Σημείωσις. Τοῦ ὑποσημήματος τούτου μετάφρασις Γαλλικτῆ ἐστάλη πρὸς τοὺς ἐν Χανίοις κ. κ. Γενικοὺς Προξένους τῶν τεσσάρων προστατίδων Δυνάμεων.

ΜΕΡΟΣ Γ'.

Ἐν ΧΑΝΙΟΙΣ τῆ 15 Ἰουνίου 1900

Πρὸς

τὸν Ἀξιότιμον Κύριον Σύμβουλον ἐπὶ τῶν

Οἰκονομικῶν

Ἀξιότιμε Κύριε Σύμβουλε,

Λαμβάνω τὴν τιμὴν νὰ υποβάλω ὑμῖν ἐσωκλειστώσως τὸ παρὰ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ Χρέους εἰς τὰς τέσσαρας προστατίδας Δυνάμεις ὑποβληθὲν σχέδιον δικητησίας, ἀναφορικῶς πρὸς τὴν μεταξὺ τῆς Κρητικῆς Πολιτείας καὶ τῆς Διευθύνσεως τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ Χρέους ὑφισταμένην διαφοράν.

Ἀπεκδεχόμενος τὴν Ὑμετέραν ἀνακοίνωσιν διὰ τὰ περαιτέρω, παρακλῶ, Ἀξιότιμοι Κύριοι Σύμβουλοι, νὰ δεχθῆτε τὴν διαβεβαίωσιν τῆς πρὸς ὑμᾶς ἐξόχου ὑπολήψεώς μου.

Ὁ Ἀντιπρόσωπος τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ Χρέους

Γ. ΑΔΟΞΙΔΗΣ

MEMORANDUM

sur le différend surgi entre le Conseil d'Administration de la Dette Publique Ottomane et le Gouvernement Autonome Crétois

I. — Le 30 Novembre 1898 les Représentants de France, de Grande-Bretagne, d'Italie et de Russie, se référant à leur Note Collective du même jour relative à la designation d'un haut Commissaire en Grèce, ont déclaré à S. E. le Ministre des Affaires Étrangères de S. M. I. le Sultan que le mandat confié à ce Haut Commissaire lui imposait le devoir de maintenir et de respecter les privilèges de la Dette Publique Ottomane en Crète.

L'Amiral Pottier, Doyen du Conseil des Amiraux à la Canée, a déclaré formellement aux Autorités Crétoises le 4 Novembre 1898 que, par decision des Puissances, les droits de la Dette Publique Ottomane seront maintenus intacts dans l'Île.

Il en résulte que la reconnaissance des droits et privilèges de la Dette Publique Ottomane en Crète a reçu une consécration officielle.

II. — Le Gouvernement Autonome Crétois, tout en prenant officiellement acte de cette reconnaissance, a cherché à contester l'étendue de ces droits et privilèges.

Dès les mois de Janvier 1899, le Conseil d'Administration de la Dette Publique Ottomane, soucieux de la défense des intérêts qui lui sont confiés, s'est efforcé par des négociations directes avec le Gouvernement Autonome Crétois, de trouver à l'amiable et sous réserve de ratification par qui de droit, un ter-

rain d'entente pour l'application et la jouissance effective de ses droits et privilèges, aux quels les déclarations précitées des Grandes Puissances à Constantinople et à la Canée, avaient accordé un caractère officiel.

Malheureusement ces negociations poursuivies depuis plus d'un an ne semblait pas être près d'aboutir.

En effet le Conseil de la Dette insiste pour que, conformément à la conecration officielle, ses droits et privilèges soient maintenus intacts dans l'Ile, tandis que le Gouvernement Autonome Crétois persiste à chercher à en diminuer la portée.

III. — Dans ces conditions, l'entente directe et amiable devient de plus en plus incertaine et cette situation se prolongera indéfiniment, au grand dam de l'Administration de la Dette Publique Ottomane, s'il n'y est mis fin par l'arbitrage.

C'est pourquoi le Conseil d'Administration de la Dette Publique Ottomane, agissant au nom des Syndicats représentant les Bondholders aux quels ont été concédés les revenus gérés par la dite Administration a dressé le projet de compromis annexé au présent memorandum, qui peut servir de base à l'institution par qui de droit d'un arbitrage, destiné a donner enfin une sanction aux declarations diplomatiques touchant les droits et privilèges de l'Administration de la Dette Publique Ottomane en Crète.

CONSTANTINOPLE, le Février 1900.

C O M P R O M I S

Entre

Le Gouvernement Autonome Crétois, représenté,
aux effets des présentes, par

d'une part;

et le Conseil d'Administration de la Dette Publique Ottomane, dûment autorisé, aux effets des présents, par

d'autre part ;

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

Un différend ayant surgi entre les deux parties sur l'étendue des droits et privilèges de la Dette Publique Ottomane en Crète officiellement reconnus par les quatre Puissances Médiatrices, conformément à la déclaration faite par Elles à la Sublime Porte le 30 Novembre 1898, ainsi que sur le mode d'application de ces droits et privilèges, les parties n'ont pu s'accorder sur leurs dires respectifs et elles ont décidé de référer la solution de leur différend à un arbitrage sur les bases ci-après :

Article 1.

Il sera statué définitivement sur les contestations existant entre les deux parties par un arbitre unique, qui sera choisi à cet effet d'un commun accord entre les deux parties, et désigné conjointement par elles aux Grandes Puissances Médiatrices pour que celles-ci, au cas d'approbation de la procédure et du choix, procèdent à sa nomination.

De même, si les parties ne parviennent pas à tomber d'accord sur le choix d'un arbitre, dans le délai d'un mois à dater du jour où ce projet de compromis sera soumis à l'une d'elles par l'autre, les deux parties ou, au besoin, le plus diligent, demanderont aux quatre Puissances Médiatrices de désigner et nommer d'office le dit arbitre.

Article 2.

Les deux parties déclarent se soumettre à la décision de tout arbitre quelconque, par les quatre grandes Puissances précitées.

Elles s'obligent à l'exécuter comme jugement en dernier ressort sans pouvoir en interjeter aucun appel, un recours aux quatre Puissances Médiatrices à titre de sanction étant seul permis en faveur de la partie, qui se plaindrait de l'inexécution par l'autre partie de la sentence arbitrale.

Article 3.

L'arbitre statuera, dans le délai de mois à dater de sa nomination, tant sur les points de droit que sur les points de fait, ainsi que sur toute demande incidente.

Article 4.

L'arbitre ne sera pas astreint à suivre les délais et les formes établis pour les procédures devant un tribunal quelconque.

Il pourra prononcer comme amiable compositeur d'après les règles de l'équité et sur la base des Décrets, Firmans, Conventions, Arrangements, Déclarations et Protestations de toutes sortes, relatifs directement ou indirectement à la question soumise à l'arbitrage.

Article 5.

Les parties auront le droit de soutenir respectivement leurs thèses, arguments et prétention devant l'arbitre, à l'époque et au lieu, qui seront désignés par celui-ci, tant par mandataires spéciaux que par tous documents mémoires et conclusion.

Article 6.

Les frais et depens de l'arbitrage devront être liquidés par la sentence arbitrale et seront compensés entre les parties.

Toutefois, tous ceux que l'une des parties croira devoir faire ou avancer dans son seul intérêt resteront à sa charge exclusive.

Dont acte, fait et passé à la Canée, le

ΜΕΡΟΣ Δ΄.

ADMINISTRATION DE LA DETTE PUBLIQUE OTTOMANE

MEMORANDUM

En compensation de ses droits et privilèges en Crète la Dette Publique Ottomane :

1^o Recevrait immédiatement et une fois pour toutes fcs

2^o Exploiterait pendant 40 années le revenu du sel pour compte du Gouvernement Crétois moyennant une retribution de Fcs 1.50 par 100 Kilos de sel vendu, à titre de prix de revient du sel et une somme de Frs 25.000 à titre de frais de gestion.

3^o La Dette vendrait le sel à un prix qui ne serait pas inférieure à Frs 0,03 1/2 le Kilo.

Ἐλήφθη τῆ 4)6)900. Μοὶ ἐδόθη ἡμειπισήμως παρὰ τοῦ ἀντιπροσώπου τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ Χρέους κ. Γ. Ἀδοσίδου

Κωνστ. Μ. Φούμης

Ἐν ΧΑΛΕΠᾶ τῆ 10 Ἰουλίου 1900.

Ἄριθ. Πρωτ. 5008

» Διεκπ. 3048

Πρὸς

τὸ Συμβούλιον τοῦ Ἡγεμόνος

Διὰ τοῦ ὑπ' ἀριθ. 91 τῆς 15 Ἰουνίου 1900 ἐγγράφου αὐτοῦ ὁ ἐν-
ταῦθα ἀντιπρόσωπος τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ Χρέους μοὶ ἀνεκρί-
νωσε τὸ ἐσωκλειστον ἐγγράφον ὡς ἀντίγραφον τοῦ παρὰ τοῦ Δι-
οικητικοῦ Συμβούλου τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ Χρέους εἰς τὰς
τέσσαρας προστάτιδας Δυνάμεις ὑποβληθέντος σχεδίου διατησίως,
ἀναφορικῶς πρὸς τὴν μεταξὺ αὐτοῦ καὶ τῆς Κρητικῆς Πολιτείας
ὑφισταμένην διαφορὰν ἐπὶ τοῦ σχεδίου δὲ τούτου μοὶ γνωρίζει
διὰ τοῦ αὐτοῦ ἐγγράφου του, ὅτι περιμένει ἀπάντησιν.

Ἐπὶ τῆς νέας ταύτης προτάσεως τοῦ Δημοσίου Ὁθωμανικοῦ Χρέους παρατηρῶ τὰ ἑξῆς :

Διὰ τοῦ ὑπ' ἀριθ. 320]178 τῆς 17 Ἰανουαρίου 1900 ἐγγράφου μου πρὸς τὸ Συμβούλιον τοῦτο ἔλαβον τὴν τιμὴν νὰ ἐκθέσω πᾶσαν τὴν ἐνέργειάν μου ἐν Ἀθήναις κατὰ Ἰανουάριον τοῦ 1900, συνεπεῖα τῆς ἐκεῖ προσκλήσεώς μου ὑπὸ τῆς Αὐτοῦ Βασιλικῆς Ὑψηλότητος, ὅπως ἔλθω εἰς διαπραγματεύσεις περὶ τοῦ ἐν λόγῳ ζητήματος μετὰ τοῦ ἐκεῖ τότε ἀντιπροσώπου τοῦ Δημοσίου Χρέους κ. Ἐδουάρδου Λῶ. Τὸ Συμβούλιον διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 80 τῆς 17 Ἰανουαρίου 1900 ἀποφάσεώς του ἐνέκρινε τὴν ἐν λόγῳ ἐνέργειάν μου.

Συνεπεῖα τῆς ἐν λόγῳ ἀποφάσεως ἦσαν τὰ ὑποβληθέντα, ἐγκρίσει τῆς Α. Β. Ὑψηλότητος ὑπὸ ἡμερομηνίαν 3115 Φεβρουαρίου 1900, ὑπομνήματα τῆς Κρητικῆς Κυβερνήσεως πρὸς τοὺς ἐνταῦθα ἀντιπροσώπους τῶν τεσσάρων προστατίδων Δυνάμεων περὶ τε τοῦ ἐν λόγῳ ζητήματος ἐν γένει καὶ περὶ τοῦ καπνοῦ ἰδία.

Κατὰ τὰ ἐν λόγῳ ὑπομνήματα ἢ ἐπίλυσις τῆς ἐν λόγῳ διαφορᾶς ὑπὴνίστατο ὅτι ἐπικρίετο εἰς τὴν εὐθυδικίαν τῶν τεσσάρων προστατίδων Δυνάμεων.

Ὡς γνωστὸν εἰς τὸ Συμβούλιον ἡ ἀποτυχία τῶν περὶ ὧν ὁ λόγος διαπραγματεύσεων ὠφείλετο ἀποκλειστικῶς εἰς τὸ Δημοσίον Ὁθωμανικὸν Χρέος καὶ οὐχὶ εἰς τὴν Κρητικὴν Κυβέρνησιν, εἰς ἣν ἀνεγνωρίσθη ὅτι ἐνεργεῖτο ὑπὸ εἰλικρινῶς διαλλακτικῶν διαθέσεων καὶ ὅτι προέβη εἰς τὸ ἀνώτερον ὅριον πάσης δυνατῆς θυσίας πρὸς συμβιβαστικὴν ἐπίλυσιν τῆς ἐν λόγῳ διαφορᾶς.

Ἡ ἐντύπωσις ὅθεν ἡμῶν ἦτο, ὅτι ἡ θέσις τῆς Κρητικῆς Κυβερνήσεως, κατόπιν τῆς τακτικῆς, ἦν, κατὰ τὰς ἐν λόγῳ διαπραγματεύσεις, ἠκολούθησε τὸ Δημοσίον Ὁθωμανικὸν Χρέος, ἦτο πολὺ καλὴ καὶ ὅτι οὐδένα πλέον λόγον εἶχε νὰ προβῇ εἰς τὸ ἑξῆς εἰς νέαν ἀπόπειραν διαπραγματεύσεων ἀπ' εὐθείας μετὰ τοῦ Δημοσίου Ὁθωμανικοῦ Χρέους. Ἐν τούτοις συνεπεῖα τῶν ὑπὸ τοῦ ἐνταῦθα ἀντιπροσώπου τοῦ Δημοσίου Χρέους τῆ 4 Ἰουνίου 1900 γενομένων μοι ἡμιεπισήμως προτάσεων, ὧν ἀντίγραφον ἐπισυνάπτω τῆς δε, τὸ Συμβούλιον τοῦτο μὲ ἐξουσιεδότησε νὰ ἀνακοινώσω αὐτῷ προφορικῶς, ὅτι ἡ Κρητικὴ Κυβέρνησις ἀνελάμβανε καὶ αὐθις νὰ πληρώσῃ πρὸς τὸ Δημοσίον Χρέος ἀντὶ τῶν δικαιωμάτων καὶ προνομίων αὐτοῦ τὸ ποσὸν 1,500,000 φράγκων ἐπὶ τόκῳ 3ε[ο] ἐτησίως, πληρωτέων ἐκ τῶν καθαρῶν προσόδων τοῦ μονοπωλίου τοῦ ἄλατος, ἀφ' οὗ ἐκ τῶν ἀνεκαθαρίστων προσόδων θὰ ἀφηρεῖτο 1.50 φρ.

ανά 100 κοιλιά εκ του πωλουμένου ἄλατος ἀντὶ τοῦ ὅ, τι στοι-
χίζει τοῦτο εἰς τὸ Δημ. Χρέος (à titre de prié de revien)
καὶ 25,000 φράγκων ἐτησίως δι' ἑξῆς διαχειρίσεως τοῦ μονο-
πωλίου τούτου (à titre de frais de gestion).

Τὸ ἄλας θὰ ἐπωλιεῖτο ὑπὸ τῆς Διευθύνσεως τοῦ Δημοσ. Χρέους
διὰ λησμών τῆς Κρητικῆς Κυβερνήσεως καὶ εἰς τὴν τιμὴν εἰς ἣν θὰ
ᾤριζεν αὐτὴ ἐκάστοτε, τὴν δὲ διαχείρισιν τοῦ μονοπωλίου τοῦ ἄλα-
τος καὶ μετὰ τὴν ἐξόσλησιν τοῦ ἐν λόγῳ ποσοῦ ὅπερ ἀνελάμ-
θανε νὰ πληρώσῃ ἡ Κρητικὴ Κυβέρνησις, θὰ ἐξηκολούθει νὰ
ἔχῃ διὰ λογαριασμόν τῆς τῶ Δημοσίου Χρέους, ἀλλὰ μόνον μέ-
χρις 20 ἐτῶν ἀπὸ τῆς υπογραφῆς τῆς συμβάσεως. Δυστυχῶς
καὶ τὴν νέαν ταύτην υποχώρησιν τῆς Κρητικῆς Κυβερνήσεως δὲν
ἔλαβεν ὑπ' ὄψιν τὸ Δημοσίον Χρέος ἐπιμένειν κατὰ τὰς προ-
φορικὰς πρὸς με ἀνακινώσεις τοῦ ἀντιπροσώπου αὐτοῦ, ὅπως
ἢ ὑπ' αὐτοῦ διαχειρίσῃ τὸ μονοπωλίου τοῦ ἄλατος παραταθῇ
ἐπὶ 40 ὅλα ἔτη.

Κατόπιν τῆς συστηματικῆς ταύτης τακτικῆς τοῦ Δημοσ. Ὁθω-
μανικοῦ Χρέους, νὰ προτείνῃ ἀπ' εὐθείας συνενόησιν μετὰ τῆς
Κρητικῆς Κυβερνήσεως καὶ νὰ ναυαγῇ τὰς διαπραγματεύσεις διὰ
τῆς ἐπιμονῆς του εἰς ἀξιώσεις, αἵτινες ἐκ τῶν προτέρων τῶ εἴ-
ναι γνωστόν, ὅτι εἰσὶν ὅλως ἀπαράδεκτοι, φρονῶ, ὅτι τὸ συμπε-
ρότερον διὰ τὴν Κρητικὴν Πολιτείαν εἶναι τὸ νὰ ἐπιμένῃ, ὅπως
ἢ ἐπίλυσις τῆς διαφορᾶς ἐξαρτηθῇ ἀπὸ τῆς εὐθιδικίας τῶν τσο-
στάρων προστατῶν Δυνάμεων.

Ἀναφορικῶς πρὸς τὰς λεπτομερείας τῶν ὄρων τοῦ προτεινο-
μένου σχεδίου συνυποσχετικοῦ διὰ τὴν ἐν λόγῳ διαιτησίαν παρα-
τηρῶ, ὅτι, καὶ ἂν τὸ Συμβούλιον ἔκρινε κατ' ἀρχὴν συμφέρον
νὰ προβῇ εἰς διαπραγματεύσεις περὶ καταρτισμοῦ τῶν ὄρων τῆς
διαιτησίας, οὐδέποτε θὰ ἔπρεπε νὰ παραδεχθῇ τὸ προτεινόμενον
σχέδιον, ὡς ἔχει, διὰ τοὺς ἐξῆς λόγους.

Κατὰ τὸ ἄρθρον I τοῦ σχεδίου τὰ συμβαλλόμενα μέρη ἀνα-
λαμβάνουσι προκαταβολικῶς τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἐπιλύσωσι τὴν
διαφορὰν αὐτῶν διαιτητικῶς, ἐν περιπτώσει δὲ καθ' ἣν δὲν ἦθε-
λον συμφωνήσῃ ἐντὸς μηνὸς ἀπὸ τῆς συμφωνίας ταύτης εἰς τὴν
ἐκλογὴν τοῦ διαιτητοῦ, ὅστις θὰ εἶναι εἰς καὶ μόνος, ἐκότερον
τῶν συμβαλλομένων μερῶν θὰ δικαιούται νὰ ζητήσῃ παρὰ τῶν
προστατῶν Δυνάμεων, ὅπως διορίσωσι τὸν διαιτητὴν.

Κατ' ἐμὴν γνώμην, ἂν ἐπρόκειτο νὰ ἀποδεχθῶμεν διαιτη-
σίαν, τὸ ἀσφαλέστερον θὰ ἦτο νὰ ἀνατεθῇ ἢ δικιτησία εἰς τι τῶν
ἀνωτάτων Δικαστηρίων μικροῦ τινος μὴ ἐνδιαφερομένου Κράτους,

πρὶν ἢ δὲ ἀναγνωρισθῆ ἡ ἀρχὴ αὕτη παρὰ τῶν ἐνδιαφερομένων μερῶν νὰ μὴ παραδεχθῶμεν τὴν ἀρχὴν τῆς διαιτησίας.

Ὁ ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν Σύμβουλος
ΚΩΝΣΤ. Μ. ΦΟΥΜΗΣ

Ἀριθ. Πρωτ. 979,1065

» Ἀποφ. 983

Ἀπόσπασμα τῆς ἐν τῷ ὑπ' ἀριθ. 101 τῆς 29ης
Αὐγούστου 1900 πρακτικῷ ἀποφάσεως τοῦ
Συμβουλίου τοῦ Ἡγεμόνος

Ὁ κ. ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν Σύμβουλος εἰσάγει τὸ ὑπ' ἀριθ. 5847]3577 τῆς 8ης Αὐγούστου 1900 ἔγγραφόν του, δι' οὗ ἀναφέρει ὅτι ἀναφερόμενος εἰς τὴν ὑπ' ἀριθ. 5008]3048 τῆς 10 Ἰουλίου 1900 ἐκθεσίν του πρὸς τὸ Συμβούλιον τοῦτο ὑποβάλλει καὶ τὰ ἑξῆς :

« Ἡ Αὐτοῦ Βασιλικὴ Ὑψηλότης, εἰς ὃν εἶχον ὑποβάλλει πρὸς μελέτην πάντα τὰ σχετικὰ ἔγγραφα διὰ τὴν μεταξὺ Κρητικῆς Πολιτείας καὶ Δημοσίου Ὁθωμ. Χρέους διαφοράς ἐπιδώσας αὐτῷ τὸ ἐσωκλειστώσ ὑποβαλλόμενον ἔγγραφον, ἠδύοκησε νὰ τῷ ἀνακοινώσῃ, ὅτι, κατὰ τὴν γνώμην Του, ἡ πρὸς τὴν Διεύθυνσιν τοῦ Δημοσίου Ὁθωμ. Χρέους καὶ τῆς τέσσαρας Προστάτιδας Δυνάμεις ἀπάντησις τῆς Κρητικῆς Κυβερνήσεως δεόν νὰ εἶναι συντεταγμένη κατὰ τὸ πνεῦμα τοῦ ἐν λόγῳ ἔγγραφου ».

Τὸ Συμβούλιον, παμψηφεί, ἀποφασίζει ὅπως ἡ γενησομένη ἀπάντησις τῆς Κρητικῆς Κυβερνήσεως πρὸς τὴν Διεύθυνσιν τοῦ Δημ. Ὁθωμ. Χρέους καὶ τῆς τέσσαρας προστάτιδας Δυνάμεις, διὰ τὴν μεταξὺ τῆς Κρητικῆς Κυβερνήσεως καὶ τοῦ Δημ. Ὁθωμ. Χρέους διαφορᾶν, δεόν νὰ εἶναι συντεταγμένη κατὰ τὸ πνεῦμα τοῦ ἐσωκλειστώσ ὑποβαλλομένου ἔγγραφου.

Ο Προεδρεύων

Τὰ μέλη

Μ. Ν. ΚΟΥΝΔΟΥΡΟΣ

ΕΛ. Κ. ΒΕΝΙΖΕΛΟΣ

ΝΙΚ. ΓΙΑΜΒΛΑΚΗΣ

ΚΩΝΣΤ. Μ. ΦΟΥΜΗΣ

Συνεπεῖχ τῆς ἀνωτέρω ὑπ' ἀριθ. 983 ἀποφάσεως ἀπεστάλη πρὸς τοὺς κυρίους Προξένους τὸ ἐπόμενον ὑπόμνημα δι' ἔγγραφου τῆς Ἀνωτέρας Διευθύνσεως τῶν Οἰκονομικῶν ὑπ' ἀριθ. 6712/4006 τῆς 14/26 Σεπτεμβρίου 1900.

MEMORANDUM

Le Gouvernement Crétois a pris connaissance du projet de compromis pour l'arbitrage proposé par le Conseil d'Administration de la Dette Publique Ottomane.

Le Gouvernement Crétois ne saurait laisser sans protester les affirmations contenues dans ce document et la représentant comme cherchant à contester l'étendue des droits et privilèges de l'Administration de la Dette Publique Ottomane.

Il n'a jamais eu pareille intention et il a toujours été disposé à se conformer à la décision des Grandes Puissances qui lui imposait le devoir de maintenir et de respecter les privilèges de la Dette Publique Ottomane.

Mais il entend, de son côté, faire maintenir et respecter les droits appartenant à l'île de Crète en vertu des Firmans et des synallagmatiques intervenues entre la Sublime Porte et la population Crétoise, droits qui existaient avant même la formation de l'Administration de la Dette Publique Ottomane.

Il entend, en outre, qu'on ne cherche pas à lui imposer de reconnaître comme des droits auxquels il doit se soumettre les décisions abusives de l'Administration Ottomane qui ont été consenties à son insu, malgré ses protestations et en violation flagrante de la situation privilégiée accordée à l'île de Crète, situation qu'elle n'avait obtenue qu'à la suite de luttes longues et sanglantes.

Il entend, enfin faire respecter les décisions prises à son égard non seulement par les quatre Puissances protectrices mais également par les Gouvernements d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie, représentés par leurs ambassadeurs lors de l'arrangement intervenu à Constantinople en Septembre 1896. Le Gouvernement Crétois ne s'est jamais refusé à un arrangement amiable et il ne s'y refuse pas aujourd'hui encore puisque cet arrangement lui a été conseillé par les Puissances protectrices, mais il s'est refusé à consentir à des propositions qui lui ont été présentées sous une

forme imperative, sans qu'il lui ait été même loisible de les discuter, propositions qui ne tendent à rien moins qu'à lui faire reconnaître la légitimité des prétentions de la Dette Publique Ottomane.

Le Gouvernement Crétois a toujours déclaré qu'il reconnaissait le droit de la Dette Publique Ottomane à exercer le monopole du sel, parce que la taxe sur le sel était au nombre des revenus dont le Gouvernement Ottomane s'était réservé la jouissance par la Convention de Halépa et dont il pouvait disposer.

Il a refusé et il refuse toujours de la façon la plus formelle de reconnaître à la Dette Publique Ottomane le droit de percevoir l'impôt sur le timbre et les spiritueux, parce que ces impôts n'ont jamais appartenu en Crète au Gouvernement Ottoman qui ne pouvait pas, par conséquent, en disposer et qu'ils ont toujours été la propriété de la Caisse de l'Île.

En obligeant, dans l'arrangement de Septembre 1896, la Sublime Porte à maintenir et à rétablir en Crète les obligations qu'elle avait contractées par la Convention de Halépa, les Grandes Puissances ont frappé de nullité radicale toutes les mesures arbitraires prises par l'Administration Ottomane en violation de la situation privilégiée obtenue par la population Crétoise.

Enfin le Gouvernement Crétois a refusé de reconnaître à la Dette Publique Ottomane le droit de percevoir l'impôt sur le tabac, parce que le seul impôt sur le tabac que la Porte avait pu se réserver par la Convention de Halépa était l'impôt existant au moment de la signature de cette Convention. C'était un simple impôt sur l'importation des tabacs. Il ne pouvait y avoir en Crète, en vertu des privilèges accordés à l'île par les Firmans antérieurs, d'autre impôt sur le tabac que cet impôt d'importation.

Aucun monopole ne pouvait y être établi et c'est par suite d'un artifice de langage et pour trouver un argument justifiant sa prétention abusive que la Dette Publique Ottomane a prétendu qu'elle avait, par faveur, consenti à remplacer l'exercice en Crète de son droit de monopole par la perception d'un droit d'importation.

Ce monopole elle n'a jamais pu l'établir en Crète car la Porte ne pouvait céder un droit qu'elle n'avait pas. La Porte a si bien reconnu elle-même à la suite des protestations de ses gouverneurs-généraux, qu'elle avait outrepassé ses droits en cédant à l'Administration de la Dette Publique Ottomane le monopole du tabac en Crète, qu'elle a obligé cette Administration, lors de la cession qu'elle fit d'une partie de ses droits à la Société de la Régie des tabacs Ottomans, à mettre la Crète en dehors de cet arrangement,

La Porte ne possédait donc, lors de la signature de la Convention de Halépa, que le droit d'encaisser en Crète pour compte du Trésor Impérial la taxe d'importation du tabac.

Or, dans le décret de Mouharrem, la Porte a formellement stipulé qu'elle ne cédait pas à l'Administration de la Dette Publique Ottomane les droits d'importation sur le tabac.

Ces droits d'importation n'ont donc jamais appartenu à l'Administration de la Dette Publique Ottomane, ils appartenaient au Gouvernement Ottoman qui, en Septembre 1896, à la suite de l'intervention des Grandes Puissances, en a fait abandon à la Caisse de l'île.

En présence de conditions aussi claires et aussi nettes le Gouvernement Crétois ne voit pas en quoi un arbitrage pourrait intervenir utilement.

Il ne saurait songer un seul instant à laisser discuter devant un tribunal des droits qu'il tient de Conventions qui ne sauraient prêter à diverses interprétations. Il ne saurait en outre consentir à une démarche qui ne tendrait à rien moins qu'à soumettre au jugement d'un ou plusieurs arbitres des décisions prises par les Grandes Puissances qui ne sauraient même être mises en discussion.

Le Gouvernement Crétois, en présence des réclamations qui ont été formulées par l'Administration de la Dette Publique Ottomane, a cru devoir s'adresser directement aux Puissances protectrices en leur demandant de se prononcer en dernier ressort sur

cette question, de faire respecter la situation privilégiée de l'île de Crète établie par la Convention de Hâlépa et de faire également respecter les décisions prises dans l'arrangement de Septembre 1896 en faveur de l'île par la sublime Porte, comme sanction à intervention des Grandes Puissances.

À défaut d'arrangement direct à l'amiable, c'est des Puissances protectrices que le Gouvernement Crétois attend la solution du conflit que l'Administration de la Dette Publique Ottomane a cru devoir soulever. C'est entre leurs mains qu'il a remis la défense de ses droits et intérêts. Il ne lui est donc pas possible de signer le compromis dont l'Administration de la Dette Publique Ottomane lui a communiqué le projet.

ΜΕΡΟΣ Ε΄.

Ἄριθ. Ἀποφ. 120

Ἀπόσπασμα τῆς ἐν τῷ ὑπ' ἀριθ. 16 τῆς 17 Φεβρουαρίου 1901
πρακτικῆ ἀποφάσεως τοῦ Συμβουλίου τοῦ Ἡγεμόνος.

Ὁ κ. ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν Σύμβουλος ἀνακοινεῖ εἰς τὸ Συμβούλιον, ὅτι ἡ Α. Β. Ὑψηλότης ἐπληροφόρησεν αὐτὸν ὅτι ὁ ἐν Χανίοις Γενικὸς Πρόξενος τῆς Ἰταλίας κ. Μεδάνα ἐπαφῆκεν Αὐτῇ ἀντίγραφον ἐγγράφου τῆς Διευθύνσεως τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ χρέους, ὅτι τὸ ἀντίγραφον τοῦτο τῷ παρέδωκεν ἡ Α. Β. Ὑψηλότης ὅπως τὸ ἀνακινῶσθαι εἰς τὸ Συμβούλιον διὰ ν' ἀποφασίσῃ τοῦτο περὶ τῆς ἀπαντήσεως ἣτις πρέπει νὰ δοθῇ. Τὸ ἀντίγραφον τοῦτο ἀνακινῶσθαι ἔχει ὡς ἑξῆς :

MEMORANDUM

Proposition de la Dette Publique Ottomane

Juin 1900

« En compensation de ses droits et privilèges en Crète, la Dette publique Ottomane.

1—Recevrait immédiatement et une fois pour toutes Frs 1.500.000.

2—Exploiterait pendant 40 années le revenu du sel pour compte du Gouvernement Crétois moyennant une rétribution de Frs 1.50 par 100 Kilos de sel vendu à titre de prix de revient du sel, et une somme annuelle de Frs 25.000 à titre de frais de gestion.

3—La Dette Publique Ottomane vendrait le sel à un prix qui ne serait pas inférieur à Frs 0.03 et $\frac{1}{2}$ le Kilo.

*Contre Proposition officielle du Conseiller pour
les Finances Crétoises.*

Paiement de Frcs : 1.500.000 en compensation des droits et privilèges de la Dette Publique Ottomane en Crète. Le capital ne serait versé qu' au fur et à mesure des perceptions sur le sel, jusqu'à l'extinction graduelle du capital de rachat. Un intérêt de 3 0/0 serait payé sur les sommes en souffrance.

Le Gouvernement Crétois accepterait les clauses relatives au prix de revient, aux frais de gestion ainsi que la condition relative à la vente du sel à un prix qui ne serait pas inférieur à Frcs 0.03 et $\frac{1}{2}$ le Kilo.

Quant à la durée de l'exploitation le Gouvernement Crétois ne pourrait s'engager que pour 20 ans au maximum.

OBSERVATIONS

La moyenne de la consommation du Sel en Crète est environ de Kilos 1,500,000 par an.

Le prix actuel de vente du sel en Crète est de frcs 7,50 les 100 Kilos. En deduisant le frcs 1,50 par 100 Kilos de sel vendu qui nous reviennent, plus les frcs 25,000 à titre de frais de gestion, le Gouvernement Crétois encaisserait une somme annuelle de frcs 65.000. Pour amortir avec cette somme un capital de frcs 1,500,000 à 3 % l'an, il faudrait 34 années.

La contre-proposition du gouvernement Crétois était donc inacceptable».

Ἐπί τῆς ἀνακοινώσεως ταύτης ὁ κ. ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν Συμβουλὸς παρατηρεῖ ὅτι, ὡς ἀνέφερεν εἰς τὸ Συμβούλιον καὶ διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 5008)3048 τῆς 10 Ἰουλίου 1900 ἐκθέσεως αὐτοῦ (ἀριθ. Πρωτ. Γραφείου Συμβουλίου 979) συνεπέειχ τῶν ἀπὸ 4 Ἰουνίου 1900 γενουμένων αὐτῷ ἡμερησίως προτάσεων ἐκ μέρους τῶν ἐνταῦθα ἀντιπροσώπων τοῦ Δημοσίου Χρέους, τὸ Συμβούλιον ἐξουσιοδότησεν αὐτὸν νὰ ἀνακοινώσῃ προφορικῶς καὶ ἡμερησίως εἰς τὸν εἰρημένον ἀντιπρόσωπον τοῦς ἐν τῇ εἰρημέ-

νη ἐκθέσει ὄρους, ὧν εἷς τῶν κυριωτέρων ἦτο ὅτι ἡ ἐκ μέρους τοῦ Δημοσίου χρέους διαχείρισις τοῦ ἄλατος δὲν θὰ ὑπερέβαινε τὰ εἰκοσιν ἔτη ἐν περιπτώσει καθ' ἣν τὸ πρὸς ἐξόφλησιν συναμολογηθῆσόμενον ποσὸν τῶν 1500000 δραχμῶν θὰ ἐξωφλεῖτο ἐντὸς τῆς ἐν λόγῳ εἰκοσαετίας, ἀλλ' ὅτι, ὡς ἀναφέρει αὐταῖς λέξεσιν ἐν τῇ ἐκθέσει τοῦ «δυστυχῶς καὶ τὴν νέαν ταύτην ὑποχώρησιν τῆς Κρητικῆς Κυβερνήσεως δὲν ἔλαβε ὑπ' ὄψιν τὸ Δημοσίον χρέος, ἐπιμένον κατὰ τὰς προφορικὰς πρὸς τὸν κ. Σύμβουλον ἀνακωνώσεις τοῦ ἀντιπροσώπου αὐτοῦ, ὅπως ἡ ὑπ' αὐτοῦ διαχείρισις τοῦ μονοπωλίου τοῦ ἄλατος παραταθῆ ἐπὶ τεσσαράκοντα ὅλα ἔτη» συνεπεῖα δὲ τῆς ἐκθέσεως ταύτης καὶ τῆς συναφούς ταύτης ὑπ' ἀριθ. 5847)3577 τῆς 8 Αὐγούστου 1900 ἐκθέσεως τοῦ (ἀριθ. γραφείου Συμβουλίου 1065) ἐξεδόθη ἡ ὑπ' ἀριθ. 983 τῆς 29 Ἀπριλίου 1900 ἀπόφασις τοῦ Συμβουλίου τοῦ Πηγμένου.

Ἐκ τῶν εἰρημένων συνάγεται, ὅτι αἱ προτάσεις τῆς Κρητικῆς Κυβερνήσεως δὲν ἐγένοντο ὡς ἐκτίθενται ὑπὸ τοῦ Δημοσίου χρέους, καθ' ὅσον ὡς βάσις τῶν προτάσεων αὐτῆς ἦτο τὸ ὅτι τὸ Δημοσίον χρέος θὰ ἐξηκολούθει τὴν διαχείρισιν τοῦ ἄλατος ἰδίῳ ὀνόματι ἐφ' ὅσον χρονικὸν διάστημα δὲν ἐξηλείφετο ὀλοσχερῶς τὸ χρέος τοῦ 1500000 φράγκων. Μόνον δὲ ἐὰν τοῦτο καθ' οἰονδήποτε τρόπον ἐξηλείφετο ἐντὸς εἰκοσαετίας ἡ διαχείρισις δὲν θὰ ἠδύνατο νὰ παραταθῆ πλέον τῶν εἰκοσιν ἐτῶν τοιοῦτον δὲ ἦτο καὶ τὸ πνεῦμα τῆς ἀπὸ 9 Ἰουνίου 1900 ἐπιστολῆς, ἣν ὁ ἐνταῦθα ἀντιπρόσωπος τοῦ Δημοσίου Ὁθωμ. Χρέους ἀπέστειλεν εἰς τὴν Διεύθυνσιν τοῦ ἐπὶ τοῦ ἀντικειμένου τούτου, καὶ ἦν τῷ ἀνέγνωσε πρὸ τῆς ἀποστολῆς τῆς.

Τὸ Συμβούλιον, λαθὼν ὑπ' ὄψιν τὰ ἀνωτέρω, ἀποφασίζει:

Ἀναθέτει εἰς τὸν κ. ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν Σύμβουλον νὰ συντάξῃ καὶ ὑποβάλλῃ πρὸς τὴν Α. Β. Ὑψηλότητα πρὸς ἔγκρισιν τὴν ἐπὶ τοῦ προκειμένου ἀπάντησιν τῆς Κρητικῆς Κυβερνήσεως, πρὸς ἐπίδοξιν τῆς λύσεως τοῦ προκειμένου ζητήματος κατὰ τὸ ἀνωτέρω πνεῦμα.

Ὁ Πρόεδρος

Τὰ Μέλη

ΝΙΚΟΛ. ΓΙΑΜΑΛΑΚΗΣ

ΕΛΕΥΘ. Κ. ΒΕΝΙΖΕΛΟΣ

ΚΩΝΣΤ. Μ. ΦΟΥΜΗΣ

Μ. Ρ. ΚΟΥΝΔΟΥΡΟΣ

ΜΕΡΟΣ ΣΤ'.

Les Ambassadeurs ayant été chargés par leurs Gouvernements d'examiner le différend entre le Gouvernement Crétois et la Dette Publique, je vous prie de demander si le Gouvernement Crétois a formulé ou s'il est prêt à formuler des propositions concrètes pour une transaction équitable.

Dans ce cas il serait désirable que ces propositions fussent communiquées ici au plus tôt avec les arguments à l'appui. Dans le cas contraire, notifiez moi sans retard le refus du Gouvernement Crétois.

Πρωτ. 1367
Αριθ. Διεκπ. 720

Ἐν ΧΑΝΙΟΙΣ τῆ 25 Μαρτίου 1901

Ἡ Ἀνωτέρα Διεύθυνσις ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν.

Πρὸς τὸ Συμβούλιον τοῦ Ἡγεμόρος

Λαμβάνω τὴν τιμὴν νὰ υποβάλω εἰς τὸ Συμβούλιον σχέδιον ἀπαλήθευσίς εἰς τὴν πρόσκλησιν τῶν ἐν Κωνσταντινουπόλει Πρεσβευτῶν τῶν τεσσάρων προστατῶν Δυνάμεων περὶ διατυπώσεως ὀρισμένων προτάσεων τῆς Κρητικῆς Κυβερνήσεως πρὸς συμβιβαστικὴν λύσιν τῆς μεταξὺ αὐτῆς καὶ τοῦ Δημοσίου χρέους ὑφισταμένης διαφοράς.

Τὸ σχέδιον τοῦτο συνοψίζει καὶ διατυπῶ τὰς σχέσεις τῆς Κυβερνήσεως ἐπὶ τοῦ ζητήματος τούτου, ὡς αὐταὶ ἀνεπτύχθησαν εἰς τὰ προηγούμενα αὐτῆς ὑπομνήματα καὶ συμφώνως πρὸς τὴν τελευταίαν αὐτῆς ἀπόφασιν.

Τὸ σχέδιον τοῦτο ἀνεκοίνωσα εἰς τὴν Α. Β. Ὑψηλότητα πρὸς τῆς εἰς Ἀθήνας ἀναχωρήσεώς Του, ἔτυχε δὲ τῆς ἐγκρίσεως Αὐτοῦ.

Τὰς ἐν αὐτῷ σχέσεις ἀνεκοίνωσα ἡμεπισημῶς καὶ πρὸς τοὺς ἐν Χανίοις κ. κ. Γ. Προξένους τῶν τεσσάρων προστατῶν Δυνάμεων.

Ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὸ ζήτημα τῆς υποβολῆς τῆς τυχόν συναφθερισομένης συμβάσεως ὑπὸ τὴν ψῆφον τῆς προσεχοῦς Βουλῆς ἢ Α. Β. Ὑψηλότης μοι ἐδήλωσεν ὅτι δέχεται τὴν γνώμην ταύτην.

Ὁ ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν Σύμβουλος

ΚΩΝΣΤ. Μ. ΦΟΥΜΗΣ

Συνεπεία τῆς ἐκθέσεως ταύτης ἐξεδόθη ἡ ὑπ' ἀριθ. 211 τοῦ 1901 ἀπόφασις τοῦ Συμβουλίου τοῦ Ἡγεμόνος, ὅπως κοινοποιηθῆ τὸ κατωτέρω ὑπόμνημα.

ΥΠΟΜΝΗΜΑ

Ἡ Κρητικὴ Κυβέρνησις ἔλαβε γνῶσιν τοῦ ἐκ μέρους τῶν ἐν Κωνσταντινουπόλει κ. κ. Πρεσβευτῶν τῶν τεσσάρων προστατίδων Δυνάμεων ἀπευθυνθέντος τηλεγραφήματος πρὸς τοὺς ἐν Χανίοις κ. κ. Γεν. Προξένους, δι' οὗ ἀνατίθεται αὐτοῖς νὰ ἐρωτήσωσιν ἐν αὐτῇ διετύπωσεν ἢ προτίθεται νὰ διατυπώσῃ ὠρισμένας προτάσεις πρὸς δικαίαν τινὰ λύσιν τῆς μεταξὺ αὐτῆς καὶ τοῦ Δημοσίου Ὀθωμανικοῦ Χρέους ὑφισταμένης διαφορᾶς.

Οἱ κ. κ. Πρεσβευταὶ ἀπεφάσισαν σύναμα τὴν γνώμην, ὅτι θὰ ἦτο ἐπιθυμητὸν, ὅπως αἱ περὶ ᾧν πρόκειται προτάσεις κοινοποιηθῶσιν αὐτόσε τὸ ταχύτερον μετὰ τῶν πρὸς ὑποστήριξιν αὐτῶν ἐπιχειρημάτων.

Ἡ Κρητικὴ Κυβέρνησις ἐν τῇ ἐπιθυμίᾳ τοῦ νὰ διευκολύνῃ τὰς πρὸς αὐτὴν εὐμενεῖς διαθέσεις τῶν προστατίδων Δυνάμεων ἐφάνη πάντοτε πρόθυμος πρὸς συμβιβαστικὴν λύσιν, οὐδὲ θὰ ἠδύνατό ποτε νὰ τῇ καταλογισθῆ τὸ ὅτι, ἐν τῇ συναίσθησει τοῦ δικαίου αὐτῆς, ἀπέκρουσε κατηγορηματικῶς τὰς ἀξιώσεις τῆς Διευθύνσεως τοῦ Δημοσίου Χρέους.

Κατ' Ἰανουάριον τοῦ 1900 ἀκολουθεῖσα τὴν γνώμην τῶν κ. κ. Γεν. Προξένων ὥρισεν ἀντιπρόσωπον αὐτῆς, ὅπως διαπραγματευθῆ ἐν Ἀθήναις μετὰ τοῦ Προέδρου τοῦ Δημοσίου Χρέους περὶ συμβιβαστικῆς λύσεως.

Τὸ ἀποτέλεσμα τοῦ διαλλακτικοῦ τούτου διαδήματος αὐτῆς ἦτο, ὅτι τῇ παρουσιάσθη πρὸς ὑπογραφήν τελεσίγραφον, τὸ ὁποῖον δὲν ἠθέλησαν οὐδὲν κἄν νὰ τῇ ἀναγνωρίσωσι τὸ δικαίωμα νὰ συζητήσῃ.

Ἡ Κρητικὴ Κυβέρνησις βαρῶς φέρουσα τοιαύτην συμπεριφορὰν ἐκ μέρους τοῦ Δημοσίου Χρέους ἐδικαιοῦτο νὰ ἀπορρίψῃ ἀνεξέτακτως τὰς ὑπὸ τοῦ ἐν Κρήτῃ ἀντιπροσώπου αὐτοῦ γενομένας αὐτῇ μεταγενεστέρας προτάσεις περὶ ὑποβολῆς τῆς διαφορᾶς εἰς διακρίσιν πρὸς ὀριστικὴν διακανόνισιν.

Ἐν τούτοις ἡ Κρητικὴ Κυβέρνησις μὴ προσχωρήσασα εἰς τὴν ἐν λόγῳ πρότασιν ἐφρόντισε νὰ ἐξηγήσῃ, ὅτι τοῦτο ἔπραττε, διότι ἐφρόνει, ὅτι δὲν τῇ ἐπατρέπετο νὰ θέσῃ ὑπὸ τὴν συζήτησιν διαι-

τητικῷ δικαστηρίου τὰς ὑπὸ τῶν Μεγάλων Δυνάμεων ληφθεῖσας ἀποφάσεις, ἃς ὄφειλε νὰ θεωρήσῃ ὡς ἀμετακλήτους καὶ ἀδιαφιλονεικίτους καὶ διότι ἀφ' ἑτέρου ἔκρινεν, ὅτι ἀναθέασα τὴν ὑπεράσπισιν τῶν συμφερόντων καὶ δικαίων αὐτῆς εἰς χεῖρας τῶν τεσσάρων προστατῶν Δυνάμεων δὲν ἠδύνατο νὰ ἀπειδέχῃται εἰμὴ παρ' αὐτῶν καὶ μόνῃ τὴν λύσιν τῆς ὑφισταμένης διαφορᾶς.

Τοῦ ἐν τῇ Νήσῳ ἀντιπροσώπου τοῦ Δημοσίου Χρέους ὑποβαλόντος μεταγενεστέρως καὶ ἑτέρας προτάσεις ἡμιεπισήμους ἢ Κρητικῆ Κυβέρνησις καὶ πάλιν συνήνεσε νὰ τὰς ἐξετάσῃ καὶ νὰ διατυπώσῃ ἀντιπροτάσεις, ἐν αἷς ἐπρυτάνευσε τὸ μᾶλλον διαλλακτικὸν πνεῦμα.

Ἡ Κρητικὴ Κυβέρνησις μετ' ἐκπλήξεως αὐτῆς εἶδε τὴν ἀποτυχίαν καὶ τῶν νέων τούτων διαπραγματεύσεων, καθ' ἃς αὕτη ἐξήντηλε τὸ ἔσχατον ὄριον τῶν παραχωρήσεων αὐτῆς πρὸς τὸν σκοπὸν συμβιβασμοῦ.

Ἡ Κρητικὴ Κυβέρνησις ἐπιθυμεῖ νὰ πιστεύῃ, ὅτι ἡ ἀποτυχία αὕτη πιθανὸν νὰ ὀφείλῃται εἰς παρεξήγησιν, ἣν ἡ παρεχομένη νῦν εὐκαιρία δύναται νὰ διαλύσῃ.

Ἐν τούτοις αὕτη κρίνει, ὅτι, πρὶν ἢ διατυπώσῃ συγκεκριμένους προτάσεις, τῇ ἐπιβάλλεται νὰ ἀνανεώσῃ ὅσον τὸ δυνατόν συντομώτερον τὰς προγενεστέρως αὐτῆς διακηρύξεις περὶ τῆς φύσεως καὶ τῆς ἰσχύος τῶν δικαίων τῆς.

Ἡ Διοίκησις τοῦ Δημοσίου Χρέους διεξεδίκησεν ὡς ἀνήκοντα αὐτῇ νομίμως δικαιώματα, ἅτινα καταχρηστικῶς μόνον ἤσκησε καὶ τὰ ὅποια οὐδέποτε τῇ ἀνήκον νομίμως: διότι δὲν ἦτο δυνατόν νὰ τῇ ἐκχωρηθῶσιν ὑπὸ τῆς Ὀθωμανικῆς Κυβερνήσεως, ἥτις οὐδέποτε τὰ εἶχεν, ἀν δ' ἤσκησεν αὐτὰ προσωρινῶς ἐν Κρήτῃ τούτο ἐπραξε παραβαίνουσα τὰς ὑποχρεώσεις αὐτῆς διὰ τῆς θίας καὶ παρὰ τὰς ζωηρὰς διαμαρτυρίας τῶν τε Γενικῶν Διοικητῶν καὶ τοῦ λαοῦ.

Ἡ Διοίκησις τοῦ Δημοσίου Χρέους δὲν δύναται ν' ἀγνοῇ, ὅτι ἡ Πύλη, ἥτις κατὰ τὴν Σύμβασιν τῆς Χαλέπας δὲν ἐπεφύλαξεν ὑπὲρ ἑαυτῆς εἰμὴ τὴν ἄσκησιν δικαιωμάτων τινῶν ὀνομαστικῶν μνημονευομένων ἐν τῇ εἰρημένῃ Συμβάσει, καὶ ἥτις ἀφ' ἑτέρου εἶχεν ἀναλάβει ἐπισήμως τὴν ὑποχρέωσιν νὰ μὴν ἐπιβάλλῃ οὐδένα νέον φόρον ἐν Κρήτῃ, δὲν ἠδύνατο νὰ ἐκχωρήσῃ εἰς τὸν Δημοσίον Χρέος τὰ ἐπὶ τοῦ χαρτοσήμου καὶ τῶν οἰνοπνευμάτων δικαιώματα, ἅτινα, μὴ ἐπιφυλάξασα ὑπὲρ ἑαυτῆς διὰ τῆς Συμβάσεως τῆς Χαλέπας, δὲ ἠδύνατο ἢ ν' ἀνήκωσιν εἰς τὸν Δημοσίον Ταμίον τῆς Νήσου.

Ἐπὶ τοῦ σημείου τούτου οὐδ' ἡ ἐλαχίστη χωρεῖ ἀμφισβήτησις,

ιδίως ἀφ' ὅτου αἱ ἐξ Μεγάλαι Δυνάμεις κατ' Αὐγουστον τοῦ 1896 ἐκήρυξαν ὡς ἄκυρον πᾶσαν πράξιν τῆς Πύλης, γενομένην κατὰ παράβασιν τῶν ὁρισμῶν τῆς Συμβάσεως τῆς Χαλέπας.

Ἀφ' ἐτέρου οὐδεμία ἠγγέρθη ποτὲ ἀμφισβήτησις τοῦ δικαιώματος τῆς Διοικήσεως τοῦ Δημοσίου Χρέους τοῦ νὰ εἰσπράττῃ πρὸς ἴδιον ὄφελος τὸν ἐπὶ τοῦ ἄλλοτος φόρον, οὕτως τὴν κυριότητα ἐπεφυλάχθη ὑπὲρ ἑαυτῆς ἡ Ὄθωμανικὴ Κυβέρνησις διὰ τῆς Συμβάσεως τῆς Χαλέπας.

Ἐνεκα τούτου ἡ Κρητικὴ Κυβέρνησις ἐξ ὑπαρχῆς ἀνεγνώρισε τὸ νόμιμον τῆς διεκδικήσεως ταύτης τοῦ Δημ. Ὄθωμ. Χρέους.

Περὶ τοῦ ὅτι ἡ Ὑψ. Πύλη ἐπεφύλαξεν ὑπὲρ ἑαυτῆς διὰ τῆς Συμβάσεως τῆς Χαλέπας τὴν κυριότητα ἐπὶ τοῦ δικαιώματος τῆς εἰσπράξεως τοῦ ἐπὶ τοῦ καπνοῦ δασμοῦ οὐδεμία χωρεῖ σοβαρὰ ἀμφισβήτησις.

Ἄλλ' ἐπίσης ἀναμφίρρηστον εἶνε, ὅτι ὁ μόνος ἐπὶ τοῦ καπνοῦ δασμὸς, ὃν ἡ Ὑψ. Πύλη ἠδύνατο νὰ ἐπιφυλάξῃ ὑπὲρ ἑαυτῆς διὰ τῆς Συμβάσεως τῆς Χαλέπας, ἦτο ὁ κατὰ τὸν χρόνον τῆς υπογραφῆς ταύτης ὑφιστάμενος δασμὸς. Τῆς Ὑψ. Πύλης ἀποδεχόμενης ἐπισήμως τὸν ὅρον τοῦ τὰ μὴν ἐπιβάλλῃ ἐν Κρήτῃ οὐδένα ἄλλον φόρον πλὴν τῶν ἤδη ὑφισταμένων, ἦσαν τὰ δικαιώματα αὐτῆς περιορισμένα ἐπὶ τούτων. Ἡ ἀδυναμία αὐτῆς τῆς Πύλης, τοῦ νὰ ἐπιβάλλῃ νέα βάρη, ἀπετέλει ἐν τῶν σπουδαιοτέρων προνομίων τῆς Νήσου.

Ὅθεν ὁ κατὰ τὴν υπογραφὴν τῆς Συμβάσεως τῆς Χαλέπας ὑφιστάμενος ἐπὶ τοῦ καπνοῦ δασμὸς συνίστατο ἀποκλειστικῶς εἰς τὰ εἰσαγωγικὰ τέλη, τὰ ἐπιβαλλόμενα ἐπὶ τοῦ εἰσαγομένου ἐκ τοῦ ἐξωτερικοῦ καὶ ὀρισμένως ἐκ τῆς Θεσσαλίας καπνοῦ. Περὶ μονοπωλίου ἐν Κρήτῃ οὐδὲ λόγος ἠδύνατο νὰ γίνῃ καὶ τὸ μόνον δικαίωμα, ὅπερ ἠδύνατο, κατ' ἐκείνην τὴν ἐποχὴν, νὰ ἐκχωρηθῇ ὑπὸ τῆς Πύλης εἰς τὴν Διοίκησιν τοῦ Δημ. Ὄθωμ. Χρέους, ἦτο τὸ δικαίωμα ἐπὶ τοῦ εἰσαγομένου καπνοῦ.

Τὸ ζήτημα οὕτως ἦτο ἀπλῶν καὶ ἡ Κρητικὴ Κυβέρνησις δὲν θὰ ἠδύνατο νὰ ἐγείρῃ διαμαρτυρίαν τινὰ ἀν' ἡ ἐκχωρησις αὐτῆ ἐπραγματοποιεῖτο ἐκ μέρους τῆς Ὑψηλῆς Πύλης.

Ὅμως ὅμως τὸ ἐναντίον συνέβη καὶ τὸ Φερμάνιον τοῦ Μουχαρρέμ ὀρίζει κατηγορηματικῶς, ὅτι ἡ Αὐτοκρατορικὴ Κυβέρνησις ἐκχωρεῖ εἰς τὸ Δημόσιον Ὄθωμ. Χρέος τὸν ἐπὶ τοῦ καπνοῦ φόρον, ἐξαίρουμένου τοῦ ἐπ' αὐτοῦ εἰσαγωγικοῦ τέλους.

Τὸ τελευταῖον λοιπὸν τοῦτο τέλος ἔμεινεν εἰς τὴν διάθεσιν τῆς Ὑψ. Πύλης καὶ τῆ ἀνῆκε μέχρι τῆς ἡμέρας, καθ' ἣν αἱ ἐξ Μεγάλαι Δυνάμεις ἐπεισαν τὴν Α. Μ. τὸν Σουλτάνον νὰ ἐγκατα-

λείψη ὑπὲρ τῆς Κρήτης διὰ τῆς κατ' Αὐγούστου τοῦ 1896 γενομένης διευθετήσεως τὸ ἐπὶ τοῦ εἰσαγομένου καπνοῦ τέλος.

Ἡ Κρητικὴ Κυβέρνησις δὲν δύναται λοιπὸν ἢ νὰ διεκδικῆ πάσῃ δυνάμει καὶ κατηγορηματικῶς δικαίωμα, ὅπερ τῇ ἐξεχωρήθη ἄνευ τοῦ ἐλαχίστου περιορισμοῦ ἐκ μέρους τῆς Αὐτοκρατορικῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐλπίζει, ὅτι αἱ τέσσαρες προστάτιδες Δυνάμεις θὰ καταστήσωσι σεβαστὴν τὴν ἀπόφασιν, ἣν αἱ ἐξ Μεγάλαις Δυνάμειν ἔλαβον κατ' Αὐγούστου τοῦ 1896.

Ἰπὸ τὰς ἐξηγήσεις καὶ ἐπιφυλάξεις ταύτας ἡ Κρητικὴ Κυβέρνησις διακηρύττει, ὅτι εἶνε ἐτοιμὴ νὰ διατυπώσῃ τὰς ἑαυτῆς προτάσεις πρὸς συμβιβαστικὴν λύσιν.

Αἱ προτάσεις αὗται συνίστανται εἰς τὴν ἀποδοχὴν τῶν προτάσεων, αἵτινες ἐγένοντο ὑπὸ τῆς Διοικήσεως τοῦ Δημοσίου Χρέους κατ' Ἰούνιον τοῦ 1900, ἐξαιρέσει τῆς προθεσμίας τῶν 40 ἔτων, κατὰ τὰ ὅποια αὕτη ἤθελε νὰ ἐπιφυλάξῃ ὑπὲρ ἑαυτῆς τὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν ἐπὶ τοῦ ἄλατος προσόδων.

Ἡ Κρητικὴ Κυβέρνησις δέχεται νὰ πληρώσῃ ποσὸν 1,500,000 φράγκων πληρωτέον εἰς μίαν ἢ πλείονας διαδοχικὰς θόσεις, δέχεται τὸν προσδιορισμὸν τῶν ἐκ μέρους τοῦ Δημοσίου Χρέους ἐξόδων διαχειρίσεως τῶν προσόδων τοῦ ἄλατος εἰς 25,000 φράγκων ἑτησίως, ὡς καὶ τὸν ὅρισμὸν τῆς τιμῆς εἰς ἣν στοιχίζει αὕτη τὸ ἄλας εἰς φρ. 1,50 ἐπὶ 100 χιλιογράμμων καὶ τὸν προσδιορισμὸν τοῦ κατωτάτου ὁρίου εἰς ὃν θὰ πωλεῖται τοῦτο εἰς 0,03 1/2 κατὰ χιλιόγραμμον.

Ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὴν διαχείρισιν τῆς προσόδου τοῦ ἄλατος ἡ Κρητικὴ Κυβέρνησις συναινεῖ, ὅπως ἡ ἐκμετάλλευσίς ταύτης γίνεταί ὑπὸ τοῦ Δημοσίου Χρέους ἐφ' ὅσον χρόνον ἡ Κρητικὴ Κυβέρνησις δὲν θὰ ἐξώφλει τὸ τίμημα τῆς ἐξαγορᾶς, ἤτοι τὸ ἐν ἡμῖσι ἑκατομύριον φράγκων μετὰ τόκου 3 ο)ο ἑτησίως.

Ἐν πάσῃ περιπτώσει, καὶ ἂν ἡ Κρητικὴ Κυβέρνησις θὰ ἐπετύγχανε νὰ ἐξορλήσῃ ταχέως τὴν πρὸν τὸ Δημ. Χρέος ὀφειλὴν τῆς τῶν 1,500,000 φράγκων μετὰ τοῦ ἐνικυσίου τόκου 3 ο)ο, συναινεῖ νὰ ἀφήσῃ τὴν ἐκμετάλλευσιν τῆς προσόδου τοῦ ἄλατος εἰς τὴν ἐν λόγῳ διεύθυνσιν ἐπὶ εἴκοσιν ἔτη, ἀρχόμενα ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ὑπογραφῆς τῆς γενησομένης συμβάσεως.

Ἡ Κρητικὴ Κυβέρνησις ματὰ τὴν διατύπωσιν τοιαύτης σαφοῦς προτάσεως ἐλπίζει, ὅτι ἡ Διοίκησις τοῦ Δημοσίου Χρέους δὲν δύναται πλέον νὰ ὑποθέτῃ ὡς ἐνέδειξεν εἰς κοινοποιηθέν τι αὐτῆς πρὸς τὴν Ἰταλικὴν Πρεσβείαν, ὅτι, ἐνῶ ἡ Κρητικὴ Κυβέρνησις γνωρίζει ὅτι ἀπαιτοῦνται 34 ἔτη διὰ νὰ πληρωθῇ τὸ χρέος τῆς, δὲν συναινεῖ νὰ ἀφήσῃ τὴν ἐκ τῆς διαχειρίσεως

τοῦ ἄλατος ἐγγύησιν εἰμὴ διὰ περίοδον 20 ἐτῶν κατ' ἀνώτατον ὄρον.

Ἄρ' ἑτέρου ἢ Κρητικῆ Κυβέρνησις παρατηρεῖ, ὅτι συναινοῦσα καὶ νῦν ἔτι νὰ πληρώσῃ πρὸς ἐξαγοράν πάντων τῶν δικαιωμάτων τοῦ Δημοσίου Χρέους τὸ αὐτὸ ποσὸν τῶν 1,500,000 φράγκων, ὅπερ εἶχε προταθῆ πρὸ ἐνὸς καὶ πλέον ἔτους, ἐν ᾧ ἔκτοτε τὸ Δημοσίον Χρῆος εἰσέπραξεν ἱκανὰ ποσὰ, παρέχει νέον δείγμα τῆς ἀγαθῆς θελήσεως καὶ τοῦ συνδιαλλακτικοῦ αὐτῆς πνεύματος.

Ἡ Κρητικὴ Κυβέρνησις νομίζει, ἄλλως τε, ἀναγκαῖον νὰ διακηρύξῃ, ὅτι, ἂν αἱ προτάσεις αὗται ἐγένοντο παραδεκταὶ ὑπὸ τῶν ἐνδιαφερομένων μερῶν καὶ ἀπετέλουσαν τὸ ἀντικείμενον Συμβάσεως μεταξὺ αὐτῆς καὶ τῆς Διοικήσεως τοῦ Δημοσίου Χρέους, θὰ ὑπεχρεῶτο νὰ ὑποβάλῃ τὴν Σύμβασιν ταύτην εἰς τὴν ψῆφον τῆς προσεχοῦς Βουλῆς.

Ἐν τῇλει ἡ Κρητικὴ Κυβέρνησις διακηρύττει διὰ τοῦ κατηγορηματικωτέρου τρόπου, ὅτι, ἂν ἡ παροῦσα προσπάθεια πρὸς συμβιβαστικὴν λύσιν ἀπετύγχανε, ποιεῖται ἀπὸ τοῦδε πάσης τῆς ἀναγκῆς ἐπιφυλάξεις εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ εἰς τὴν ἀκεραιότητα τῶν δικαιωμάτων τῆς, καὶ ὅτι δὲν θὰ ἐθεώρει ἑαυτὴν ὅτι ἀνέλαβε καθ' ὁσονδήποτε τρόπον ὑπεχρέωσιν τινα διὰ τῶν προτάσεων, ἃς δὲν ποιεῖται, εἰμὴ ἐπὶ μόνῳ τῷ σκοπῷ τοῦ νὰ διευκολύνῃ τὸ ἔργον τῶν κ. κ. ἐν Κωνσταντινουπόλει Πρεσβευτῶν τῶν Προστατίδων Δυνάμεων.

MEMORANDUM

Le Gouvernement Crétois a reçu communication du télégramme adressé au Consuls Généraux de la Canée par M. M. les Ambassadeurs des quatre Puissances protectrices à Constantinople les chargeant de demander si le Gouvernement Crétois a formulé ou est prêt à formuler des propositions concrètes pour une transaction équitable avec l'administration de la Dette Publique Ottomane.

Le Gouvernement Crétois désireux de faciliter les bonnes intentions des Puissances protectrices à son égard, s'est toujours montré favorable à une transaction et aucun reproche ne saurait lui être fait si fort

de ses droits, il a refusé catégoriquement d'obtempérer aux injonctions qui lui ont été adressées par l'administration de la Dette Publique Ottomane.

Au mois de Janvier 1900 cédant aux Conseils de M. M. les Consuls Généraux il a désigné un délégué qui était chargé de suivre, à Athènes, des négociations avec le Président de la Dette Publique Ottomane en vue d'un arrangement amiable. Il fut récompensé de cette démarche conciliante par la présentation d'un ultimatum qu'on ne voulut même pas lui reconnaître le droit de discuter. Malgré le caractère blessant de ces procédés le gouvernement Crétois ne crût pas devoir répondre par une fin de non recevoir à la proposition qui lui fut faite par M^r le Représentant de la Dette Publique Ottomane en Crète au nom de son administration de confier à un tribunal arbitral le soin de se prononcer définitivement dans le litige actuel.

Si le Gouvernement Crétois ne pût pas adhérer à cette proposition il eût soin de bien spécifier qu'il ne le faisait que parce qu'il ne se connaissait pas le droit de soumettre à la discussion d'un tribunal arbitral les décisions prises par les grandes Puissances, qu'il devait considérer comme irrévocables et indiscutables et que d'autre part il estimait qu'ayant remis la défense de ses intérêts et des ses droits entre les mains des quatre Puissances protectrices il ne pouvait attendre que d'elles seules la solution du litige actuel.

D'autres propositions d'arrangement ayant été faites à titre officieux au gouvernement Crétois par le Représentant en Crète de la Dette Publique Ottomane, le Gouvernement Crétois a consenti à les examiner et a répondu par des contre-propositions inspirées de l'esprit de conciliation le plus large.

Elles n'ont pas abouti et le Gouvernement Crétois ne peut que s'en étonner car il s'était avancé aussi loin que possible dans la voie de la conciliation.

Peut-être l'insuccès de ces négociations n'at-il défectueux que d'un malentendu que les circonstances actuelles permettront de dissiper.

En tous cas le Gouvernement Crétois estime qu' avant de formuler des propositions concrètes il ne peut se dispenser de renouveler aussi brièvement que possible, les déclarations qu'il a déjà faites sur la nature et la portée de ses droits.

L'administration de la Dette Publique Ottomane a revendiqué comme droits dont l'exercice lui appartenait légitimement des droits qu'elle a pu exercer abusivement mais qui ne lui ont jamais appartenu légitimement parce qu'ils n'ont pu lui être cédés par le Gouvernement Ottoman qui ne les a jamais possédés et ne les a exercés temporairement en Crète qu'en violation de ses engagements par l'emploi de la force et malgré les protestation énergique des gouverneur généraux et de la population.

L'administration de la Dette Publique Ottomane ne saurait méconnaître aujourd'hui que la Porte qui, par le traité de Halépa ne s'était réservée que la possession de certains droits énumérés nominativement dans la dite convention, et qui d'autre part avait antérieurement pris l'engagement solennel de ne créer aucun nouvel impôt en Crète, ne pouvait céder à la Dette Publique Ottomane les droits de timbre et les droits sur les spiritueux qui, n'ayant pas été réservés à son profit par la Convention de Halépa, ne pouvaient appartenir qu'à la Caisse de l'île.

Sur ce point il ne saurait même plus y avoir la moindre discussion alors surtout que les six grandes Puissances ont, en Août 1896, proclamé la nullité de toute ce qui avait pu être fait par la Porte en violation des Stipulations de la convention de Halépa.

De même il ne saurait y avoir la moindre discussion sur le droit de l'Administration de la Dette Publique Ottomane d'encaisser à son profit la taxe sur le sel dont le Gouvernement Ottomane s'était réservé la propriété par la convention de Halépa.

Le Gouvernement Crétois reconnaît loyalement le bien fondé de cette revendication de la Dette Publique Ottomane.

Toute discussion sérieuse ne pourrait, en tous cas, porter que sur le droit de perception de la taxe sul le

tabac dont la Sublime Porte s'était également réservée la propriété par la convention de Halépa.

Cependant il est indiscutable que la seule taxe sur le tabac que la Sublime Porte ait pu se réserver par la Convention de Halépa était la taxe existant lors de la signature de cette convention. Le droit de la Sublime Porte était en effet formellement limité d'autre part par la condition qu'elle avait acceptée solennellement de ne créer en Crète aucune autre taxe que les taxes déjà existantes. Cette impossibilité de la sublime Porte de créer à l'île de nouvelles charges constituait en des privilèges les plus importants de la Crète.

Or la taxe existant sur le tabac en Crète lors de la signature de la Convention de Halépa consistait exclusivement en un droit d'importation sur les tabacs provenant de l'étranger et notamment de la Thessalie. Il ne pouvait être même question de Monopole en Crète et le seul droit qui aurait pu être, à cette époque, cédé par la Porte à l'Administration de la Dette Publique Ottomane, était le droit sur l'importation des tabacs.

La situation était donc bien claire et le Gouvernement Crétois n'aurait pu élever aucune protestation si cette cession avait été consentie par la Sublime Porte.

Mais il en a été tout autrement et le Décret de Muharrem stipule formellement que le Gouvernement Impérial cède à la Dette Publique Ottomane, les taxes sur le Tabac à l'exception des droits sur l'importation des tabacs.

Ces droits sur l'importation du tabac restaient donc à la disposition de la Sublime Porte et ils lui ont appartenu jusqu'au jour où les six grandes Puissances ont déterminé S. M. le Sultan à faire par l'arrangement d'Août 1896, abandon à la Crète du droit de l'importation des tabacs dans l'île.

Le Gouvernement Crétois ne peut donc que revendiquer hautement et formellement ce droit qui lui a été concédé sans la moindre restriction par le Gouvernement Impérial et il a l'espoir que les quatre

Puissances protectrices sauront faire respecter la décision que le six grands Puissances ont prise en août 1896

C'est sous le bénéfice de ces explications et de ces réserves que le Gouvernement Crétois se déclare prêt à formuler ses propositions en vue d'un arrangement à amiable.

Ces propositions consistent dans l'acceptation des propositions qui avaient été faites en Juin 1900 par l'Administration de la Dette Publique Ottomane sauf en ce qui concerne le délai de 40 années pendant lesquels, cette administration voudrait se réserver l'exploitation du revenu du sel.

Le Gouvernement Crétois accepte de payer une somme de 1.500.000 francs dont il s'acquitterait en un ou plusieurs paiements successifs, il accepte la fixation à 25.000 fr. par an des frais de gestion du revenu du sel par la Dette Publique Ottomane, la fixation à 1.50 par 100 Kilos du prix du revient du sel et la fixation à 0.03 1/2 par Kilo le prix minimum de vente du sel.

En ce qui concerne la gestion du revenu du sel le Gouvernement Crétois consent à ce que l'exploitation de ce revenu soit faite par l'Administration de la Dette Publique Ottomane tout aussi longtemps que le Gouvernement Crétois ne se serait pas libéré envers elle du paiement du prix de rachat de 1.500.000 francs et des intérêts fixés à 3 p. 0/10 par an.

Dans les cas où le Gouvernement Crétois réussirait à se libérer rapidement envers la Dette Publique Ottomane de sa dette de 1.500.000 francs en capital portant intérêt annuelle de 3 0/10, il consent néanmoins à laisser cette administration exploiter en tous cas le revenu du sel pendant un délai de 20 années qui commencerait à partir de la date de la signature de la Convention à intervenir.

Le Gouvernement Crétois après une proposition faite aussi clairement espère que l'administration de la Dette ne sera plus autorisée à supposer, comme elle l'a indiqué dans une note remise à l'Ambassade d'Italie, que le Gouvernement Crétois entend se réserver

un délai de 34 années pour payer sa dette et ne consentir la garantie de l'exploitation du sel que pour une période maxima de 20 années.

D'autre part le Gouvernement fait observer qu'en consentant encore aujourd'hui à payer comme indemnité de rachat de tous les droits de la Dette Publique Ottomane la même somme de 1,500,000 francs qui avait été proposée il y a plus pu' un au par la dite administration alors que cette dernière a, depuis lors, opéré des encaissements importants, il donne une nouvelle preuve de sa bonne volonté et de son esprit de consiliation.

Le Gouvernement Crétois croit, en outre, utile de déclarer que, si ces propositions étaient acceptées par les parties intéressées et formaient l'objet d'une convention entre lui et l'Administration de la Dette Publique Ottomane, il serait dans la nécessité de soumettre cette convention à l'approbation de la prochaine Asssemblée.

Enfin le Gouvernement Crétois déclare de la façon la plus formelle que si la tentative actuelle en vue d'un arrangement à l'amiable venait à échouer il fait, dès à présent ses réserves les plus expresses en ce qui concerne l'intégralité de ses droits et ne se croirait engagé en aucune façon par les propositions auxquelles il ne consent que dans le seul but de faciliter la tâche de M. M. les Ambassadeurs à Constantinople des Puissances protectrices.

ΜΕΡΟΣ Ζ΄.

Ἐν ΧΑΝΙΟΙΣ τῆ 28 Ἀπριλίου 1901

Ἄριθ. 30 (διάφορα)

Πρὸς τὴν Ἀνωτέραν Διεύθυνσιν ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν.

Κύριε Σύμβουλε,

Λαμβάνω τὴν τιμὴν νὰ φέρω εἰς γνῶσιν Ὑμῶν, ὅτι ὁ Πρόεδρος τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τῆς Διευθύνσεως τοῦ Δημοσίου Ὁθωμ. Χρέους Κοσ Βασιγκτῶν Σμιθ, λαβὼν γνῶσιν τοῦ περιεχομένου τοῦ τελευταίου πρὸς τοὺς ἐν Κωνσπόλει πρεσβευτὰς τῶν τεσσάρων Μεγάλων Δυνάμεων ὑπομνήματος τῆς Κρητικῆς Πολιτείας, οὕτως ἀντίγραφον εὐηρεστήθητε νὰ μοὶ κοινοποιήσητε ἐσχάτως, μὲ ἐπεφόρτισε νὰ Σᾶς ἐκφράσω τὰς εὐχαριστίας του ἐπὶ τῇ ἀνακινῶσει ταύτῃ καὶ νὰ Σᾶς ἐπιδώσω συγχρόνως ἀντίγραφον τοῦ εἰς τοὺς ἰδίους Πρεσβευτὰς ἐπὶ τοῦ αὐτοῦ ζητήματος ἀνακινωθέντος Ὑπομνήματος τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Δημοσίου Ὁθωμ. Χρέους.

Ἐκ τῆς μελέτης τοῦ Ὑπομνήματος τούτου θὰ ἴδητε, Κύριε Σύμβουλε, ὅτι τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἐπιθυμοῦν νὰ ἐξομαλυνθῇ ἢ μεταξὺ τῆς Κρητικῆς Πολιτείας καὶ τῆς Διευθύνσεως τοῦ Δημοσίου Χρέους διαφορὰ κατέβαλε πᾶσαν προσπάθειαν, ὅπως ὅσον τὸ δυνατόν ἐλιγώτερον ἀπομακρυνθῇ τῶν ὀρίων τῶν προτάσεων τῆς Κρητικῆς Πολιτείας. Ἄλλως τε ἡ ὁμοφωνία δύναται νὰ θεωρηθῇ τελεία, ἐκτὸς σημείων τινῶν ὅπως δευτερευόντων ἐπὶ τῶν ὁποίων τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον λυπεῖται μὴ δύναμενον νὰ προβῇ περαιτέρω ἐν τῇ ὁδῷ τῶν παραχωρήσεων καὶ ἐφ' ὧν οἱ Πρεσβευταὶ τῶν τεσσάρων Μεγάλων Δυνάμεων θέλουσιν ἀποφανθῇ.

Δέξαθε παρακαλῶ, Κύριε Σύμβουλε, τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ἐξέχου πρὸς Ὑμᾶς ὑπολήψεώς μου.

Ὁ Ἀντιπρόσωπος τοῦ Δημ. Ὁθ. Χρέους

Γ. ΑΔΟΣΙΔΗΣ

DIFFÉREND

ENTRE LE

GOVERNEMENT CRÉTOIS ET LE CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE LA DETTE PUBLIQUE OTTOMANE

MÉMOIR

*présenté par le Conseil d'Administration de la Dette
Publique Ottomane aux Ambassadeurs d'
Angleterre, de France, d'Italie et de Russie
prés la Sublime Porte.*

I

RÉSUMÉ DES NÉGOCIATIONS EN VUE D'UNE ENTENTE DIRECTE

L'Amiral Pottier, Doyen du Conseil des Amiraux en Crète, ayant déclaré aux Autorités Grétoises à la Canée, en Novembre 1898, que les droits de la Dette Publique Ottomane seraient maintenues intacts dans l'île, et les Représentants à Constantinople des quatre grands Puissances Médiatrices ayant déclaré à la Sublime Porte, par une Note collective, en date du 30 du même mois, que le mandat confié au Haut Commissaire lui imposait le devoir de maintenir et de respecter les privilèges de la Dette Publique Ottomane en Crète, le Conseil de cette Administration se préoccupa de l'accord à établir pour la fonctionnement de ses services.

En Janvier 1899, Sir Edward Law, délégué des Porteurs Anglais et Néerlandais, se rendit à la Canée, muni des pleins pouvoirs du Conseil de la Dette, pour arrêter avec S. A. le Haut Commissaire les conditions de ce fonctionnement.

Un accord, dont l'exécution restait toutefois subordonnée à la ratification du futur Gouvernement Crétois, intervint rapidement entre S. A. le Prince Georges et Sir Edward Law.

Aux termes de cet accord, qui, de propos délibéré, avait écarté toute discussion juridique, les perceptions de la Dette en Crète se trouvaient transformées en une redevance fixe annuelle de 115,000 francs, payable indirectement à la Dette Publique Ottomane aussi longtemps qu'existerait cette Administration, sans lien apparent entre elle et le Gouvernement Crétois.

En Juin 1899, le Gouvernement Crétois, qui, dans l'intervalle, avait été régulièrement formé, après la révision à Rome de la Constitution de l'Île, refusa de ratifier l'accord qui lui avait été soumis.

Les négociations furent reprises sur la base, proposée par le Gouvernement Crétois, du rachat des privilèges en Crète de la Dette.

En Janvier 1900, une entrevue eut lieu à Athènes entre Sir Edward Law agissant au nom du Conseil de la Dette, et M. Constantin Fournis, Conseiller pour les Finances du Prince, au nom du Gouvernement Crétois.

Les exigences de la Dette s'abaissèrent jusqu'au chiffre de deux millions de francs comme prix du rachat, payable, au choix du Gouvernement Crétois, soit immédiatement au comptant, soit fractionnellement et à des intérêts de 5 % l'an, au moyen des seules recettes du revenu du sel, dont le prix de vente au début serait fixé à 10 centimes le kilo.

Le délégué du Gouvernement Crétois insistant cependant pour que le chiffre du prix du rachat ne dépassât pas 1,500,000 fr., l'entente ne put s'établir.

Cette seconde tentative d'entente directe ayant encore échoué, le Conseil de la Dette demanda, en Février 1900, aux Ambassadeurs à Constantinople des grandes Puissances Médiatrices de vouloir bien entreprendre leurs bons offices pour que le différend surgit

entre le Gouvernement Crétois et lui fût soumis à l'appréciation d'un arbitre

Quelques mois plus tard, en Juin 1900, le Conseil de la Dette, dans un dernier effort de conciliation, proposa l'abandon de ces droits et privilèges en Crète moyennant :

1° Le paiement immédiat et une fois pour toutes, par le Gouvernement Crétois, de frs. 1,500,000 ;

2° L'exploitation par la Dette, pendant quarante années, mais pour compte du Gouvernement Crétois, du Monopole du Sel, avec une rétribution de fr. 1.50 par 100 kilos de sel vendu, à titre de prix de revient, et de frs. 25,000 par an, à titre de frais de gestion ;

3° L'engagement par le Gouvernement Crétois de ne pas abaisser le prix de vente du sel au-dessous de fr. 0.03 $\frac{1}{2}$ le kilo.

A cette proposition le Gouvernement Crétois répondit par la contre-proposition d'un paiement échelonné du prix de rachat de frs. 1,500,000, productif d'intérêts à 3 % l'an, sur les sommes qui resteraient annuellement dues, et d'une réduction à 20 ans au *maximum* de la durée de l'exploitation du Monopole du sel par les soins de la Dette.

Pour les raisons qui sont exposées plus bas, cette contre-proposition fut jugée inacceptable par le Conseil de la Dette, qui reprit ses démarches pour la soumission du différent à l'arbitrage.

Le Gouvernement Crétois refusa catégoriquement d'admettre une pareille solution et fit, par un rapport présenté le 14/24 Septembre 1900 aux quatre Consul Généraux à la Canée, un appel direct à la décision suprême des Puissances Médiatrices.

C'est alors seulement que le Conseil de la Dette fit, de son côté, en Novembre 1900, appel aux mêmes quatre Grandes Puissances pour les prier de vouloir bien, à défaut d'arbitrage, fixer et déterminer elles-mêmes l'étendue et le mode d'application en Crète des droits et privilèges de la Dette Publique Ottomane.

DISCUSSION DES PRIVILÈGES EN CRÈTE DE LA DETTE PUBLIQUE OTTOMANE

Dans un rapport présenté à la date du 4 Juin 1899 au Conseil de S. A. le Haut Commissaire, M. Fomis, Conseiller pour les Finances du Gouvernement Crétois, conteste à la Dette le droit de percevoir en Crète les deux impôts du Timbre et des Spiritueux, comme étant contraire à la stipulation de l'article XIII du Pacte de Halépa, et celui de percevoir l'impôt du Tabac, comme n'ayant pas été accordé par le Décret de Mouharrem aux Bondholders, mais comme ayant été cédé, au contraire en 1896 au Gouvernement de l'Ile par le Gouvernement Ottoman, qui en aurait fait une donation valable.

Il ne reconnaît d'autre perception légale au profit de la Dette que celle de l'impôt du Sel.

Ce rapport a été adopté en son entier par le Gouvernement Crétois et inséré au N^o 61, du 21 Juillet 1899, du «*Journal Officiel de l'État Crétois*», publié à la Canée.

Pour ce qui concerne le Timbre et les Spiritueux, le Conseil de la Dette estime que la cession, qui en a été faite aux Bondholders en 1881 par le Décret de Mouharrem, nonobstant le Pacte de Halépa: la perception qui s'en est poursuivie au profit des Bondholders pendant près de 15 ans, jusqu'à la veille de la dernière insurrection; l'établissement de surtaxes, demandées par le Gouvernement Crétois, à son propre profit; l'acquiescement donné par la Dette; et la perception par elle-même de ces surtaxes constituent, au regard de ses deux impôts, une abrogation par consentement tacite du Pacte de Halépa.

Pour ce qui est du revenu du Tabac en Crète, le Conseil de la Dette croit devoir relever une contradiction du Gouvernement Crétois. M. Fomis affirme, dans son rapport de 1899, que le Gouvernement Ottoman ne l'a pas cédé à la Dette, parce qu'il n'a cédé à

celle-ci que le Monopole des Tabacs, tel qu'il fonctionne à la suite de la création de la Régie actuelle des Tabacs. Un an plus tard, dans son mémoire du 12/24 Septembre 1900, présenté aux Consuls à la Canée des Puissances Médiatrices, le Gouvernement Crétois soutient toujours sa théorie, basée sur l'absence de cession aux Bondholders du revenu des tabacs, mais il l'appuie cette fois sur la réserve qui aurait été faite par le Décret de Mouharrem quant aux droits de douane du tabac.

Or, les droits de douane du tabac, auxquels fait allusion le § 1 de l'article VIII du Décret de Mouharrem, sont les droits de douane frappant les cigares, les tabacs à priser, les tabacs à chiquer et le tumbéki, dont l'entrée était et continue à être autorisée en Turquie. Il n'a pu viser les droits de douane du tabac, proprement dit, puisque ces droits n'existaient pas, l'importation du tabac sur le territoire Ottoman, même dans les provinces privilégiées, étant alors et continuant à être encore aujourd'hui rigoureusement prohibée, en vertu des traités de la Turquie avec les Puissances Etrangères.

Ce que le Décret de Mouharrem a cédé aux Bondholders, c'est le revenu du tabac que le Gouvernement Ottoman percevait lui-même en Crète en 1881 et dont il avait la jouissance et la libre disposition en vertu même du Pacte de Halépa.

C'est donc ce revenu, quelle que soit la forme sous laquelle il a été perçu par le Gouvernement Ottoman avant l'institution de la Dette Publique Ottomane et par cette Administration depuis le 1^{er} Janvier 1882, que le Conseil de la Dette revendique hautement comme ayant été irrévocablement cédé par l'article VIII du Décret de Mouharrem aux Bondholders, jusqu'à extinction complète de la Dette Publique Ottomane. (1)

Le Conseil de la Dette a cru devoir entrer dans ces

(1) Voir la note sur le revenu du tabac en Crète annexé au présent Mémoire. (Annexe A).

considérations juridiques et légales pour exposer les bases solides sur lesquelles reposent ses privilèges en Crète, que les Puissances Médiatrices ont proclamé intangibles.

Mais il croit, en présence du consentement mutuel, acquis dès le mois de Janvier 1900 au principe du rachat de ces privilèges, ne devoir insister que sur les conditions de ce rachat.

III

DISCUSSION DES CONDITIONS DU RACHAT

L'échec de l'accord conditionnel de la Canée entre S. A. le Haut Commissaire et Sir Edward Law, amena le Conseil de la Dette à accepter d'entrer en négociations avec le Gouvernement Crétois en vue du rachat des privilèges de la Dette en Crète.

Malheureusement l'entente ne put s'établir au début sur le prix, le Gouvernement Crétois trouvant trop élevé le prix de 2,000,000 de francs exigé par le Conseil de la Dette.

Mais sur ce point le Conseil de la Dette céda. Il finit par abaisser ses prétentions au chiffre de francs 1500000 cédant ainsi contre cette somme des perceptions dont il est l'usufruitier et qui se sont élevées en moyenne, pour les cinq années allant de 1306 à 1310 (1^{er} Mars 1890-fin Février 1895) à Piast. 1,074,129 nettes de frais, soit à francs 238,000 (2). L'année 1310 a été la dernière année normale avant l'insurrection.

Il y mit, toutefois, les conditions susmentionnées de sa proposition de Juin 1900.

Malgré tout son bon vouloir le Conseil de la Dette ne pouvait, sans en courir une lourde responsabilité, s'engager plus avant dans la voie des concessions. Il tient cependant à exposer ici les raisons, qui lui dictaient cette conduite.

(2) Voir le tableau ci-annexé (Annex B).

La contre-proposition du Gouvernement Crétois ne put être acceptée parce qu'aucune garantie n'était offerte pour le paiement intégral du prix de rachat, en principal et intérêts, dans l'espace de 20 ans par le seul jeu d'un amortissement basé sur les recettes du sel.

Elle ne put l'être par cette autre considération aussi que, le prix de rachat étant converti en créance à longue échéance, il n'était pas admissible d'accepter un taux d'intérêt inférieur à celui qui représenterait le crédit actuel du débiteur. Evidemment les conditions économiques présentes de l'île ne lui permettent pas d'avoir un crédit, même pour un emprunt gagé, aussi favorable que celui qu'elle prétendait établir. Même le taux de 5 0/0, réclamé au mois de Janvier 1900 par la Dette, n'aurait pas été consenti par un autre prêteur. En réalité, le différend s'est trouvé limité aux deux points suivants :

- 1° Le taux d'intérêt du capital en souffrance ;
- 2° La durée de l'exploitation du Monopole du sel en Crète par les soins de la Dette Publique Ottomane.

CONCLUSION

C'est par ces motifs que le Conseil de la Dette Publique Ottomane demande aux Représentants à Constantinople des quatre Grandes Puissances Médiatrices qu' il Leur plaise décider :

1° Que le prix du rachat, par le Gouvernement Crétois, des droits et privilèges en Crète de l'Administration de la Dette Publique Ottomane est fixé définitivement à frs. 1,500.000 ;

2° Que faculté est laissée au Gouvernement Crétois de se libérer par le paiement de cette somme, soit au comptant en espèces sonnantes, soit par fractions échelonnées au moyen des recettes du sel, tout capital en souffrance devenant productif d'intérêts sur le pied de 5 0/0 l'an ;

3° Que la gestion du revenu du sel, pour compte du Gouvernement Crétois, reste confiée à l'Administration de la Dette Publique Ottomane jusqu'à parfait paiement du prix de frs. 1,500,000 en principal et intérêts et, en toute éventualité, au moins pendant 20 ans;

4° Que les frais de gestion, à prélever sur les recettes, sont fixés à fr. 25,000 annuellement et que le prix de revient du sel est fixé à fr. 1.50 par 100 kilos ;

5° Que le prix de vente du sel est fixé comme suit:

a) jusqu'à la conclusion éventuelle d'un accord entre les parties pour son règlement, ou jusqu'à l'amortissement complet de la créance de la Dette en principal et intérêts, à 10 centimes le killo (1);

b) après extinction de cette créance et au cas où cette extinction viendrait à se produire avant la vingtième année d'exploitation, au prix qu'il plairait au Gouvernement Crétois d'arrêter, sans toutefois que ce prix puisse être inférieur à fr. 0.03 1/2 le kilo.

Constantinople, le 20 Avril 3 Mai 1901.

Pour le Conseil d'Administration
de la Dette Publique Ottomane

Le Président

H. BABINGTON SMITH

(1) Voir l'annex C.

NOTE SUR LA QUESTION DU TABAC EN CRÈTE

I

RÉGIME ANTÉRIEUR A LA CESSION DE LA THESSALIE A LA GRÈCE

Bien avant l'institution de la Dette Publique Ottomane et la création de la Régie des Tabacs, le tabac était en Turquie un monopole de l'Etat, et les traités passés par le Gouvernement Ottoman avec les Puissances Etrangères avaient formellement prohibé l'entrée dans l'Empire du tabac à fumer étranger.

En 1880, au moment de la formation de l'Administration des Six Contributions Indirectes par un groupe financier de Constantinople, cessionnaire de divers revenus de l'Etat, parmi lesquels figurait celui du tabac, le régime de l'impôt du tabac en Crète, province privilégiée, était le suivant :

Le tabac produit en Crète et transporté d'un point de l'île à un autre acquittait, pour toute taxe, un droit de Mourourié de 8 Pl. l'oke.

Le tabac Crétois introduit sur un point de l'Empire, situé hors de l'île ne payait pas de Mourourié mais restait soumis au droit de banderole.

Les tabacs, introduits en Crète et provenant d'un point quelconque des autres provinces de l'Empire, n'étaient soumis qu'au droit de banderole.

L'entrée en Crète du tabac à fumer étranger était naturellement interdite.

II

RÉGIME POSTÉRIEUR A LA CESSION DE LA THESSALIE A LA GRÈCE

La cession de la Thessalie à la Grèce eut lieu au cours de l'administration des Six Contributions Indirectes, qui a fonctionné pendant deux ans, du 1^{er} Janvier 1880 au 31 Décembre 1881.

Le tabac de Thessalie devint, par suite de cette cession, tabac étranger, et, partant, une marchandise dont l'entrée sur le territoire Ottoman était interdite en vertu même des traités de commerce.

Mais les Crétois, avaient un goût marqué pour le tabac produit en Thessalie. De tout temps ils avaient fumé ce tabac de préférence à tout autre tabac turc.

La Sublime Porte tenait à ne pas contrarier les habitants de la Crète dans une habitude invétérée.

Par dérogation au principe général, elle leva l'interdiction pesant sur les tabacs de Thessalie, désormais tabacs étrangers. L'introduction dans l'île en fut autorisée à la condition qu'à l'entrée ils seraient tenus d'aquitter, dans les caisses de la Direction en Crète de l'Administration des Six Contributions Indirectes, une somme égale au droit de banderole qui ne pouvait plus être perçu par cette Administration à Volo, où elle avait cessé de fonctionner.

En d'autres termes, le tabac de Thessalie a continué par exception à être considéré fictivement comme du tabac turc.

III

RÉGIME DEPUIS LE FONCTIONNEMENT DE LA DETTE
PUBLIQUE OTTOMANE

Le 1^{er} Janvier 1882 l'Administration actuelle de la Dette Publique Ottomane fut substituée, par le Décret de Mouharrem, à celle des Six Contributions Indirectes.

Parmi les revenus cédés à la Dette par ce Décret figurent tous ceux qui avaient été cédés à l'Administration des Six Contributions Indirectes.

Elle continua donc, en Crète, la perception du Mourouïé pour le tabac produit dans l'île et, dans les ports de l'île, du droit de banderole pour le tabac de provenance de Volo, fictivement nationalisé ottoman.

La Régie des Tabacs, créée en 1883, se prévalant de traités de commerce, chercha à s'opposer à l'entrée en Crète du tabac de Thessalie.

Sur accord du partage avec la Dette du produit des taxes frappant les tabacs de Volo elle cessa son opposition.

Il résulte de l'exposé qui précède :

que, vu les traités de commerce, l'entrée en Crète, comme dans le reste de l'Empire, de tabacs à fumer étrangers était rigoureusement interdite ;

que, puisqu'il n'y avait pas de droits de douane à

percevoir de ce chef, le Décret de Mouharrem n'a pu faire à l'égard de ces droits aucune réserve :

que l'entrée en Crète du tabac de Thessalie n'a pu être autorisée que par exception et grâce à une fiction, qui a eu pour effet de le faire considérer comme turc.

qu'en conséquence, la Dette n'a fait sur le tabac en Crète que les perceptions à elle valablement données par le Décret de Mouharrem.

ANNEXE B.

Moyenne annuelle des perceptions de la Dette Publique Ottomane en Crète pendant les 5 années financières allant de Mars 1890 à fin Février 1895 (années turques de 1306 à 1310).

Tabac.....	P ^{tres}	493.869
Sel.....	»	495.606
Timbre.....	»	233.243
Spiritueux.....	»	35.991
Recettes brutes.....	P ^{tres}	1.258.709
Frais à déduire.....	»	184.580
Recettes nettes.....	P ^{tres}	1.074.129
Soit Francs.....		238.000.—

N. B.— Les frais de transport de sel et la commission payée aux débitants de timbres sont déduits des recettes ainsi que des frais.

ANNEXE C

Les informations suivantes seront utiles pour la constatation de l'effet des propositions ci-dessus détaillées :

Le prix de vente actuel du sel en Crète est de fr. 0.15 par kilo, dont la moitié (fr. 0.07 1/2) appartient à la Dette et l'autre moitié, comme surtaxe, au Gouvernement Crétois.

La vente de l'année 1316 (1900-1901) a été de kilos 1,440,000, chiffre inférieur de kilos 60,000 à la vente moyenne des années 1296 à 1312 (kilos 1,500,000). Cependant il y a lieu d'espérer qu'à l'avenir, sous des conditions plus favorables, il y aura un développement progressif de la consommation.

S E L E N C R È T E

FRAIS ET RECETTES (PRÉVISIONS)

CONSUMMATION ANNUELLE	F R A I S	P R I X D E V E N T E P A R K I L O		
		Fr. 0.10	Fr. 0.07	Fr. 0.03 1/2
Kilos 1.500.000	Francs	Francs	Francs	Francs
	Frais de gestion.....	150.000	112.500	52.000
	Prix de revient (à Fr. 1.50 les 100 Kilos).....	47.500	47.500	47.500
		102.500	65.000	5.000
4.750.000	Recettes brutes	175.000	131.350	61.350
	Frais à déduire	51.250	51.250	54.250
	Recettes nettes	123.750	80.000	10.000
2.000.000	Recettes brutes	200.000	150.000	70.000
	Frais à déduire	55.000	55.000	*55.000
	Recettes nettes	145.000	95.000	15.000

ANNUITÉ
POUR L'AMORTISSEMENT D'UN CAPITAL DE Frs. 1,500,000
AVEC INTÉRÊT A 3. 4 ET 5 o/o.

Ans	3 c/o	4 c/o	5 c/o
20	Fr. 100.823	110.372	120.364
25	» 86.141	96.018	106.429
30	» 76.528	86.745	97.577

De ces chiffres il ressort que le prix de vente devra être fixé à 10 centimes le kilo au moins, si le Gouvernement Crétois vice l'amortissement du capital de rachat par les recettes mêmes du revenu du sel. A ce prix et sur la base d'une vente moyenne de kilos 1,750,000, vingt ans suffiront pour amortir le capital, aux intérêts de 5 %.

Cependant, si une partie, disons la moitié du capital, était versée au comptant, le solde du capital pourrait être amorti en vingt ans au prix de vente de 7 1/2 cent. le kilo.

Le Conseil de la Dette propose que le prix de vente, surtaxe non comprise, soit fixé à 10 centimes le kilo ; mais dans le cas d'une augmentation importante des vents ou du remboursement d'une partie du capital, il accepterait une diminution de ce prix.

ΧΑΝΙΑ 1 Μαΐου 1901

Πρωτ. 1836
 Ἀριθ. Διεκπ. 969

Πρὸς τὸν Κύριον Γ. Ἀδοσίδην, Ἀντιπρόσωπον
 τῆς Διευθύνσεως τοῦ Δημοσίου Ὁθωμαν-
 κοῦ Χρέους

Λαμβάνω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω ὑμῖν τὴν λήψιν τοῦ ὑπ' ἀριθ. 50 τῆς 28 Ἀπριλίου 1901 ὑμετέρου ἐγγράφου μετὰ τοῦ ἐπισυναρτημένου τούτου ἀντιτύπου ὑπομνήματος τοῦ Δημοσίου Ὁθωμανικοῦ χρέους πρὸς τὰς Αὐτῶν Ἐξουχότητας τοῦ ἐν Κωνσταντινουπόλει Πρεσβευτῆς τῶν τεσσάρων Προστατῶν τῆς Νήσου Δυνάμεων, ἀφορῶντος εἰς τὴν ὑφισταμένην διαφοράν μεταξὺ αὐτοῦ καὶ τῆς Κρητικῆς Κυβερνήσεως.

Ἐκ τῆς ἀναγνώσεως τοῦ ἐν λόγῳ ὑπομνήματος, ἐπὶ τῇ ἀνακοινωνίᾳ τοῦ ὁποίου παρακλῶ νὰ διαβιβάσητε τὰς εὐχαριστίας μου τῷ ἀξιότιμῳ Προέδρῳ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου Κω Σμῆθ, συνήγαγον τὴν εὐχάριστον ἐντύπωσιν, ὅτι δύναται νὰ ἐπέλθῃ πλήρης συνενόησις μεταξὺ τῆς Κρητικῆς Κυβερνήσεως καὶ τοῦ Δημοσίου Ὁθωμ. Χρέους εὐθὺς ὡς ἤθελεν ἐπέλθει ἡ δέουσα ὁμοφωνία καὶ ἐπὶ τοῦ ἐναπολειπομένου εἰσέτι ἐκκρεμοῦς σημείου, τοῦ καθορισμοῦ θηλονότι τοῦ ἐτησίου τόκου.

Ἡ Διεύθυνσις τοῦ Δημοσίου Ὁθωμ. Χρέους ἀξιοῖ, ὅπως ὁ τόκος ὁρισθῇ εἰς 5 ο/ο ἐτησίως καὶ πρὸς ὑποστήριξιν τῆς ἀξιώσεώς της ταύτης ἐπάγεται τὸ ἀέβδιον τῆς πιστωτικῆς δυνάμεως τῆς Νήσου. Οἱ ἐνδοικασμοὶ ὅμως, οὗς ἡ Διεύθυνσις ὑμῶν ἐκφέρει ἐπὶ τοῦ προκειμένου, εἶναι τοσοῦτω μᾶλλον ἀβάσιμοι, καθόσον ἡ σχετικὴ σύμβασις, ἐκτὸς τοῦ ὅτι, ὡς ἐκ τοῦ Διεθνoῦς χαρακτήρος τοῦ ζητήματος, θέλει συναρθῇ ἐν γνώσει καὶ ἐπινεύσει τῶν τεσσάρων Προστατῶν Δυνάμεων, θὰ ἐξασφαλίσῃ πληρέστατα τὴν ἀπότισιν τῆς χρηματικῆς ταύτης ὀφειλῆς διὰ φόρου ἀσφαλοῦς, οἷος ὁ τοῦ ἄλλοτε, ἀποτελοῦντος πρόσδοτον ἀποκλειστικὴν καὶ ἀναπαλλοτρίωτον τῆς Διευθύνσεως τοῦ Δημοσίου Χρέους μέχρι τελείας ἀποπληρωμῆς τοῦ κεφαλαίου τῆς ἐξαγορᾶς, εὐρισκομένου δὲ ὑπὸ τὴν ἄμεσον διαχείρισιν αὐτῆς ταύτης τῆς Διευθύνσεως ὑμῶν.

Τῶν τεσσάρων Προστατῶν Δυνάμεων γνωστοποιησασῶν ἐπισημῶς ἐπ' ἐσχάτων, ὅτι εἶναι ἔτοιμοι νὰ προκαταβάλωσι τὰς ὑπεσχημένας προκαταβολὰς τῶν τεσσάρων ἑκατομμυρίων φράγκων

διὰ τῆς γενικῆς ἀνάγκης τοῦ τόπου, ἐπὶ τόκῳ ἐτησίῳ οὐχὶ ἀνωτέρῳ τῶν 3 ο)ο, καὶ ἄνευ μάλιστα ἐγγυήσεως δι' εἰδικῆς προσόδου, φρονούμεν, ὅτι αὐτὸ τοῦτο μόνον τὸ γεγονὸς ἀποτελεῖ ἐν τῶν ἐναργεστέρων τεκμηρίων τοῦ φερεγγύου τῆς Κρητικῆς Πολιτείας, ἥτις, καὶ ἂν ἀκόμη οἱ οἰκονομικοὶ τοῦ τόπου πόροι ἐπέτρεπον τὴν πληρωμὴν τόκου ἀνωτέρου τῶν 3 ο)ο, θὰ ἐθεώρει τὴν παραδοχὴν τῆς πληρωμῆς ἀνωτέρου τῶν 3 ο)ο τόκου ἐπιζήμιον, καθόσον θὰ καθιέρου προηγούμενον, ὅπερ θὰ παρενέβαλε δυσχερείας πρὸς σύνταξιν ἐν τῷ μέλλοντι θανείου δι' ἀνάγκης τοῦ τόπου ἐπὶ συμφέρουσιν ὅροις.

Ὅθεν, παρακαλῶν νὰ διαβιβάσῃτε τὰ ἀνωτέρω τῇ ὑμετέρᾳ Διευθύνσει, γνωστοποιῶ ὑμῖν συγχρόνως, ὅτι εὐθὺς ὡς ἐπέβη ἡ δέουσα συμφωνία καὶ ἐπὶ τοῦ ἐκχεροῦς τούτου σημείου, συμφώνως πρὸς τὰς βλέψεις τῆς Κυβερνήσεως, θὰ εἶναι πρόσφορον νὰ προδῶμεν ἄνευ ἀναβολῆς εἰς τὴν διατύπωσιν πασῶν τῶν λεπτομερειῶν πρὸς σύνταξιν καὶ ὑπογραφὴν τῆς συμβάσεως, εἰς τρόπον ὥστε νὰ ᾖναι αὕτη ἐτοίμη πρὸ τῆς 19 Μαΐου (π. ἡμ.) ἡμέρας τῆς συγκλήσεως τῆς Βουλῆς.

Καὶ εἶναι μὲν ἀληθές, ὅτι καὶ ἐν τοιαύτῃ περιπτώσει ἡ σύμβασις αὕτη θέλει ὑποβληθῆ εἰς τὴν ἔγκρισιν τῆς Βουλῆς, ἥτις, κατὰ τὸ Σύνταγμα, συμφερίζεται μετὰ τοῦ Ἡγεμόνος τὴν Νομοθετικὴν ἐξουσίαν ἀπὸ τῆς 16 Ἀπριλίου καὶ ἐντεῦθεν, ἀλλὰ τοιαύτη πλήρης μεταξὺ τῶν ἐνδιαφερομένων μερῶν συνεννόησις, μὴ παρυσιάζουσα ἐνώπιον τῆς Βουλῆς σημεῖα ἀμυθιστοῦμενα, θὰ διηκόλυνε κατὰ πολὺ τὴν προσπάθειαν τῆς Κυβερνήσεως τῆς Αὐτοῦ Βασιλικῆς Ὑψηλότητος, ὅπως ἐπιτύχῃ τὴν συναίνεσιν τῆς Βουλῆς πρὸς ὀριστικὴν διακανόνισιν ζητήματος, ὅπερ ἐπιβάλλει εἰς τὴν χώραν βάρη, δι' ὧν μειοῦνται σπουδαίως τὰ μέσα, ἅτινα θὰ διεθετεν αὕτη διὰ νὰ δυνηθῇ ν' ἀνακύψῃ ἐκ τῶν καταστροφῶν τοῦ παρελθόντος καὶ ἀναπτυχθῇ ἐν τῷ μέλλοντι.

Κολακεύομεθα νὰ ἐλπίζωμεν, ὅτι ἡ Διεύθυνσις τοῦ Δημοσίου Ὁθωμανικοῦ Χρέους λαμβάνουσα ὑπὸ σπουδαίαν ἔποψιν τὰ ἀνωτέρω θέλει αὐθορμητῶς συγκατατεθῆ εἰς τὸν ὀρισμὸν τοῦ τόκου εἰς 3 ο)ο ἐτησίως, τὴν δὲ συγκαταθεσὶν τῆς ταύτης ἡ Κυβέρνησις θὰ ἐθεώρει ὡς εὐμενῆ παραχώρησιν ἐκ μέρους τῶν πιστωτῶν τοῦ Δημοσίου Ὁθωμανικοῦ Χρέους, ἐφ' ᾧ καὶ θὰ ἠγυγνομίνοι αὐτούς.

Δράττομαι τῆς εὐκαιρίας νὰ ἀνανεώσω, κύριε Ἀντιπρόσωπε, τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ἐξαιρέτου πρὸς ὑμᾶς ὑπολήψεώς μου.

Ὁ ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν Σύμβουλος
ΚΩΝΣΤ. Μ. ΦΟΥΜΗΣ

La CANÉE, le 1 Mai (v. s.) 1901.

N° 1836

» 969

A Monsieur Georges Adossidés

Représentant de la Dette Publique Ottomane.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 28 Avril N° 50 (Divers) et du Mémoire y annexé du Conseil d'Administration de la Dette Publique Ottomane, présenté à M. M. les Ambassadeurs à Constantinople des Quatre Puissances Protéctrices de l'île, mémoire touchant le différend entre la Dette Publique Ottomane et le Gouvernement Crétois.

De la lecture du Mémoire en question, pour la communication duquel je vous prie de vouloir bien exprimer mes remerciements à M^r Smith, Présidente du Conseil d'Administration de la Dette Publique Ottomane, j'ai recueilli l'agréable impression qu'il serait possible d'établir une entente complète entre le Gouvernement Crétois et la Dette Publique Ottomane, sitôt l'accord voulu intervenu aussi sur l'unique point en litige, à savoir la fixation du taux d'intérêt.

La Dette Publique Ottomane prétend que le taux d'intérêt soit fixé à 5 % l'an, et à l'appui de sa demande, elle allègue l'incertitude du Crédit de l'île. Cependant les doutes que votre Administration émet sur la question sont d'autant moins fondés que la convention à intervenir non seulement en raison du caractère international de la question, sera conclue au su et avec l'approbation des Quatre Puissances mais aussi elle assurera entièrement le règlement de cette obligation pecuniaire, au moyen d'un impôt sûr, tel que le sel, qui forme un revenu exclusif et inaliénable de la Dette Publique Ottomane, jusqu'à complète extinction du capital de rachat, et qui se trouve sous la gestion directe de cette même Administration.

Les Quatre Puissances Protéctrices ayant tout dernièrement fait officiellement connaître qu'elles sont prêtes à effectuer les avances promises pour les neces-

sités de l'île à un taux d'intérêt ne dépassant pas 3 % l'an, sans même l'affectation d'un revenu spécial pour le service de cet intérêt, nous estimons que ce seul fait constitue une des preuves les plus manifestes de la solvabilité de l'Etat Crétois. Mais en admettant même que les ressources du pays eussent permis l'acquittement d'un taux d'intérêt supérieur à 3 %, le Gouvernement Crétois aurait considéré le paiement d'un taux supérieur à 3 % comme préjudiciable à ses intérêts, attendu qu'il aurait ainsi établi un précédent propre à susciter des difficultés en vue de contracter dans l'avenir des emprunts pour les besoins du pays à des conditions avantageuses.

En vous priant donc de vouloir bien communiquer à votre Administration ce qui précède, je vous fais en même temps savoir, qu'aussitôt qu'une entente conforme aux vues du Gouvernement Crétois, aura été établie sur ce point litigieux, il serait opportun que nous procédions sans retard à l'établissement de tous les détails touchant la rédaction et la signature de la convention à intervenir, de façon à ce qu'elle soit prête avant le 19 Mai et (v. s.) jour de la convocation de la Chambre.

Il est vrai que dans ce cas aussi la convention devra être soumise à l'approbation de la Chambre qui, suivant la Constitution, partage avec le Prince le pouvoir législatif à partir de la date du 16 Avril écoulé (v. s.). Mais une entente entière entre les parties intéressées ne présentant pas devant la Chambre de points litigieux, aurait grandement facilité les efforts du Gouvernement de S. A. R. le Prince pour obtenir l'assentiment de la Chambre, en vue du règlement définitif d'une question, qui impose au pays des charges portant une grave atteinte aux moyens, dont il pourrait disposer pour se relever des catastrophes du passé et se développer dans l'avenir.

Nous aimons à espérer que l'Administration de la Dette Publique Ottomane prenant en sérieuse considération ce qui précède, voudra bien consentir de « motu proprio » à la fixation du taux à 3 % l'an ; le Gouvernement Crétois de son côté considérera cet

acquiescement comme une concession bienveillante de la part des Bondholders, ce dont il leur sera reconnaissant.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Représentant, l'assurance de ma haute considération.

Le Conseiller pour les Finances

C. M. FOUMIS

La CANÉE le 3^e 16 Mai 1901.

Ἀνωτέρω Διεύθυνσις
τῶν Οἰκονομικῶν καὶ τῆς Δικαιοσύνης

Ἀριθ. Πρωτ. 1874
Διεξπ. 994

*Monsieur Paul Blanc Consul Général de France,
Doyen du Corps Consulaire en Crète.*

Monsieur le Doyen,

Par ordre de Son Altesse Royale le Prince Georges de Grèce, Haut Commissaire en Crète, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-inclus traduction de la lettre que j'ai remise au représentant en Crète de la Dette Publique Ottomane, relativement au règlement du différend entre cette Administration et le Gouvernement Crétois, et vous prie en même temps le bien vouloir le communiquer à vos collègues afin qu'elle sort communiquée à Leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs à Constantinople des quatre Grandes Puissances Protétrices de Crète.

Il result de cette communication que le Gouvernement Crétois et l'Administration de la Dette Publique Ottomane sont en voie d'arrangement amiable et l'on peut espérer que ces négociations aboutiront dans un délai très rapproché. Dans ces conditions le Gouvernement Crétois, en reponse à la communication qui lui a été faite dernièrement, prie M. M. les Consuls Généraux de vouloir bien demander à M. M. les Ambas-

sadeurs de surseoir à l'examen du litige qui leur a été soumis jusqu'à l'issue définitive de ces négociations.

Veuillez agréer Monsieur le doyen l'assurance
de ma haut considération

*Le Conseiller pour les Finances
et pour la Justice*

CONSTANTIN M. FOUMIS

Ἐν ΧΑΝΙΟΙΣ τῆ 14 Μαΐου 1901

Ἀριθ. 62.

Πρὸς τὴν Ἀνωτέραν Διεύθυνσιν ἐπὶ τῶν
Οἰκονομικῶν

Ἀξιότιμε Κύριε Σύμβουλε,

Λαμβάνω τὴν τιμὴν νὰ φέρω εἰς γνῶσιν ὑμῶν, κατ' ἐντολὴν τηλεγραφικὴν τοῦ Κου Προέδρου τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Δημοσίου Ὁθωμανικοῦ Χρέους εἰς ἀπάντησιν τῆς ὑπ' ἀριθ. 1836/969 ἐγγράφου διακοινώσεώς σας, ὅτι ἀμφοτέρων τῶν ὑπομνημάτων τῶν σχετικῶν πρὸς τὴν μεταξὺ τῆς Διευθύνσεως τοῦ Δημοσίου Χρέους καὶ τῆς Κρητικῆς Πολιτείας διαφορὰν ὑποβληθέντων εἰς τοὺς Πρεσβευτὰς τῶν τεσσάρων Μεγάλων Δυνάμεων, τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον εὐρίσκειται εἰς τὴν ἀνάγκην ἐκ λόγων φιλοφροσύνης νὰ ἀρεθῇ εἰς τὴν ἀπόφασιν Αὐτῶν καὶ ἐπομένως λυπεῖται μὴ θυνάμενον νὰ διαπραγματευθῇ ἀπ' εὐθείας τὴν ὀριστικὴν διακανόνισιν τοῦ ζητήματος.

Δέξασθε, Ἀξιότιμε Κύριε Σύμβουλε, τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ἐξόχου πρὸς ὑμᾶς ὑπολήψεώς μου.

Ὁ Ἀντιπρόσωπος τοῦ Δημοσίου Χρέους

Γ. Ἀδοσίδης.

(Σχετικά πρὸς τὴν ἐν σελ. 45 ὑπ' ἀριθ. 1187 ἀπόφασιν τοῦ Συμβουλίου τοῦ Ἡγεμόνος).

REDEVENCE POUR LE SEL

Il est à remarquer qu'entre les tableaux de Sir Ed. Law et de Monsieur Adossides il existe, pour la moyenne de la période de 10 ans, les différences suivantes.

Sir Eduard calcule sur	P.	94.184.—
pour les frais généraux appliqués au sel, tandis que M ^{er} Adossides sur	»	79.148.—
ce qui fait ressortir une différence de	»	<u>15.036.—</u>

Les recettes brutes portées à ces mêmes tableaux sont : de

a) pour M ^{er} Adossides de	P.	588.625.—
b) » Sir Eduard de »	»	556.503.—
faisant une différence de »	»	<u>32.182.—</u>
en difaveur de 17 ans	soit au total P.	<u>47.218.—</u>

Il ressort de la comparaison des tableaux que :

1°) La Recette moyenne sur 17 ans	étant de	P.	567.663.—
2°) Celle de la période de 10 ans de	»	»	556.503.—
une différence de	»	»	<u>11.160.—</u>
ressort, pour les tractations, en faveur de dernière période.			

3°) Les frais généraux de la période de 10 ans étant de	P.	196.798.—
---	----	-----------

4°) Ceux de la période de 17 ans de	»	182.182.—
une différence de	»	<u>14.616.—</u>

ressort, ici encore, en faveur de la moyenne de 10ans en vue des tractations.

Halépa le 31 Décembre 1899

ET. DE BLONAY

Moyennes des Recettes «Dépenses annoncées par la Dette Publique Ottomane, pour le sel, pour les périodes

des suivantes de sa gestion», calcul des capitaux qu'elles représentent au bout de 180ans, sur le pied de 5 0/0

a) **Pour 17**ans, de 1296-1312 cal^r turque.

Moyenne des Recettes P^s 567663 à 4. 50 D^r 126147.33

Moyenne des Frais :

prix de revient à P. 6 1/2) P^r 97500
les 100 K^{os} p. 1.500.000)

Frais généraux appliqués au sel par la

Dette..... P^s 84682

P^r 182182 à 4.50 D^r 40484.20

Soit comme bénéfice net

D^r or 85663.43

b.) **Pour 10**ans de 1300 à 1309 cal^r turque :

Moyenne des Recettes P^s 556503 à 4.50 D^r 123667.43

Moyenne des Frais

prix de revient P^s 102614

frais généraux » 94184 à 4.50 D^r 43732.90

» 196798

soit comme bénéfice net en

» or 79934.53

Le bénéfice moyen de 17ans de D^r 85662.43

représente, pour 180 ans à 5 0/0

un capital de » 1,712,984.80

un bénéfice moyen de D^r 75000, dans les

mêmes conditions, représenterait D^r or. 1,499,769.23

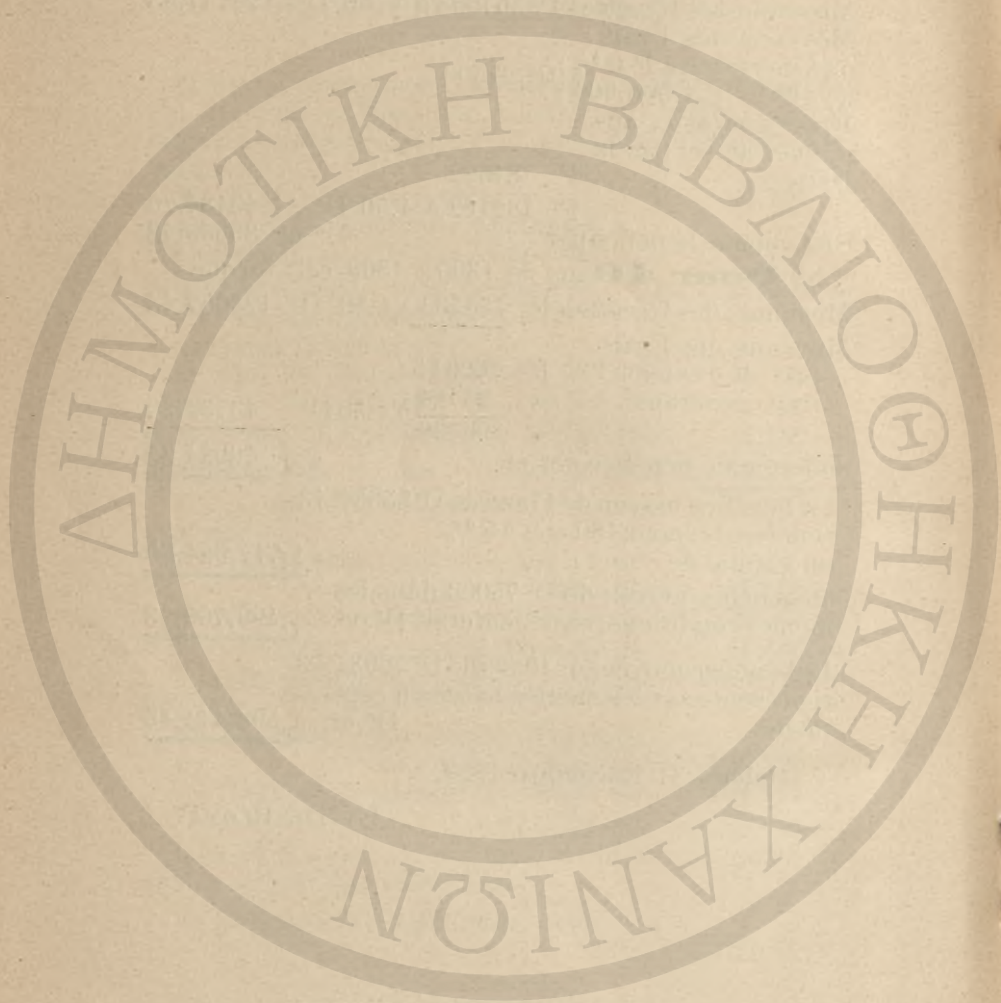
Le bénéfice moyen sur 10ans de D^r 79934.53

représente sur les mêmes bases un capi-

tal de D^r or. 1,598,444.45

Halépa 31 Décembre 1899.

ET DE BLONAY





Νεομ. Βιβλ. α

Κρατικός Νοσοκομείων

